

DEBOUT EDUCATION POPULAIRE

PARTAGEONS LES SAVOIRS SUR LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE



DEBOUT EDUCATION POPULAIRE

Partageons les savoirs sur la Place de la République

39 - 405 mars

Charte : p. 3

Naissance : p. 4

Programme des interventions : p. 6

L'atelier « quelle société veut-on ? » : p. 23

Outils numériques : p. 64

Retour réflexif sur la commission : p. 66

Productions graphiques : p. 77

educpopdebout.org

educpop.debout@riseup.net

@Debout_Educpop

Notre Charte

Nous, citoyen.ne.s indépendant.e.s, faisons vivre un espace de débat et de partage des savoirs sur la **Place de la République** à Paris, depuis le dimanche *41 mars* 10 avril 2016. Ce lieu a vocation à proposer une autre forme de transmission et de mise en commun des savoirs et des pratiques, hors des cadres scolaires et médiatiques. En cela, nous, collectif d'indépendant.e.s, auto-géré, voulons continuer à faire vivre ce lieu et cette communauté quotidiennement et permettre ainsi aux débats de s'y tenir. Notre fonction est avant tout organisationnelle mais chacun.e de nous reste libre de s'exprimer lors des débats, le sujet est choisi par l'intervenant.e, ses propos n'engagent que lui/elle et pas Debout Éducation populaire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tout le monde peut venir assister aux débats et y prendre part. Tout le monde peut s'inscrire pour venir intervenir en proposant un thème de discussion portant sur un savoir-faire, une expérience, une passion, un projet, une idée, une pensée... Ceux/celles-ci sont ensuite inscrit.e.s sur le programme par les modérateurs/ices. Nous ne présentons les intervenant.e.s qu'avec leur prénom et non pas au nom d'un statut, d'une profession ou d'une compétence particulière. Les intervenant.e.s sont libres de proposer le thème qu'elles souhaitent aborder sans aucune restriction thématique. Ainsi, peuvent être proposés tant des contenus théoriques que pratiques, pouvant s'associer à l'usage d'un ou plusieurs médias, en interaction avec l'auditoire.

Chaque thème fera l'objet d'une séquence d'une heure organisée comme suit :

Intervention entre 5 et 20 minutes maximum.

Débat entre et avec l'auditoire.

L'intervenant.e peut, à tout moment, être interrompu.e par une intervention, une question ou une remarque.

SUR LE CONTENU DES INTERVENTIONS

Notre volonté est de proposer des débats accessibles à tou.te.s. Nous voulons rendre réelle et effective une véritable démocratisation de la transmission des savoirs ainsi que l'égalité de la parole de chacun.e. En ce sens : Nous appelons les intervenant.e.s à ne pas adopter une posture « d'expert.e » mais à proposer un discours accessible à tou.te.s. Nous les appelons aussi à expliciter au maximum leur pensée en des termes clairs et simples et à définir les concepts employés. Nous appelons par ailleurs l'auditoire et les intervenant.e.s à respecter un principe de bienveillance envers tous ceux/celles qui prennent la parole. Nous appelons les participant.e.s, modérateurs/ices compris, à diffuser les débats, notamment auprès de celles/ceux qui ne peuvent pas y prendre part. Nous appelons également les participant.e.s, intervenant.e.s et modérateurs/ices à veiller à la parité des interventions et tours de parole.

LA BOÎTE À QUESTIONS

Les questions peuvent être soumises directement sur la place, par email, ou via la page de notre site web « La Boîte à Question ». Toutes les questions sont inscrites sur des morceaux de papier rassemblés dans une seule boîte. Un membre du public tire au hasard une question puis la lit à haute voix. Tant qu'une personne est prête à répondre, on répond à la question. Si personne ne souhaite répondre ou réagir, un second tirage est effectué. La limite de temps consacré à chaque question est d'une heure.

L'ATELIER EDUC'POP

Il s'agit d'un atelier hebdomadaire de 2 heures ; le créneau est précisé à la fin de chaque atelier. Au début de chaque séance sont désignés un modérateur/questionneur, un scribe, et une personne pour faire le compte-rendu de la séance. Le compte-rendu de la séance précédente est lu afin d'établir une continuité avec la nouvelle séance. En fin de séance, on choisit si, la prochaine fois, la discussion portera sur la même thématique ; sinon, une nouvelle est définie. Le compte rendu, accompagné de l'enregistrement de la discussion, est publié sur notre site web, et diffusé sur les réseaux sociaux. Une compilation de l'ensemble des propositions recueillies lors des différentes séances est publiée sur notre site web, celui de la Gazette Debout et de Nuit Debout.

L'atelier éduc'pop repose sur la retranscription des idées et débats qu'elles suscitent ; il n'y a pas de prise de décision ni de vote. Il comprend deux étapes ; la première consiste à élaborer des idées sur une question/texte/image sans se fixer de limites ; la seconde étape a pour objectif de reprendre l'ensemble des idées de manière plus concrète tout en sollicitant la participation des commissions de Nuit Debout.

Charte rédigée et adoptée le 39 mars (8 avril) 2016.

Modifiée et complétée (boîte à questions et atelier éduc'pop) le 20 aout 2016.

A la Nuit debout, l'éducation populaire se fait en plein air

Le mouvement, né à l'issue de la manifestation du 31 mars, continue de se diversifier. Après les commissions thématiques, les bibliothèques et les ateliers potagers, la place de la République à Paris accueillait pour la première fois dimanche l'espace Debout éducation populaire.

LE MONDE | 11.04.2016 à 18h50 • Mis à jour le 11.04.2016 à 19h32 | Par Séverin Graveleau et Marine Miller
http://www.lemonde.fr/campus/article/2016/04/11/a-nuit-debout-l-education-populaire-est-en-plein-air_4900171_4401467.html



C'était l'une des nouveautés, et l'un des succès, de la Nuit debout parisienne de dimanche 10 avril : l'espace Debout éducation populaire a permis à chacun de débattre et apprendre sur un sujet donné. Comme les autres, le stand a été détruit par les forces de l'ordre, lundi 11 avril au matin, place de la République. Et, comme pour les autres, ses responsables n'attendent qu'une chose : réinstaller, ici ou ailleurs, sa grande bâche bleue.

Dans cet espace un peu à l'écart de l'agitation et organisé comme un amphithéâtre, il n'y a ni estrade, ni chaise, ni bureau, en cet après-midi de dimanche.

Plus d'une centaine de personnes y sont rassemblées, toutes assises sur le bitume, au même niveau. Les intervenants qui se succèdent ont fabriqué un cornet en carton pour faire porter leur voix, avant l'arrivée des micros et d'une sono.

Sans se concerter, les premiers intervenants ont choisi de parler des révolutions ; la Terreur, 1848, la Commune, Mai 68... Le programme ne précise que leur prénom et le thème qu'ils abordent, mais ce sont majoritairement, pour cette première fois, des professeurs d'histoire. Pourtant pas question de faire un cours magistral. « *On ne veut surtout pas parler plus d'un quart d'heure et avoir une posture universitaire. Nous ne sommes pas là pour faire la leçon, ni pour en donner. L'objectif est de provoquer la réflexion et de faire circuler le savoir en répondant aux questions qui sont posées* », explique Guillaume Mazeau, maître de conférences en histoire à Paris-I et spécialiste de la Révolution française.

Faire sortir le savoir

L'idée de ces débats à ciel ouvert est née dans le sillage de la mobilisation des étudiants de Paris-I contre la réforme du code du travail, notamment après les interventions musclées des forces de l'ordre à Tolbiac (dans le 13^e arrondissement de Paris), le 17 mars. « *Une première initiative étudiante, Alterfac, a voulu ouvrir l'université à ceux qui n'avaient pas de carte d'étudiant. Il a aussi été demandé aux profs de faire des cours sur les mouvements sociaux* », raconte Euan Wall, étudiant en troisième année de licence d'histoire et d'archéologie à Paris-I et coorganisateur de Debout éducation populaire. Ce dispositif rappelle les cours alternatifs organisés lors des manifestations contre la loi sur l'autonomie des universités, qui avaient lieu en dehors de l'université en 2007.

Lire aussi : Loi travail: cours alternatifs et débats à Paris-VIII

« *Nous avons organisé mercredi [6 avril] une assemblée générale à la Sorbonne, mais il n'y avait personne, peut-être à cause des partis. D'où l'idée de se transporter à République et de converger avec Nuit debout. La commission éducation populaire a été installée vendredi, notre tente deux jours plus tard* », résume Marius Loris, doctorant à Paris-I et premier intervenant de la journée sur « *l'histoire de l'état d'urgence* ».

Des débats « source d'inspiration pour le mouvement »

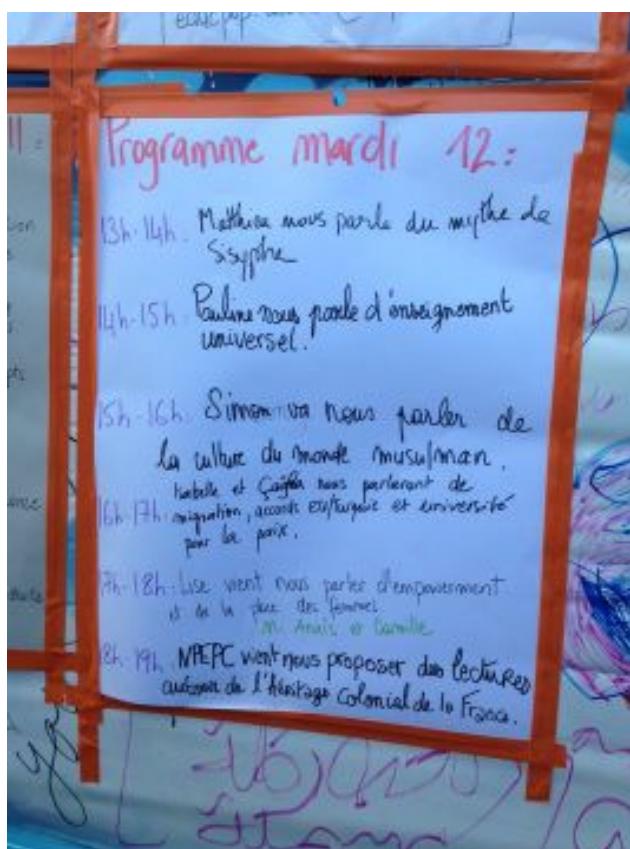
Atelier de réflexion ou commission sur le travail, la démocratie, le féminisme ou la consommation, assemblées générales en tout genre... de fait la majorité des initiatives participatives mises en place depuis dix jours autour de la place de la République, et dans plusieurs autres villes de l'Hexagone, font, en elles-mêmes, œuvre d'éducation populaire.

Ludivine Bantigny, historienne, explique :

« Ici, on ne prétend éduquer personne, on part du principe que tout un chacun dispose d'une forme de savoir lié à son métier, à son milieu, à ses passions ou engagements diverses. »

Entourée d'un public intergénérationnel « pas seulement limité à des étudiants », elle a animé dimanche un débat à propos de Mai 68. D'abord une prise de parole collective de vingt minutes, avec « des témoignages de gens qui ont vécu 68, d'autres qui connaissaient la période d'avantage via des textes ou des poèmes, une autre forme de culture ». Ont suivi une « petite présentation » issue de son travail d'historienne, puis un débat avec, entre autres, « ceux qui se posaient des questions sur l'héritage de 68 ; en quoi il pouvait être une source d'inspiration pour le mouvement en cours ».

Si les organisateurs de la Nuit debout ne sont, ou ne se revendiquent, d'aucune structure particulière, l'initiative, qui a fleuri sous la statue de Marianne, s'inscrit dans un mouvement de politisation accrue de l'éducation populaire, selon le chercheur en sciences de l'éducation Nicolas Fasseur. Un mouvement incarné en France par « une bonne trentaine d'acteurs, associations, collectifs moins institutionnalisés », qui « rapproche depuis quelques années l'éducation populaire des mouvements sociaux » et lui donne « une dimension culturelle » nouvelle. Sans doute plus proche de ce qu'elle était avant la phase d'institutionnalisation des acteurs du secteur qui avait suivi la seconde guerre mondiale. Il cite Le Pavé, coopérative d'éducation populaire qui a popularisé les « conférences gesticulées », sorte de spectacle à l'intersection entre le théâtre et la conférence, toujours très politique.



Financement participatif

Les grandes associations d'éducation populaire, institutionnelles, et donc pas toujours bienvenues parmi les participants à la Nuit debout, regardent avec intérêt ce qui se joue dans cet atelier à ciel ouvert. « Certains de nos militants, individuellement, y participent d'ailleurs », dit Christian Gautellier, l'un des directeurs nationaux des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea).

« Ces mouvements spontanés sont des espaces de formation citoyenne innovants, de vrais laboratoires qui s'enrichissent des débats de la place publique », salue M. Gautellier. Reste à savoir comment « articuler leur action avec nous, associations. Comment faire travailler les deux sphères ensemble », précise-t-il, et ce, afin de ne pas être « satellisé ».

Debout éducation populaire, qui n'en est qu'à son deuxième jour d'existence, a tout le temps de se poser la question. Après le nettoyage de la place de la République par les forces de l'ordre, le stand de fortune est à reconstruire. Mais l'initiative et la volonté demeurent : « Devant l'enthousiasme des gens et le succès de l'opération, nous avons lancé un financement participatif pour pérenniser notre occupation de l'espace », annonce Euan Wall, l'étudiant coorganisateur de l'événement.

Programme (du 41 mars au 405 mars)

NB : Les interventions dont les enregistrements sont indisponibles sont indiquées **en gras**.

Dimanche 11 avril // 41 mars

13h : **Marius nous a parlé de l'histoire de l'état d'urgence de l'Algérie à nos jours**

14h : Jeanne et Guillaume nous ont parlé « de la Commune aux communs »

15h : Guillaume nous a parlé de « la Terreur. Une République d'exception »

17h : **Mathilde nous a parlé des révolutions de 1848**

18h : **Ludivine nous a parlé de mai 68.**



17h : **Jean n'a pas pu nous parler de décroissance.**

18h : **William n'a pas pu nous parler des usages de l'histoire par l'extrême-droite.**

Mardi 12 avril // 43 mars

13h : Matthieu nous a parlé du mythe de Sisyphe.

14h : **Pauline est venue nous parler de l'enseignement universel.**

15h : **Simon nous a parlé de la culture des mondes musulmans.**

16h : **Isabelle et Cagla Aykey nous ont parlé des Universitaires pour la paix.**

17h : Lise nous a parlé de l'empowerment et de la place des femmes.

18h : **NPEPC sont venus nous lire des textes relatifs à l'héritage colonial de la France.**

Mercredi 13 avril // 44 mars

14h : Philippe s'est demandé avec nous : « A quelles conditions chacun peut-il contribuer au commun? »

15h : **Carobio nous a parlé de l'actualité des luttes éco-citoyennes.**

16h : Axel nous a parlé de la révolution russe de 1917.

17h : Antoine nous a parlé de « Démocratiser l'Europe ».

18h : **Loïc nous a parlé de démocratie participative**



Jeudi 14 avril // 45 mars

14h-17h : Manifestation - sessions suspendues.

17h : Patrick est venu nous parler de ce que c'est que « faire commune ».

18h : Bruno a discuté avec nous de l'école et de la connaissance de soi

19h : Hélène et Milena viennent nous parler du travail des femmes et des effets de la loi El Khomri sur celui-ci.

Un article de Sylvain Mouillard, publié sur le site du journal **Libération**, le 15 avril//46 mars, évoque la journée du 14 avril//45 mars :

Autre ambiance du côté de la tente « Debout éducation populaire » : un prénomme Patrick s'est lancé sur le thème « Faire Commune ». L'atelier, lancé le 10 avril, est une des réussites les plus frappantes de Nuit debout. Son objectif : organiser des débats « autogérés » à partir de la présentation d'un intervenant, invité à « ne pas prendre une posture d'expert » et à « proposer un discours accessible à tous ». Depuis une semaine, on a déjà évoqué, pêle-mêle, la Terreur, la révolution de 1848, Mai 68, les migrations ou le mythe de Sisyphe. Après Patrick, Bruno prend la parole pour évoquer « l'art théâtral ». L'atelier prend soudain des airs de psychothérapie en plein air. Une jeune fille en doudoune rose se lance : « Je me sens renfermée dans moi-même parce que j'ai peur d'être jugée. »

Comment se libérer du regard de l'autre ?» Bruno : «Tu veux plaire à tout le monde ? Plais-toi d'abord à toi-même !»
http://www.libération.fr/france/2016/04/15/nuit-debout-les-mots-de-minuit_1446593

Vendredi 15 avril // 46 mars

13h : **“Stop Harcèlement de rue” n'a pas pu venir nous parler du sexism dans l'espace public.**

14h : Adèle est venue nous parler de la crise de la vérité et de la nécessité d'un nouveau contrat social.

15h : **José nous a parlé des pirates.**

16h: **Adrian nous a parlé des mouvements rebelles et hippies pendant le communisme en Europe de l'Est.**

17h : **Quentin est venu nous parler du droit à la ville.**

18h : **Philippe et Jules sont venu nous parler du développement local alternatif.**

Samedi 16 avril // 47 mars

13h : **Charles est venu nous parler de “l'actualité de la pensée d'Antonio Gramsci”.**

14h : Parviz nous a parlé de “psychiatrie publique. un état des lieux”.

15h : Nadia est venu se demander avec nous « que peut l'art ? »

16h : Valérie nous a parlé du pouvoir et de la violence chez Arendt.

17h : Samuel est venu nous parler de la place de l'économie populaire en zone urbaine.

18h: Aline nous a parlé de Frantz Fanon.

19h : William est venu nous parler des usages de l'Histoire par l'extrême-droite.



Dimanche 17 avril // 48 mars

12h : **Le collectif des Enfants Perdus – Atelier de musculation (de l') imaginaire.**

13h : **Le collectif des Enfants Perdus – Atelier de musculation (de l') imaginaire.**

14h : Jean nous a parlé de la décroissance.

15h : Raphaël est venu nous parler de son expérience au Rojava (Kurdistan Syrien)

16h : Atelier Commission : Venez nous aider à faire vivre la 2e semaine !

Lundi 18 avril // 49 mars

débats annulés/reportés suite à des désistements

Mardi 19 avril // 50 mars

13h : **Lydie nous a parlé d'éducation à la créativité.**

14h : **Lena nous a présenté les Europe(s).**

15h : **Philippe nous a parlé d'Évariste Gallois, mathématicien et révolutionnaire.**

16h : **Dimitri nous a parlé de « De l'insurrection à la Constitution : Le tirage au sort est-il l'avenir de la Démocratie ? »**

17h : **Gérard est venu nous parler « Monnaie et démocratie »**



Mercredi 20 avril // 51 mars

13h : Frédérique nous a parlé de la situation de l'islam dans le Caucase.

14h : Federico a présenté sa manière de “penser les situations révolutionnaires”.

15h : Jean-Luc nous a parlé du peuple et des élites sous la Révolution française.

16h : Geoffrey nous a parlé “des altermondialistes à Nuit Debout: Les places comme espaces d'expérimentation d'un autre monde”.

Jeudi 21 avril // 52 mars

13h : Maud nous a parlé de la situation au Brésil en ce moment.

14h : Florence est venue nous parler de la prostitution en Allemagne.

15h : Aline nous a présenté Paul Nizan.

16h : Hélène est venue aborder la question « Qu'est-ce que le(s) genre(s) ? ».

17h : Yoann, Chloé et Guilherme sont venu nous parler des nouveaux mouvements sociaux (Occupy WS, Indignados, Hong Kong...).

Vendredi 22 avril // 53 mars

13h : Issa est venu nous a présenté son livre qui traite de la boxe et du mouvement des Indignés.

14h : Lyes et Cindy nous ont parlé du « Théâtre forum, vecteur d'émancipation – Historique et pratiques ».

15h : Alexandre nous a parlé du droit des gens à nuit debout.

16h : Lucas est venu nous parler du scepticisme.



capitalisme liés à la marchandisation.

16h : Juliette est intervenue sur « Les rêves et le peuple ».

17h : Quentin nous parle de la Commune de 1871.

Samedi 23 avril // 54 mars

13h : Patrick est venu nous parler du TAFTA (Transatlantic Free Trade Area).

14h : Daphné nous a proposé un débat autour de la laïcité aujourd'hui.

15h : Noémie est venue nous parler de l'histoire de l'éducation populaire.

16h : Diego nous a parlé de démocratie (directe).

Dimanche 24 avril // 55 mars

13h : Lou nous a parlé de la prostitution humaniste.

14h : Alexis est venu nous parler du rapport entre démocratie & travail.

15h : Arnaud vient nous parler des changements du

Mardi 26 avril * 57 mars

14h : Wally nous a parlé des Olympiades Populaires de Barcelone en 1936.

15h : Adèle parle d'utopie et de dystopie du transhumanisme : Une machine, est-ce que ça jouit ?

16h : Sébastien est venu nous parler des SDF en France : La violence et le respect

17h : Romain a discuté de la démocratie par tirage au sort appliquée aux commissions de Nuit Debout

Mercredi 27 avril * 58 mars

14h : Gaëlle est venue nous parler des prix excessifs des médicaments et des brevets pharmaceutiques.

15h : Caro nous a parlé d'actu éco-citoyenne : Les arnaques vaccinales et les perturbateurs endocriniens.

16h : Philippe est venu nous parler du libéralisme

17h : Pierre Yves nous a parlé des enjeux de pouvoir liés à l'écologie : L'initiative Yasuní-ITT en Équateur.

Jeudi 28 avril * 59 mars

Journée de mobilisation contre la « Loi Travail »

Vendredi 29 avril * 60 mars

14h : William est intervenu sur le cinéma des mots.

15h : Discussion sur le mot « Patron » en attendant Manou

15h30 : Manou est venu nous parler de « se remettre en question pour changer le système ».

16h30 : Anne a retracé l'histoire des mobilisations pour les droits des femmes en France au XXe siècle.

17h30 : Raoul et Philippe sont venus nous poser la question : Quelle société post-capitaliste ?



Samedi 30 avril * 61 mars

14h : La Commission Prison est venue nous parler des fonctions sociales de la prison.

15h : Quentin nous a parlé des Fab Labs et tiers-lieux pour la démocratisation des moyens.

16h : Alexandre nous a parlé du protocole Bitcoin et de la technologie des blockchains.
17h : Mathilde nous a raconté l'histoire du 1er mai.

Dimanche 1er mai * 62 mars

Fête du travail * Journée de mobilisation contre la « Loi Travail »

Mercredi 4 mai * 65 mars

14h : Kévin nous a parlé des questions que soulève la géo-ingénierie (techniques de manipulation du climat à grande échelle).

15h : Patrick est venu nous parler d'une nouvelle ambition pour la démocratie « construire ensemble ».

16h : Nouss est venu nous parler de l'ONU « culture de la paix et non violence.

17h : Aline nous a questionné sur « Et si gagner sa vie c'était la perdre? »



Jeudi 5 mai * 66 mars

14h : Christian nous a parlé des contre-intuitions du recyclage des déchets.

15h : Baptiste est venu nous parler de sobriété, efficacité, renouvelable : quel scénario énergétique pour la France?

16h : Simon nous a parlé des institutions politiques au politique en pays d'Islam

17h : Serge et Sylvia est venue nous parler de la commission “Prison” de Nuit Debout.

Vendredi 6 mai* 67 mars

14h : Armel est venu nous parler du travail et de sa crise.

15h : Johannes et Paul nous ont parlé de l'anti-capitalisme.

16h : William est venu nous parler de l'agriculture et du capitalisme en France.

17h : Jérémy et Thibault sont venu nous présenter les cahiers de doléances de Nuit Debout.

Samedi 7 mai * 68 mars

14h : Raphaël est venu nous parler des perturbateurs endocriniens.

15h : Norah de la commission “Refondation du code du travail” de Nuit Debout nous a parlé d'un nouveau code du travail.

16h : Paul est intervenu sur L'urgence du véganisme.

17 h : Anselm est venu nous parler de la politique dans le capitalisme.

18h : Bernard nous a parlé du syndicalisme révolutionnaire.



Dimanche 8 mai * 69 mars

14h : Héloïse et Armelle nous ont parlé des communes.

15h : Thierry est venu nous parler de la décolonisation de l'imaginaire.

16h : Erwan nous a parlé de la légitimité des sciences.

17h : Frédéric est venu nous parler des électrosensibles et des électrociblés.

Mercredi 11 mai * 72 mars

15h : Bassmoun est venu nous dire que l'on n'a pas besoin de pétrole.

16h : Romain nous a parlé du langage et des structures géopolitiques ou de la virtualité et la réalité.

17h : Victor de la commission “Prison” nous a parlé de la fonction sociale de la prison.

Jeudi 12 mai * 73 mars

Manifestation contre la loi travail

Vendredi 13 mai* 74 mars

14h : Gaëlle est venue nous parler des nouvelles lois sur le “secret d'affaires” et de la mobilisation citoyenne sur le sujet.

15h : Mathieu nous a parlé de la transition en agriculture.

16h : Didier est venu nous parler de la pédagogie des réseaux.

17h : Véronique nous a parlé de la justice des enfants en France depuis le 19e siècle : une

jeunesse dont il faut se protéger ou à protéger?

Samedi 14 mai * 75 mars : Journée thématique « Frontières / migrant.e.s »

14h : Francesca nous a parlé du droit international et européen en matière de protection des réfugié.e.s.

15h : Serge est venu nous parler de l'exploitation des réfugié.e.s et des migrants sur le marché du travail.

16h : Boîte à questions : débats tirés au sort.... surprise !!

17 h : Mathilde a témoigné avec un réfugié de la condition des réfugié.e.s en France.

Dimanche 16 mai * 76 mars

14h : Étienne nous a parlé du code de la route du travail.

15h : Hoai-my nous a parlé de la banalisation du racisme anti asiatiques et des limites de l'humour.

16h : Geoffroy est venu nous parler de « mouvements des places et politique contemporaine : critiques internes au mouvement Nuit Debout ».

17h : Nicole et le collectif contre l'ordre atomique nous ont parlé de l'arrêt immédiat du nucléaire.

18h : Réunion de la commission Debout Éducation Populaire.



Mercredi 18 mai * 79 mars : ANNULÉ (privatisation de la place par un syndicat policier)

16h : Guillaume n'a pas pu nous parler de « Charlot témoin d'aujourd'hui : actualité des Temps modernes et du Dictateur ».

17h : Philippe n'a pas pu nous parler de « Quand et comment discréder un mouvement populaire ou insurrectionnel en l'accusant de violence : un regard historique ».

Jeudi 19 mai * 80 mars

14h : Manifestation contre la « loi travail – El Khomri ». Départ Place de la Nation

Vendredi 20 mai * 81 mars

14h : Ulysse est venu nous parler de “l'éducation : pourquoi ça ne marche pas”.

15h : Jean-Claude nous a parlé de l'eau comme bien commun.

16h : Clément est venu nous parler des échanges économico-sexuels.

17h : Jean-Marc nous a parlé de la philosophie politique critique.

Samedi 21 mai * 82 mars

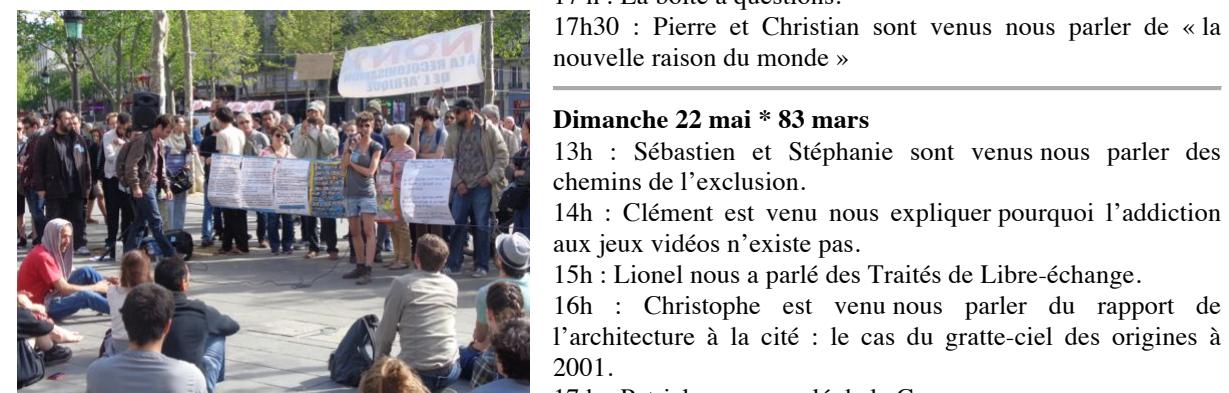
14h : Nathalie nous a parlé du projet d'hébergement des jeunes isolé.e.s.

15h : Juliette et Brieuc sont venus nous parler de l'antispécisme.

16h : Yves nous a parlé des tricheries de la justice.

17 h : La boîte à questions.

17h30 : Pierre et Christian sont venus nous parler de « la nouvelle raison du monde »



Dimanche 22 mai * 83 mars

13h : Sébastien et Stéphanie sont venus nous parler des chemins de l'exclusion.

14h : Clément est venu nous expliquer pourquoi l'addiction aux jeux vidéos n'existe pas.

15h : Lionel nous a parlé des Traité de Libre-échange.

16h : Christophe est venu nous parler du rapport de l'architecture à la cité : le cas du gratte-ciel des origines à 2001.

17 h : Patrick nous a parlé de la Commune.

18 h : Réunion de Debout Éducation Populaire.

Mercredi 25 mai/86 mars :

14 h : Julien est venu nous parler des procédures de vote : quelles règles pour quels impératifs?

15 h : Jérémie nous a parlé du mouvement des Tournesols à Taïwan.

16 h : Guillaume n'a pas pu venir nous parler de Charlot : on a ouvert la boîte à questions.

17 h : Philippe nous a apporté un regard historique sur : quand et comment discréditer un mouvement populaire ou insurrectionnel en l'accusant de violence ?

Jeudi 26 mai//87 mars :

14h : Manifestation contre la « loi travail – El Khomri ». Départ Place de la Bastille.



Vendredi 27 mai//88 mars :

14 h : Jules est venu nous parler de l'abolition de la psychiatrie.

15 h : Yves nous a parlé des mouvements des places dans le monde de 68 jusqu'à 2010 : vers des foules sans maître.

16 h : Armel nous a parlé du capitalisme et de sa dynamique de destruction écologique.

17 h : Atelier : Jean-Pierre et Claire nous ont initié aux Nouvelles Pratiques Philosophiques avec une discussion autour de la question « a-t-on le droit de désobéir ? »

Samedi 28 mai//89 mars :

10h-16h: réunion de réflexion sur nos expériences de partage des savoirs, avec d'autres associations et organisations qui le pratiquent.

16 h : la boîte à questions.

17 h : Daniel est venu nous parler des interventions militaires françaises et du collectif “Ni guerres Ni état de Guerre”.

Dimanche 29 mai//90 mars :

14 h : Ahmed est venu nous expliquer pourquoi le dollars est devenu la monnaie de référence

15 h : Mathilde nous a parlé du droit à l'avortement et de son histoire

16 h : Florence est venue nous parler des capitaines pirates.

17 h : Marie (commission prison par terre) nous a parlé du droit du travail en prison.

18 h : Réunion de la commission.

Mercredi 1er juin//93 mars :

16 h : Sophie et Lucie nous ont parlé des doléances populaires et de la constitution de 1793.

17 h : Des nuit-deboutistes sont venu nous interroger ce que pourrait être une Nuit Debout itinérante.

18 h : Zora nous a parlé de manipulation médiatique et politique.

Jeudi 2 juin / 94 mars :

16h : Guillaume et Paul sont venu nous parler des Nuits Debout et des mouvements sociaux actuels en France.

17h : Julien est venu nous parler de la Block Chain: présentation générale.

18h : Antoine et Grégoire nous ont parlé de « L'art et les artistes, comment converger ? »

Vendredi 3 juin//95 mars :

15 h : Hélène et Daniel sont venus nous parler du boycott actif de l'élection présidentielle.

16h : Boîte à questions

17 h : Benjamin nous a parlé de comment se réapproprier notre science.

18h : Breno est venu nous parler de la situation préoccupante au Brésil.



Samedi 4 juin / 96 mars : JOURNÉE THÉMATIQUE TAFTA/CETA, TISA, AFRIQUE

Les débats sur le thème se poursuivront à partir de 14h en Assemblée Générale puis en ateliers à partir de 16h.

12 h : Lionel nous a parlé du Traité Transatlantique et de ses jumeaux.

13 h : Aboubacar est venu nous parler des Accords de Partenariat Économique avec l'Afrique

Dimanche 5 juin / 97 mars : JOURNÉE THÉMATIQUE : FEMMES ET VIOLENCE

14 h : Joséphine (commission accueil et sérénité) nous a parlé de la question des violences faites aux femmes sur la Place de la République.

15 h : Sylvie (commission féministe) est venue nous parler des violences faites aux femmes.

16 h : Lorraine (commission juridique) nous a parlé de l'accès au droit pour les femmes.

18 h : Réunion de la commission.

Un entretien avec Gaël Brustier (vient de publier une première analyse du mouvement né place de la République le 31 mars, *Nuit debout. Que penser ?*) et **Benjamin Source** réalisé par Barnabé Binctin et Hervé Kempf et publié sur le site du quotidien en ligne **Reporterre**, le 7 juin/99 mars :

Gaël Brustier – Parler de stratégie en soi, dès lors qu'il n'a pas de direction, pas de vote, pas de ligne... Son objectif, c'est l'extension : de ses réseaux de solidarité, de ses questionnements, de ses débats et de ce qui a fait sa richesse place de la République et ailleurs. Je ne sais pas si c'est une stratégie en soi, c'est un travail quotidien : comment faire progresser la réflexion, et pas seulement par simple goût de la discussion. J'ai été frappé par les ateliers d'éducation populaire qui fonctionnent de manière beaucoup plus constante que les autres, avec des débats extrêmement intéressants sur la manière de partager et faire participer des populations pour qui ce n'est pas évident.

[...]

Benjamin Source – Les Indignés s'en amusent souvent : la seule décision qu'ils ont jamais été capable de prendre, c'est la dissolution de leur mouvement. Par contre, ce qui s'est passé derrière cette dissolution, c'est la création d'une incroyable galaxie de mouvements, d'associations, de réoccupations du territoire, de création d'alternatives, avec la recherche d'autonomie... C'est pourquoi je ne pense pas que l'élection serait l'unique débouché. Le champ politique offre plusieurs débouchés : la poursuite de l'éducation populaire, la redynamisation du tissu associatif, le renouvellement de nouvelles formes de bénévolat, la création de collectifs, etc. C'est ce qui s'est passé en Espagne.

<https://reporterre.net/Nuit-Debout-a-degage-1-horizon>

Mercredi 8 juin / 100 mars :

16 h : Léa est venue nous expliquer pourquoi « Les bébés savent ce dont ils ont besoin ».

17 h : Patrick nous a parlé de l'économie économique sociale et solidaire : une régie de quartier, pourquoi faire ?

18 h : Geoffrey est venu nous parler de « du 32 au 100 mars : Nuit debout, l'affirmation de nouveaux acteurs » Durant cette journée, Nuit Debout fête le 100 mars par des rétrospectives sur le mouvement, des expositions, des concerts, des discussions et autres festivités !

Jeudi 9 juin / 101 mars : Manifestation contre la loi travail.



Vendredi 10 juin / 102 mars : Annulé

9h30 à 16h30 : Debout Education Populaire intervient dans un colloque : «Comment partager la parole pour agir collectivement ?» à l'Archipel, 26 bis rue de Saint-Pétersbourg, 75008. Entrée gratuite sur inscription via <http://www.paroles-partagees.org/>

Samedi 11 juin / 103 mars :

15 h : Joël et Yannick de la commission Cameroun Debout sont venus nous parler de la situation politique et sociale au Cameroun et au Gabon

16h : la boîte à questions

17h : Jérôme est venu nous parler des zapatistes.

18h : Emmanuel est venu nous parler du traitement

politique et médiatique des théories du complot après les attentats de janvier 2015.

Dimanche 12 juin / 104 mars :

14 h : Manon nous propose un atelier de mouvements autour de mots liés à Nuit Debout

15 h : Manue et Elvis viennent nous parler de l'accès gratuit aux transports et de la répression dans les transports. Collectif « Passages libres ».

16 h : Parlons ensemble de Debout Éducation Populaire.

17 h : **Pauline** vient nous parler de l'alcool : du plaisir social au problème démocratique.

18 h : **Réunion de la commission.**

Mardi 14 juin//106 mars :

Journée de mobilisation contre la loi travail – El Khomri : manifestation nationale au départ de la Place d'Italie à 13h.

Mercredi 15 juin//107 mars :

16 h : Léa est venue nous parler des Primaires Citoyennes.

17 h : Nisrine s'est demandé avec nous et des jeunes syriens « qu'est-ce que signifie s'engager pour les autres ? »

18 h : Romain vient nous parler des structures du langage et des organisations humaines.

Jeudi 16 juin//108 mars : REPOS

Vendredi 17 juin//109 mars :

16 h : Yves est venu nous parler de la justice.

17 h : La commission monnaie nous a parlé de l'état actuel des banques.

18 h : Nils est venu nous parler des possibles politiques.



Samedi 18 juin//110 mars :

15 h : **Patricia** est venue nous parler des « Républiques d'enfants ».

16 h : la boîte à questions

17 h : Luca nous a parlé de la psychiatrie en Italie : l'utopie de la réalité.

18 h : Sami vient nous parler du « brainjacking », du monopole de Google et son détournement de la démocratie.

Dimanche 19 juin//111 mars :

14 h : Atelier dessins et retour sur Debout Education Populaire. Venez partager vos talents artistiques.

15h : Antoine est venu nous parler de l'expérience égalitaire et de la redistribution des terres 800 avant JC par Liturge.

16 h : La Commission Logistique est venue nous parler de son rôle dans Nuit Debout.

17 h : Manon nous a proposé un atelier expression/mouvements avec des mots liés à Nuit Debout.

18 h : Réunion de la commission.

Samedi 24 juin//116 mars :

16 h : Muriel nous a parlé des pédagogies alternatives.

17 h : Ulysse nous a parlé de l'éducation nationale.

18 h : Patricia nous a parlé de la journée mondiale de l'enfance.

Dimanche 26 juin//118 mars :

15 h : Adèle nous a parlé de la dysmorphobie.

Mercredi 29 juin//121 mars :

15 h : Retour et débat sur Debout éducation populaire.

16 h : Ulysse nous a parlé des mots de l'enseignement.

17 h : Samuel nous a parlé de la ZAD de Notre Dame des Landes.

18 h : La commission Jeux Debout nous a parlé du GameJam.

Mercredi 6 juillet//128 mars :

16 h : Camille nous a parlé du familistère de Guise.

17 h : Boîte à question : violences policières, métaphysique, illettrisme.



18 h : Julie-Anne nous a parlé de la Langue des Signes.

Vendredi 8 juillet/130 mars :

19 h : AG sur Debout Paroles Itinérantes.

Dimanche 10 juillet/132 mars :

14 h : Raphaël nous a parlé du rôle des intellectuels en politique.

15 h : Antoine nous a parlé de la redistribution des terres par Lycurgue 800 ans avant J.C à Sparte.

Samedi 16 juillet/138 mars :

15 h : Sylvain nous a parlé de militer dans une banque.

16 h : Ritchie nous a parlé de l'origine de l'Union Européenne.

17 h : Malonjo nous a parlé de King Kong, Tarzan, la Planète des Singes : quelles conséquences sur notre subconscient?



palestinien

17 h : Cécile nous parlé de l'urgence de donner des moyens à l'éducation

18 h : Yves nous a proposé des rimes citoyennes

Dimanche 24 juillet/146 mars :

15 h : Kévin (commission économie politique) vient nous parler de la critique de l'économie néoclassique

17 h : Boîte à questions : la science est-elle indépendante de la politique et/ou des idéologies dominantes?

17h30 : Annie vient nous parler de Nice, ville ultra connectée en échec

18 h : Mathilde vient nous parler de l'état d'urgence et de la liberté de la presse

Samedi 30 juillet/152 mars :

16 h : Kleber nous a parlé d'égalité sociale au sein du changement de société

17 h : Emilio est venu nous parler du début de la IIIème République

Dimanche 31 juillet/153 mars :

15 h : Mehdi nous a parlé des valeurs d'internet

16 h : Daniel est revenu nous parler du conflit israélo-palestinien

18h : Yves est venu nous proposer un café philo sur le thème : « le poison identitaire »

Jeudi 4 août/157 mars : arrivée de la marche pour la paix, la justice et la démocratie

10h00 : départ de la Mairie de Crèteil

12h30 : Place de la Nation

15h00 : Place de la République

16h30 : Hôtel de Ville



17h00 : Jardin des Tuilleries
17h15 : Place de la Concorde
17h30 : Assemblée Nationale
18h00 : arrivée au Champ de Mars

Samedi 6 août/159 mars :

15 h : Joul nous a proposé des chants engagés et humoristiques sur l'actualité
16 h : Dominique nous a parlé de l'arrêt du nucléaire
16h30 : Boîte à questions : quand tu t'énerve contre quelqu'un, est-ce vraiment son comportement qui te dérange?
17 h : Emmanuel est venu nous parler de l'Université de Vincennes
18 h : Débat avec les marcheurs et les marcheuses : après la marche, des assemblées citoyennes?



Dimanche 7 août / 160 mars :

15 h : Simone est venue nous parler de la 5ème République
16 h : Daniel nous a présenté un bilan des luttes depuis le début du mouvement à Nuit Debout
17 h : Annie est venue nous parler des compteurs Linky

Samedi 13 aout / 166 mars :

15 h : Sylvain nous a parlé de la défense de la culture en temps de crise.
17 h : retour sur Debout Education Populaire et perspectives pour la suite
18 h : François est venu nous proposer des moyens pour apporter des réformes à la constitution actuelle.

Dimanche 14 aout / 167 mars :

15h : atelier peinture
16 h : atelier : « quelle société veut-on? »
17 h : Bernard nous a parlé de l'extrême droite en Allemagne
18h : Débat à distance avec les Nuit Deboutistes réunis à Paimpont : infos et échanges sur ce qui se passe là-bas.

Vendredi 19 aout/172 mars :

18h : second atelier educpop sur « quelle société veut-on pour demain? »

Samedi 20 aout/173 mars :

15 h : Mathilde vient nous parler de la Libération de Paris (août 1944) et ses enjeux
16 h : Boîte à questions : « quand on aide, est-ce plus pour soi ou pour l'autre? » et « comment limiter l'instinct de domination? »
17 h : Hugo vient nous parler de la situation des migrants
18 h : Réunion Debout Education Populaire

Dimanche 21 aout/173 mars :

15 h : Seb nous a parlé du système éducatif
16 h : Adèle est venue nous parler du fonctionnement pénal actuel
17 h : Ulysse nous a parlé de l'éducation nationale et de la formation des enseignants (problème de sono : pas d'enregistrement disponible)
18 h : Boîte à questions annulée suite à un encerclement stratégique d'educpop par une compagnie républicaine de sécurité.



Vendredi 26 aout/ 179 mars :

18h-20h : 3ème séance de l'atelier éduc'pop « quelle société veut-on? ». On se demandera à quoi ressemblerait

une journée idéale.

Samedi 27 aout / 180 mars :

15h : **Seb et Sylvain ont décrypté avec nous deux titres de la presse française**

16 h : Boîte à question

17 h : **Laury-Anne et Mathieu sont venu nous parler de la Gazette Debout**

18 h : **Aline nous a demandé comment peut-on être inspiré par la révolution Zapatiste qui déclare « lentement, en bas, à gauche »?**



Dimanche 28 aout / 181 mars :

16 h : **Boris est venu nous poser la question : comment produire autrement avec le système?**

Mercredi 31 aout / 184 mars : Rentrée Nuit Debout

THÈME « PARTAGE DES RICHESSES »

Jeudi 1 septembre / 185 mars : Rentrée Nuit Debout

THÈME « LES NOUVELLES FORMES DE MOBILISATION »

Vendredi 2 septembre / 186 mars :

Rentrée Nuit Debout : THÈME « LOCAL

DEBOUT »

15h : Antoine nous a parlé de la décolonisation de l'Afrique française

16 h : Alex est venu nous parler du jacobinisme en France

17 h : Lionel nous parlé de la situation au Gabon

Samedi 3 septembre / 187 mars :

Rentrée Nuit Debout : THÈME « DÉMOCRATIES EN DANGER, A RÉ-INVENTER »

14 h : Mathilde est venue nous parler de l'histoire de la Marianne

15h : Medhi vient nous parler de la moralisation de la vie politique

Dimanche 4 septembre / 188 mars :

Rentrée Nuit Debout : THÈME « LIBERTÉS, ÉGALITÉS, FRATERNITÉS ? »

15 h : Atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 4ème séance : les droits

Mercredi 7 septembre / 191 mars :

20 h : Assemblée de coordination à Nuit Debout République

Jeudi 8 septembre / 192 mars :

Manif de l'Éducation Nationale

Vendredi 9 septembre / 193 mars :

18 h – 20 h : Atelier éduc'pop « quelle société veut-on? »

Session 5 : «les enfants»



Samedi 10 septembre / 194 mars :

14h 30 – 17h 30 : Aurore nous a proposé une visite historique «Paris à Feu et à sang» sur les émeutes et révoltes à Paris au cours des siècles.

17h 30 : Sur la place, débat organisé par Jury Citoyen sur les améliorations à porter au fonctionnement de Nuit Debout

Dimanche 11 septembre / 195 mars :

15 h : Boîte à questions : que diriez-vous d'une monnaie gérée en commun? Différences et ressemblances entre l'école et la prison?

16 h : Jean est venu nous poser la question : materner ou éduquer?

17 h : Khaled nous a posé la question : vers la vraie démocratie?

Jeudi 15 septembre / 199 mars :

12h : Rdv cortège « interpro-interlutte » Gare de Lyon, hall 1, départs

14 h : Manifestation pour l'abrogation de la loi travail – El Khomri. Départ de Bastille, en direction de République

Vendredi 16 septembre / 200 mars :

18h : atelier éduc'pop : « quelle société veut-on? » 6 : l'éducation des enfants

Samedi 17 septembre / 201 mars :

15h : Jeff est venu nous proposer une animation révolutionnaire et formatrice

16h : Boîte à questions : la méfiance des ouvriers par rapport à la Nuit Debout – pourquoi des dictatures?

18h: Malandjo nous a parlé de l'arnaque des impôts

**Dimanche 18 septembre / 202 mars :**

15h30 : Houssam et deux réfugiés nous ont parlé des migrants et personnes solidaires réprimés

16h30 : Daniel est venu nous parler de la nécessité à Nuit Debout de se battre contre l'islamophobie

17h45 : Pierre nous a parlé d'une assemblée instituante européenne

Vendredi 23 septembre / 207 mars :

18h : Atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 7ème séance

Samedi 24 septembre / 208 mars : journée avec la commission économie politique

15h : Franck est venu nous parler de musique et de politique

16h : Emilio est revenu nous parler de la Seconde République

17h : Jean Pierre est venu discuter avec des élèves du Lycée auto-géré (Paris 15ème)

Dimanche 25 septembre / 209 mars :

15 h : Ulysse nous a parlé de la clarification des structures à Nuit Debout

16 h : François nous a présenté les débats sur l'amélioration de Nuit Debout

17h : Daniel nous a présenté les propositions démocratiques de Nuit Debout Rennes

18h : Didier nous a parlé de la pensée complexe

Vendredi 30 septembre / 214 mars :

18h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 8ème séance

Samedi 1 octobre / 215 mars :

15h : Philippe est venu nous parler d'ignorance et d'arrogance

16h : Adèle nous a parlé de la question de l'origine dans la psychose

18h : Boîte à questions : « debout éducation populaire ne devrait-elle pas aller dans les quartiers populaires? » – « revenu de base, pour ou contre? »

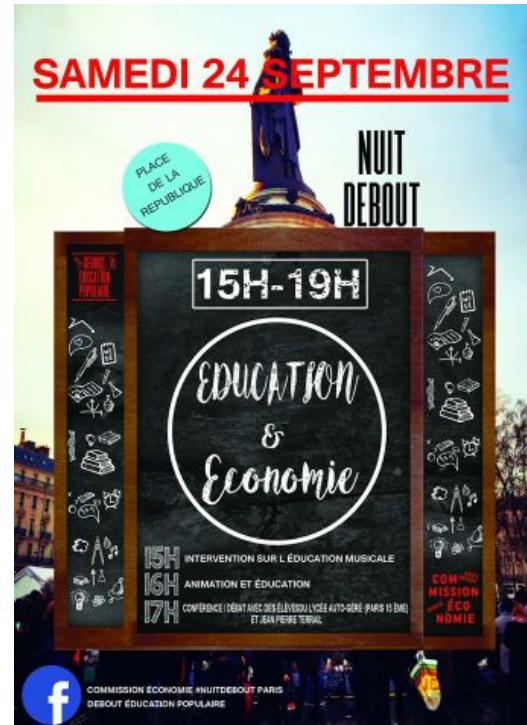
Dimanche 2 octobre / 216 mars : journée thématique « se connaître et faire ensemble »

15 h : débat sur les luttes subjectives dans les rapports aux autres

16 h : création de scènes de théâtre

17 h : ateliers pratiques

18 h : retour et réflexions sur la journée



Vendredi 7 octobre / 221 mars :

18h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 9ème séance

Samedi 8 octobre / 222 mars : Journée thématique avec la commission écologie

15h : Gaelle et Sofia nous ont parlé d'écologie

16h : Gaelle et Sofia nous ont parlé de Notre Dame des Landes

18h : Boîte à questions sur l'écologie

**Dimanche 9 octobre / 223 mars :**

15h : atelier affiches et lettrages

18h : Boîte à questions

Vendredi 14 octobre / 228 mars :

18h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 10 – la gestion des richesses et des biens communs (2)

Samedi 15 octobre / 229 mars : journée de mobilisation

12h30 : Manifestation soutien aux inculpés et contre les violences policières au départ de République

15h30 : Journée internationale contre les traités Tafta et Ceta au départ de Stalingrad

Dimanche 16 octobre / 230 mars : Journée thématique sur la Misère avec la commission Sans-logis

15h30 : Seb est venu nous parler des journées du refus de la misère

16h30 : Patrick vient nous a parlé de la misère et de l'écologie.

17h45 : Deux Intervenants de l'association Share sont venus nous parler de leurs actions.

Vendredi 21 octobre / 235 mars :

18h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 11

Samedi 22 octobre / 236 mars :

15h : Atelier dessin et peinture

Dimanche 23 octobre / 237 mars :

15h30 : discussion sur les manifestations de policiers et la police en général.

16h30 : la commission écologie debout et Patrick sont venu nous raconter une histoire de l'écologie populaire

Samedi 28 octobre / 243 mars : Journée thématique "médias"

15 h : Alan est venu nous nous poser la question : comment les médias favorisent l'isolement de chacun/chacune?

16 h: Mehdi a animé une discussion autour du rejet des médias et des journalistes.

17 h : Sophie nous a parlé de l'évolution

des JT : l'infotainment et la dérive des médias.

**Dimanche 30 octobre / 244 mars :**

15 h – 17h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 12 – le gouvernement

Samedi 5 novembre / 250 mars :

16 h : Antoine nous a parlé de l'Afrique, de la France libre et d'anciens résistants.

17h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 13 : le gouvernement (2)

Dimanche 6 novembre / 251 mars :

15 h : Miene est venue tracer de l'eau et nous a parlé de l'art pour changer le monde.

16 h : David et Mohamed nous ont parlé de sociocratie

Samedi 12 novembre / 257 mars :

14 h : Alexis est venu nous expliquer pourquoi nous n'avons pas besoin de pétrole
15 h : Boîte à question sur le pacifisme
16 h : Pierre parlé de ce que la « pensée complexe » est à la « pensée »
17h : Hervé est venu nous parler de comment reprendre le pouvoir

Dimanche 13 novembre / 258 mars :

14 h : Valentin et Pierre-Alexandre sont venu nous parler de la démocratie directe.
15 h : atelier éduc'pop : quelle société veut-on? 14 : le gouvernement (3)

Samedi 19 novembre / 264 mars : déplacement à Arras

Nous sommes invités à la seconde édition des Rencontre(s) d'Arras « Pour une Education Populaire Engagée » organisé par le mouvement d'éducation populaire « Culture et Liberté ».

Dimanche 20 novembre / 265 mars : déplacement à Arras

Nous sommes invités à la seconde édition des Rencontre(s) d'Arras « Pour une Education Populaire Engagée » organisé par le mouvement d'éducation populaire « Culture et Liberté ».

Samedi 26 novembre / 271 mars : absents de la place

9 h – 18 h : participation aux rencontres des acteurs de l'éducation populaire organisée à la Petite Halle de la Villette par le Cnajep, le collectif Pouvoir d'agir, Pacte civique et le réseau Pouvoir citoyen en marche, le réseau Arc-en-ciel théâtre, le réseau des universités populaires, le réseau des Tiers lieux et des Fablab....

Dimanche 27 novembre / 272 mars : retour sur la place

15 h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – session 15 : la justice.

Samedi 3 décembre / 278 mars :

14h : Manifestation contre le chômage et la précarité au départ de Stalingrad.

Dimanche 4 décembre / 279 mars :

14 h – 16h : Atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 16ème séance consacrée à la justice (2).
16h-18h : contre colloque sur la pensée complexe avec Pierre de la Galerie d'Art Debout.

Dimanche 11 décembre / 286 mars :

15 h : Atelier éduc'pop : 17ème séance consacrée à l'environnement.

Dimanche 18 décembre / 293 mars : Journée Inter-ND « Faites la dignité, la solidarité et la convivialité »

14h - 18h : porteurs de parole à Debout Education Populaire



Dimanche 8 janvier / 314 mars :

15h : Atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 18 : l'environnement.

Dimanche 15 janvier / 321 mars :

15h : Atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » : thème non défini.

Samedi 21 janvier / 327 mars : Forum de la dignité

12h : reconstitution de l'arbre sur les murs de debout éduc'pop. « O Change » ou comment faire pousser l'arbre avec Patrice Barrat et Pierre

Vendredi 27 janvier / 333 mars : participation au colloque du GIS « Démocratie et Participation »

Le thème du colloque : « les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques. Les 26, 27 et 28 janvier à la MSH Paris Nord – Saint-Denis. 20, avenue George Sand. Métro Front Populaire (terminus ligne 12).

11h15 à 13h15 : Atelier C « Retour réflexif sur la commission Debout Éducation Populaire à République »

Dimanche 29 janvier / 335 mars :

15h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 20^{ème} séance : le travail.

Dimanche 5 février / 342 mars :

15h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 21^{ème} séance : le travail (2)

Dimanche 12 février / 349 mars :

15h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 22^{ème} séance : la santé (1)

Samedi 18 février / 355 mars : La Boutique Pédagogique nous ouvre ses portes 23 rue du Maroc, 75019 Paris.

13h 30 : présentation de la Boutique Pédagogique et visite des lieux.

14h : Christian nous a parlé de l'argent et du capitalisme: l'idéologie de l'argent.

15h : Juan est venu nous faire une conférence partagée sur la science et la technologie.

17h : Boite à question.

Dimanche 19 février / 356 mars :

14h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 23^{ème} séance : la santé (2)

Dimanche 26 février / 363 mars :

14h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 24^{ème} séance : l'information

16h : Mathieu est venu nous parler des lien entre anti-corruption, écologie radicale et anti-capitalisme.

Samedi 4 / 369 mars : Journée solidarité logement

Journée de débat et d'échange pour connaître les réseaux d'aide au logement, les alternatives existantes et construire une solidarité logement locale et globale.

Dimanche 5 / 370 mars :

14h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 25^{ème} séance : les médias (2)

Dimanche 12 / 377 mars :

14h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 26^{ème} séance : paix et solidarité internationale

Samedi 18 / 383 mars : journée thématique : les violences d'Etat.

Atelier de confection de banderoles et de pancartes en préparation de la marche pour la justice et la dignité.

15h : Antoine est venu nous parler du débat sur la violence durant les luttes de libération en Afrique

16h : Naabat nous a interrogé : à partir de quand peut-on considérer une violence « légitime »?

17h : Evelyne est venue nous parler des violences policières

**Dimanche 19 / 384 mars : Marche pour la Justice et la dignité**

14h : Manifestation de Nation à République

18h : Concert

Samedi 25 / 390 mars :

16h : Léna nous a parlé des Europes

Dimanche 26 / 391 mars :

14h : atelier éduc'pop « quelle société veut-on? » – 27^{ème} séance : paix et solidarité internationale



la démocratie et de la pétition « Commençons la démocratie » – organisons depuis la base, un débat public sur la démocratie. Rendez-vous sur la terrasse du jeu de Paume.

15h : Place Stalingrad : Rencontres Inter Nuit Debout

15h-18h : Atelier sociocratie : Une gouvernance qui permet de fonctionner selon un mode auto-organisé et une prise de décision distribuée

19h : Multiplex audio avec des Nuit Debout de toute la France

20h : Débat avec Fahima, de la commission Quartiers Populaires et Ramata Dieng, soeur de Lamine – assassiné par la police – qui bataille depuis 10 ans dans le Collectif Vies volées. Projet de marche-action Paris Banlieue les 4-5/6

21h : Projection du film « Les coups de leurs priviléges», un documentaire sur les luttes de l'immigration contre les crimes racistes et policiers des années 60 à nos jours. Débat

22h : Concert jam session avec Dublifixx FlowAir Hip

Dimanche 2 avril // 398 mars : Anniversaire de Nuit Debout

12h : Cantine Debout.

14h : Un an après la naissance de Nuit Debout, venez découvrir les initiatives concrètes nées du mouvement. Pour vous guider dans ce village des luttes, un Accueil Debout est prévu.

- Gazette Debout tiendra un stand de 15h à 17h.
- La commission Anti-pub debout s'installera sur la place pour détourner les affiches publicitaires qui envahissent notre quotidien.
- Les Avocats Debout organiseront des consultations juridiques.
- Les Archis Debout viendront monter leur dôme.
- Debout Education Populaire aura son stand pour faire un « retour sur éduc'pop ».
- Biblio Debout sera de retour avec quantité d'ouvrages.
- Le collectif Démocratie Inter Nuit Debout présentera le résultat d'un an de collectes et de mises en forme de propositions populaires sur la démocratie ainsi qu'une pétition « Commençons la démocratie ».
- Ecologie Debout organisera un débat sur les programmes écologiques des 11 candidat·e·s aux présidentielles 2017. Ils parleront de l'élection de Trump, des actions des Faucheurs de Chaises, du Dakota pipeline, du rapport sur la biodiversité de la WWF, de l'incinérateur d'Ivry, de Bure, du CETA/TAFTA et de la lutte contre EuropaCity.
- La commission Economie Politique viendra parler de son combat mené contre le CETA ainsi que de la fiscalité.
- Le collectif Nuit Féministe présentera ses différentes actions et ateliers pour s'émanciper.
- Jury Citoyen tiendra un studio photo citoyen avec le réalisateur Huseyin Ozveren.
- Le collectif Miroir2017 donnera les détails de sa campagne de mise en valeur des initiatives citoyennes face aux vaines promesses des politiciens.
- Le parti des abstentionnistes et des sans-voix viendra présenter son projet de plateforme internet.
- Les auteurs.trices du livre #32Mars viendront présenter leur ouvrage.
- Atelier sociocratie : Une gouvernance qui permet de fonctionner selon un mode auto-organisé et une prise de décision distribuée.

Vendredi 31 / 396 mars : Rencontres Inter-ND

16h : Des participant.e.s de Nuit Debout Nice sont venus nous parler de leur année d'occupation

17h : Des participant.e.s de Nuit Debout Rennes et Saint Nazaire sont venu nous parler de leur Nuit Debout

Samedi 1er avril // 397 mars : Anniversaire de Nuit Debout

11h : Jardin des Tuilleries : « Commençons la démocratie » : publication des Propositions du 32 Mars, résultats d'un an de collectes et de mises en forme de propositions populaires sur

- Les membres du Collectif Pour le Triangle de Gonesseexpliqueront leur combat contre EuropaCity, ce grand projet inutile et imposé au nord de Paris.
- Les militants de Bure viendront nous expliquer leur lutte contre le site d'enfouissement des déchets nucléaire dans la Meuse.
- Le collectif Stop Bolloré viendra expliquer sa prochaine journée de mobilisation le 8 avril.
- Le collectif Jour Debout présentera son appel au rassemblement citoyen du 23 avril.
- Le mouvement Utopia parlera de sa coopérative citoyenne d'éducation populaire.
- Sursaut Citoyen présentera son outil pour recenser toutes les initiatives d'aide aux migrants.
- Les Photographes Debout organiseront une exposition sur la place de la République.
- Les chanteurs d'Actu joueront leurs meilleures compositions pour Nuit Debout.

Ont également annoncé leur présence à l'AG de 17 h : Alternatiba, Art Debout, Journée de la Transition Citoyenne, Le premier tour social, Makers Debout, Commission action travail social, Asso Les Pérophériques, Asso « pour une constituante », ATTAC, Touche pas à ma ZEP, l'association Mainstenant, le collectif Hubble « écosystème distribué », Palestine Debout, la Brêche, Les Jours Heureux, Collectif pour le boycott des présidentielles.



rédigé un anti-bilan de Nuit Debout. Mariana Otero, documentariste autrice entre autres de « A ciel ouvert » ou « Histoire d'un secret » qui prépare un documentaire sur Nuit Debout. Francis Azevedo, photographe, auteur du livre-portefolio « Lumières d'une longue nuit de mars ». Hécate Vergopoulos, Ugo Moret, Joëlle Le Marec, chercheur·se·s en science de la communication au CELSA et co-auteur·trice·s de « Nuit Debout et Maintenant ». La commission Debout éducation populaire viendra y parler de son activité ininterrompue depuis le début de Nuit Debout à 16h30.

17h : Rendez-vous des printemps 2017 : invitation à une convergence des collectifs en lutte.

18h : Chorale Debout.

18h30 : La documentariste Mariana Otero fera une projection d'extraits de son documentaire « L'Assemblée » et viendra présenter son travail.

19h : Dixième concert de l'Orchestre Debout.

21h : Projection du film « L'An 01 », qui raconte un abandon utopique, consensuel et festif de l'économie de marché et du productivisme.

16h : Radio Parleur lance son émission en direct à écouter sur son site.

Actions, initiatives, associations, médias, militants... Tout·te·s ont participé à Nuit Debout à Paris ou ailleurs, tou·te·s s'activent aujourd'hui au cœur de la société civile. Plusieurs invité·e·s viendront raconter leur expérience au micro. Manuel Cervera Marzal philosophe, enseignant à l'EHESS qui a

rédigé un anti-bilan de Nuit Debout. Mariana Otero, documentariste autrice entre autres de « A ciel ouvert » ou « Histoire d'un secret » qui prépare un documentaire sur Nuit Debout. Francis Azevedo, photographe, auteur du livre-portefolio « Lumières d'une longue nuit de mars ». Hécate Vergopoulos, Ugo Moret, Joëlle Le Marec, chercheur·se·s en science de la communication au CELSA et co-auteur·trice·s de « Nuit Debout et Maintenant ». La commission Debout éducation populaire viendra y parler de son activité ininterrompue depuis le début de Nuit Debout à 16h30.

17h : Rendez-vous des printemps 2017 : invitation à une convergence des collectifs en lutte.

18h : Chorale Debout.

18h30 : La documentariste Mariana Otero fera une projection d'extraits de son documentaire « L'Assemblée » et viendra présenter son travail.

19h : Dixième concert de l'Orchestre Debout.

21h : Projection du film « L'An 01 », qui raconte un abandon utopique, consensuel et festif de l'économie de marché et du productivisme.

Samedi 8 avril // 404 mars : Foire des Educations Populaires

Les 8 avril 2017, Debout Education Populaire fêtera sur la place de la République le premier anniversaire de sa charte.

11h – 13h : Le Théâtre De L'Opprimé, Résonnances et Debout Education Populaire.

14h – 16h : CNAJEP, Sciences Critiques, Théâtre de L'Arc En Ciel et Didier.

Dimanche 9 avril //405 mars : Foire des Educations Populaires

10h – 13h : Théâtre de L'Arc En Ciel, Résonnances, Le Théâtre De L'Opprimé et Debout Education Populaire.

14h – 17 h : Benjamin Bayet, Théâtre de L'Arc En Ciel, Résonnances et Debout Education Populaire.

Atelier Debout Educ'pop : « quelle société veut-on ? »

Recueil des propositions



Sur la place de la République, nous avons lancé le premier atelier éduc'pop à Debout éducation populaire. Cet atelier qui a lieu à raison de 2 heures hebdomadaires (le vendredi de 18h à 20h) vise à répondre de façon précise et développée à la question suivante : quelle société veut-on pour demain ?

Au fil des semaines et des séances, nous regroupons ici l'ensemble des propositions formulées au sein de l'atelier. Cet article est donc en évolution constante et ouvert à [vos commentaires et propositions !](#)

Pour plus de détails sur la formulation de ces propositions, ainsi que des interventions/débats organisés par Debout Education Populaire en relation avec certaines propositions, vous pouvez consulter les CR (accompagné d'enregistrement audio) de chaque séance de cet atelier :

Séance 1 : <https://educpopdebout.org/2016/08/14/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-1/>

Séance 2 : <https://educpopdebout.org/2016/08/17/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-pour-demain-2/>

Séance 3 : <https://educpopdebout.org/2016/08/27/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-pour-demain-3/>

Séance 4 (les droits) : <https://educpopdebout.org/2016/09/07/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-pour-demain-4-les-droits/>

Séance 5 (les enfants) : <https://educpopdebout.org/2016/09/13/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-5-les-enfants/>

Séance 6 (les enfants) : <https://educpopdebout.org/2016/09/20/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-6-les-enfants-2/>

Séance 7 (bien vivre avec les autres) : <https://educpopdebout.org/2016/09/27/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-7-bien-vivre-avec-les-autres/>

Séance 8 (bien vivre avec les autres) : <https://educpopdebout.org/2016/10/03/atelier-debout-educpop-quelle-societe-veut-on-8-bien-vivre-avec-les-autres-2/>

Séance 9 (gestion des richesses et des biens communs) : <https://educpopdebout.org/2016/10/08/atelier-educpop-quelle-societe-veut-on-session-9-gestion-des-richesses-et-des-biens-communs/>

Séance 10 (gestion des richesses et des biens communs - 2) : <https://educpopdebout.org/2016/10/15/atelier-educpop-quelle-societe-veut-on-session-10-gestion-des-richesses-et-des-biens-communs/>

- Séance 11 (gestion des richesses et des biens communs – 3) :** <https://educpopdebout.org/2016/10/24/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-11-gestion-des-richesses-et-des-biens-communs-3/>
- Séance 12 (le gouvernement – 1) :** <https://educpopdebout.org/2016/11/03/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-12-le-gouvernement/>
- Séance 13 (le gouvernement – 2) :** <https://educpopdebout.org/2016/11/08/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-13-le-gouvernement-2/>
- Séance 14 (le gouvernement – 3) :** <https://educpopdebout.org/2016/11/16/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-14-le-gouvernement-3/>
- Séance 15 (la justice - 1) :** <https://educpopdebout.org/2016/11/29/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-15-la-justice-1/>
- Séance 16 (la justice - 2) :** <https://educpopdebout.org/2016/12/05/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-16-la-justice-2/>
- Séance 17 (l'environnement - 1) :** <https://educpopdebout.org/2016/12/13/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-17-lenvironnement/>
- Séance 18 (l'environnement - 2) :** <https://educpopdebout.org/2017/01/11/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-18-lenvironnement-2/>
- Séance 19 (l'environnement - 3) :** <https://educpopdebout.org/2017/01/15/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-19-lenvironnement-3/>
- Séance 20 (le travail - 1) :** <https://educpopdebout.org/2017/01/31/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-20-le-travail/>
- Séance 21 (le travail - 2) :** <https://educpopdebout.org/2017/02/07/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-21-le-travail-2/>
- Séance 22 (la santé - 1) :** <https://educpopdebout.org/2017/02/15/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-22-la-sante/>
- Séance 23 (la santé - 2) :** <https://educpopdebout.org/2017/02/22/atelier-educpop-23quelle-societe-veut-on-la-sante-bis/>
- Séance 24 (les médias - 1) :** <https://educpopdebout.org/2017/02/28/atelier-debout-educpopquelle-societe-veut-on-session-24-les-medias/>
- Séance 25 (les médias - 2) :** <https://educpopdebout.org/2017/03/07/atelier-debout-educpopquelle-societe-veut-on-session-25-les-medias-2/>
- Séance 26 (paix et solidarité internationale - 1) :**
<https://educpopdebout.org/2017/03/14/atelier-debout-educpopquelle-societe-veut-on-session-26-paix-et-solidarite-internationales/>
- Séance 27 (paix et solidarité internationale - 2) :**
<https://educpopdebout.org/2017/03/28/atelier-educpopquelle-societe-veut-on-session-27-paix-et-solidarite-internationale-2/>

Fondements de cette société

- Société qui ait pour fonction de réparer les dégâts du capitalisme, à inscrire dans la constitution
- Mettre l'avenir des enfants au cœur du fonctionnement de la société. Ainsi, tou.te.s les citoyen.ne.s se sentiront concernés par tous les sujets.
- un monde sans discriminations (sexe, couleur de peau, physique, âge etc...) et où chacun pourrait choisir sa vocation sans devoir tenir compte de ces attributs superficiels.

Gouvernement

Type de gouvernement :

- Au lieu d'un gouvernement vertical et mené par une politique partisane pendant 5 ans : autonomie des ministères, pas de président donc pas de présidentielles ni de choix présidentiel des ministres.
- Pour chaque ministère, tous les 5 ans vote pour un programme (sans représentant) parmi plusieurs (proposés par des groupes de travail avec experts/universitaires/citoyens...). Ce serait la seule forme de vote qui resterait de notre système de vote actuel.
- Une fois le programme voté à la majorité, tirage au sort de ceux qui auront pour tâche de l'appliquer pendant ces 5 années parmi les volontaires (on peut être volontaire pour le ministère dans lequel on a envie de s'impliquer particulièrement).
- Pour que ce tirage au sort soit représentatif, il devra respecter la parité homme/femme, l'égalité des territoires (citoyens issus de chaque département), la mixité sociale et professionnelle et toutes les tranches d'âge de 20 à ... ans.
- Il y aurait un travail de convergence nécessaire et probablement très intéressant entre chaque ministère pour que les politiques adoptées fonctionnent ensemble.
- Une fois qu'on a été tiré au sort (au niveau technique, inclure des experts), peut-on à nouveau être volontaire pour le même ministère ? Salaire pendant le mandat (que c soit basé sur la moyenne de revenu des français), frais de déplacement/hébergement remboursés.
- Transparence totale pour le vote, la gestion des budgets, les salaires, pas de conflits d'intérêt, les frais engagés pour les citoyens mandatés... Avec le numérique : facilitation de la transparence et des votes.
- Sanction et condamnation pour les élus qui ne respectent pas le contrat (le programme voté) : révocation si manquement « rupture du contrat social » « corruption », « conflit d'intérêt », même justice que pour les citoyens sans fonction politique. On n'impose pas un casier judiciaire vierge, mais transparence quand on est tiré au sort avec des condamnations.
- Faire des bilans régulièrement sur l'avancée par rapport au programme voté.
- Un conseil constitutionnel citoyen tiré au sort veillera à ce que les lois débattues et votées dans chaque ministère soit conforme à la constitution (qui aura été réécrite) et dans laquelle figurera en préambule « toute action des ministères visent l'amélioration de la condition de chacun.e et la préservation des biens communs ». Ce sera un contrôle par les citoyens : pour chaque loi, un conseil constitutionnel citoyen se réunit (tirage au sort d'une centaine de personnes aussi représentatives par rapport au sexe, âge, territoire, socio-professionnel) pendant 1 semaine pour définir si cette loi est conforme à la constitution. Rémunération des frais de transport, hébergement et de la perte salariale.

- Possibilité d'un couple présidentiel (un vote représentatif) pour un programme social et un programme économique en ce qui concerne les décisions (fonction exécutive pure) : international par ex.
- Les ministères seraient pour la fonction législative. En Islande, un système de gouvernement a existé sans président : les personnes se réunissaient aussi pour la fonction exécutive, donc potentiellement, pas besoin de président ni de couple présidentiel élu au suffrage représentatif.
- Temps de gouvernance des ministères : ça peut être en fonction du programme voté (si le programme est prévu en 3 ou 7 ans, les personnes tirées au sort pour l'appliquer restent le temps accordé). Ce qu'il faut définir, ce sont les raisons d'être évolutives des ministères.
- Faire un gouvernement sur la transition qui aura pour fonction de définir les étapes pour arriver à une démocratie participative plus complète, en lien avec les autres ministères.

Citoyens tirés au sort pour des Assemblées constituantes

- Mandat impératif, révocable, non cumulable, non renouvelable, aucune immunité parlementaire si l'on veut garder des représentants (choix qui serait fait au sortir des débats lors des Assemblées constituantes pour ré-écrire la constitution).
- Processus qui pourrait durer 2 ans.
- Nécessité que ces Assemblées constituantes aient une légitimité qui ne puisse être remise en cause à la fin du processus en fonction du contexte politique/économique ou autre.
- Plusieurs groupes de citoyens (nombre à imaginer en pourcentage par rapport à la population globale) tirés au sort parmi les volontaires réécrivent la constitution dans chaque territoire, avec mixité sociale, sexuelle, âge. Comment arriver à une décision commune ?
- Problème des rapporteurs : généralisation et perte de qualité par rapport aux débats premiers. Il y a forcément une perte, les rapporteurs ont un texte à défendre et s'engagent là-dessus, transparence totale par rapport au débat final (les rapporteurs de chaque groupe ramènent leur texte et débattent ensemble) qui sera retransmis en direct. C'est l'exercice en lui-même qui sera un apprentissage pour tou/te/s. Travail sur les points de rapprochement d'abord, avant les divergences : que les textes soient le moins possible interprétables et donc suffisamment précis. Un groupe de juriste « expert » pourrait être invité pour veiller à la traduction en droits du texte final.
- Fin du lobbying auprès des députés
- Limiter l'action des politiques en fonction de leur compétence
- Citoyens tirés au sort pour des Assemblées constituantes
- Assemblées participatives au niveau des communes (gestion du budget, projets...)
- Etat d'urgence social plus que sécuritaire
- Référendums peu démocratiques car ne permettant pas de débat et de conscience citoyenne
- Démocratie directe avec plus de pouvoir à l'Assemblée Nationale
- Société qui se reconnaît plurielle et divisée, associe chaque citoyen au débat : conseil constitutionnel citoyen
- Un conseil des générations futures
- Mandats impératifs révocables, non renouvelables et rotatifs : contrôle citoyen des mandats
-

Éducation politique

- Un gouvernement a pour fonction principale de répondre aux besoins des citoyens en régulant les échanges, au service du peuple.
- Arrêter la professionnalisation de la politique, arrêter les grandes écoles, supprimer l'ENA ou nous formons des archaïques technocratiques qui produisent déjà des liens d'amitié/intérêt. Les remplacer par de l'éducation populaire, une part d'éducation à la gouvernance dans les écoles (étude critique et historique de la constitution) et des rencontres d'information sur les programmes en cours d'élaboration (avant les votes).
- L'éducation politique/citoyenne serait à l'école donc pour tou/te/s.
- Favoriser les liens et partage de savoir entre citoyens/experts : ce serait la seule fonction des médias avec la diffusion des informations.
- Equilibrage des décisions par le groupe et le débat, vote par consentement (si personne n'est contre, on le prend, toute opposition argumentée enrichit le débat et améliore la prise de décision finale). Les experts dont on a besoin ne sont pas des politiciens mais : juristes, médecins, scientifiques. On les trouve sur le terrain ou dans le monde universitaire (connaissances partagées), ils participent à la création des programmes et sur conseil pour le tiré au sort.

Assemblées participatives au niveau des communes (gestion du budget, projets...)

- Budget participatif : toutes les décisions budgétaires par secteur sont soumises à un vote citoyen et les dépenses sont transparentes.
- Création de mairie communautaire : chacun.e s'investit dans les projets en fonction de son temps, de ses moyens, et de ce qui l'intéresse. Peut-on avoir le même système qu'au niveau national ? Il y aurait un budget qui vient des décisions nationales (un ministère « redistribution des territoires ») et un budget qui vient des pots communs en fonction des projets votés.

Séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. Comment ?

- Délimiter le champ du marchandage (ce qui peut être commercialisable) et le champ du sacré (constitutionnel, inaliénable). Le sacré : les biens communs (eau, etc. voir atelier partage des richesses et des biens communs). La justice a pour fonction de défendre le sacré, le gouvernement a pour fonction de le préserver et d'améliorer les conditions des vivants.

« Les médias : transmission des informations et communication »

Les films incontournables sur ce sujet :

Idiocratie, Requiem For a Dream, Les Nouveaux Chiens de Garde (les médias sont les chiens qui défendent le système), la Lalande et Solution Locale pour un Désordre Global.

Radio et télévision :

- A la radio, chacun pourrait faire son émission, avec un lieu ou des lieux qui seraient des espaces de rencontre, d'échange et de diffusion d'informations, de diversité culturelle (musique...). Ne pas faire une radio/un style musical mais de la pluralité. Remettre les débats actuels à plus grande échelle, avec une participation large.
- Supprimer les médias de masse, que ce soit les citoyen.ne.s qui s'informent et informent, ce serait en soi de l'éducation populaire, ça pourrait se faire aussi sur les places publiques comme c'était le cas avec TV debout, Gazette debout et Radio debout. Ce ci pourrait s'étendre et se relayer dans tous les lieux de lutte. A Fresnet,

tous les enfants apprennent à faire des articles, ce qui donne des choses bien plus vraies qui ne cherchent pas à influencer. A Nuit Debout, on réussit à faire des multiplex avec d'autres Nuit Debout de France, des villes étrangères, jusqu'à la Syrie avec son et audio : on peut donc le mettre en place de façon ouverte et avec de petits moyens. La problématique est échanger et partager.

- Revoir la définition de média : ce n'est pas quelque chose de vidéo-ludique, mais une arme de savoir et de transmission, c'est une arme idéologique. La manipulation politique donne que l'on ne réfléchit que sur les thèmes que les médias vont pointer. Ce sont aujourd'hui des interprétations de faits que l'on passe pour vérité, ce qui influence les relations entre les individus, monopolise leur attention et dirige leurs pensées. Quand on décide l'ordre du jour de la télévision, on a le pouvoir, internet vient après la religion et l'imprimerie comme outil de diffusion : on a enfin les moyens de l'horizontalité dans la communication.
- Développer un maximum de réseaux et médias alternatifs, on a déjà les Reporters Debout qui font des périscopes pour être sur place et filmer ce qui se passe. Le numérique permet une horizontalité des informations mais cela comporte un coût écologique et l'esclavage des pays pauvres. Se poser aussi la question de la construction des moyens de communication : que ces moyens soient limités en nombre et développer pour partager et développer des moyens de communication économique.

Financement :

- Pas de groupes privés mais un financement participatif car c'est un service public auquel chacun.e peut participer. Ou alors pas besoin de financement car ce serait géré en commun, un lieu public participatif
- Pas de professionnalisation du journalisme qui fait rentrer l'information et la communication dans le système d'offre et de demande associé à une ligne éditoriale. Les médias doivent être partagés et régulés par le peuple, comme source de diffusion et d'information. Qu'est ce qu'on consomme ? On se laisse confortablement porter par les divertissements sans se rendre compte que cela s'intègre dans notre façon de penser et de vivre. Les médias cherchent le sensas pour exploser leurs ventes, c'est une consommation d'horreur pour capter l'attention des personnes en posant une réalité sans permettre de la changer. La société accepte plutôt les produits tels quels que de réfléchir à leur construction, c'est pareil pour les médias !
- De même la téléphonie devrait être publique et pas à des groupes privés, ce qui permettrait des évolutions écologiques dans leur fabrication. Idem pour le libre dans l'informatique : on peut dès demain remplacer tous les GAFA par du libre. Le TipC permet de donner de l'argent pour un projet : on pourrait créer une chaîne télévisuelle indépendante à partir des vidéos des youtubers, et que cette chaîne se déplace auprès des personnes pour diffuser leur vision du monde. Les BlockChains permettent un réseau d'échange sécurisé et décentralisé.

Publicité :

- Pas de publicité en parallèle des informations. L'accumulation des informations telles qu'on les a actuellement n'a aucun sens, c'est cumulé sans articulation théorique. On comprend moins ce qu'il se passe aujourd'hui parce qu'on a affaire à des discours médiatiques contradictoires. En 68, une pierre avait été posée avec des médias alternatifs où ce sont des personnes concernées qui s'expriment sans que ce soit interprété par d'autres. A partir du moment où quelque chose est dit, c'est une vision

qui engage celui/celle qui parle : repenser en termes de responsabilité, et non pas en fonction de qui nous paye, en transformant les images et les paroles de l'autre.

- Manipulation des émotions : les faits divers suscitent la peur et désignent des ennemis à l'extérieur. Les « infos people » sont de la pratique publicitaire qui met en avant certaines personnalités en idéal pour ensuite vendre un message politique : cela nous fait à nouveau poser notre vie à l'extérieur en nous faisant oublier la beauté de notre environnement proche, en le masquant par des images imposées. Le « mouton lucide » sur Youtube explique pourquoi on aime la télé-réalité : on identifie les stars à quelqu'un qu'on connaît ou un stéréotype et on éprouve du plaisir au malheur qui arrive aux autres, ce qui détruit nos cellules grises et nous rend encore plus passifs. Cela colonise les esprits et nous empêche de prendre en compte les informations délivrées par ce qui nous est au plus proche. C'est aussi développer le langage, le rôle de la transmission des infos, sortir des visions réduites dans lesquelles on est.
- Apprendre à être critique en tant que personne, développer par rapport aux autres infos que l'on reçoit, aller aux sources pour se faire sa propre idée, en sachant qu'on n'a jamais accès à la vérité, car celle-ci est toujours une vision des choses, par contre la partager permet de la rendre plus objective. La zététique c'est chercher la source des images diffusées (site Hygiène Mentale <https://www.youtube.com/user/fauxsceptique>). Les élèves n'ont pas de filtres/critique, cela est un apprentissage où chacun.e devient acteur/actrice des infos reçues et transmises. On est dans une société de l'image, l'écrit est souvent caché derrière et masqué ou sur-interprétant l'image.
- Les médias créent des personnages de communication, d'où il faut que ce soit tournant et pas privé ni professionnel. Direct matin est tenu par Bolloré, comme tous les journaux qui sont centralisés par des milliardaires influençant les politiques. Direct Matin et Métro sont des tracts qu'on donne aux gens tous les matins, c'est un matraquage idéologique.
- On pourrait utiliser la publicité pour envoyer des messages d'éducation populaire, avec la transmission d'informations (ceux/celles qui circulent diffusent des infos venant d'ailleurs) et des messages critiques, aussi par le son. Debout éduc'pop est en soi un lieu de médiation, de relai entre les infos/réflexions/modes de vie de chacun.e, lectures, musiques... C'est bien d'apprendre, mais aussi de partager ces savoirs pour les remettre en question, ce qui permet de les assimiler dans l'échange (à l'opposé du par-cœur). On pourrait avoir des lecteurs publics qui lisent ce qui les passionnent, aussi se retrouver sur des places où quelqu'un va lire et/ou transmettre des informations sur ce qui se passe, comme les crieurs.
- La culture et le travail sont des mots clés pour la progression sociale : tout est possible encore et on ne voit pas assez à quel point nos droits sont de plus en plus limités, sans nous en rendre compte, par les comportements qui nous sont induits. Que le savoir non uniformisé soit l'arme principale pour l'échange et la paix. On peut être pauvre et très cultivé, riche et ignorant, la culture a toujours été une lutte, elle doit être à nouveau perçue comme un combat à mener dans une vision plurielle.

Musique et cinéma :

- La musique, c'est aussi un relai d'information, tout comme le cinéma : il y a un monopole qui produit des représentations du monde formatée à la Hollywood. Dans la société idéale, il y aura de la diversité dans la création musicale, de la possibilité de créer du contenu et de la diffusion ouverte.

- Développer le cinéma en plein air ouvert et permanent où les personnes puissent proposer leurs films, le sortir d'un système économique. Ne plus opposer différents types de cinéma, aller vers la liberté de création.
- Médias démocratiques, au service du peuple et publics, contrôlés par le peuple
- Etre informé des vérités sur la surconsommation
- Partage des connaissances pratiques (ex : bâtiment, agriculture...) et théoriques au-delà des systèmes éducatifs, dans l'échange quotidien.
- La télévision au service du peuple

Culture et art comme source de communication :

- Favoriser le cinéma en plein air créé par les enfants, des personnes qu'on entend trop peu, qui sont rendues invisibles : que chacun.e ait les moyens de créer et de diffuser/partager ses créations via un lieu commun
-

Médias comme représentations du monde plurielles à affirmer

- Avec les médias alternatifs, on a déjà les moyens et outils numériques (exemple de Ulule sur Youtube) : le germe a déjà poussé, le tout est de le développer ? Détruire les médias de masse est aujourd'hui possible en les rendant obsolètes, la question n'est plus d'en prendre le contrôle car on n'en a pas besoin. On peut ridiculiser cette info de masse en appelant à d'autres sources et en posant et diffusant des critiques permanentes. Le problème de youtube comprend les publicités avant les vidéos, on voit que même mes médias alternatifs servent les GAFA. Il faudrait un youtube libre (pas d'algorithme de sélection ni de conservation des données), gratuit, et sans publicité avec les directs et les replay, seulement à partir des mots-clés, des dates, et des lieux de production des vidéos. Si l'on peut accéder à tout, est-ce que l'on a besoin de connaître la source ? D'un côté il y a souvent des intentions derrière les images qu'il vaut mieux connaître avant d'appréhender le contenu. Mais d'un autre côté, connaître la source oriente notre attention, prête une légitimité ou illégitimité à l'auteur et ainsi limite notre aspect critique.
- La transmission des informations est toujours une tension entre vérité et réalité : ceci doit se poser d'abord par rapport à nous-mêmes. Qu'est ce que notre vérité ? Il y a une vérité collective imposée par des codes, des représentations et des discours auxquels on se soumet pour se reconnaître et être reconnu.e.s. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'opérer un décalage, une adaptation limitée et évolutive avec notre propre vision.
- Avec l'habitude, on est passif devant les informations qui nourrissent surtout le populisme (en créant des divisions dans les modes de représentation du monde, comme si celles-ci ne pouvaient co-exister..). Beaucoup de personnes n'ont pas connaissance de la nécessité critique et leur appréhension du monde dirigeant leur comportement et façon de penser est produite par les médias de masse. C'est à nous de nous rendre compte qu'il y a des inégalités, de sortir des relations aseptisées pour voir dans notre quotidien que l'égalité est faussée, que la solidarité dépend de chacun.e de nous. La fraternité doit être vécue dans l'expérience, c'est cela le pouvoir démocratique, que nous laissons à des représentants fictifs l'exercice.
- Les « Yeager » aux USA (anarchistes américains) dénoncent l'idolâtrie dans la puissance de certains discours/orateurs, le risque que ça comporte. Pour qu'une démocratie directe puisse être appliquée, il faudrait que la critique soit suffisamment développée dans l'éducation et à tous les niveaux. C'est la classe politique qui produit les lois, le peuple est exclu et rendu passif avec son accord, aussi les médias de masse

sont le seul contre-pouvoir à la classe politique, mais ils sont actuellement achetés par elle et encore plus par les lobbies qui la dirigent. Le peuple est absent du jeu.

- La vérité est partout où il y a des contacts réels, où on se pose comme observateur, en prenant en compte que ce que l'on observe est déjà soumis à notre propre filtre de représentation qui donne un sens particulier à la réalité. Il faudrait venir sur place pour observer, puis écouter/visionner les médias de masses et les médias alternatifs et internet pour prendre en compte la complexité d'une situation. A partir de quoi on va se situer soi-même et façonner son discours « politis », puis le partager, l'échanger autour de soi pour le remettre en cause encore. On parle beaucoup d'écoute et de communication en oubliant qu'écouter est fondamental : on entend souvent que ce que l'on a envie d'entendre. Il y a une réflexion à développer sur le sens que ça a pour nous ce que l'on reçoit/perçoit.
- Les médias parlent des effets et conséquences de ce qui se passe mais ne mettent que trop rarement en débat la cause. Ils restent dans la grille de lecture néo-libérale, et on attend d'eux qu'ils nous mâchent le travail après quoi l'on se plaint d'être manipulé.e.s. Pour ne pas s'engouffrer dans ce qu'on nous vend, c'est une question d'éducation : apprendre à ne pas être passif, plus d'analyse et de compréhension de l'histoire que du par-cœur, prendre en compte le rôle que chacun.e joue là-dedans. On pourrait faire des cours dès le primaire d'initiation à la lecture de différents articles (ou journaux télévisés) sur un fait : montrer qu'il y a une interprétation plurivoque, que l'avis de l'élève est encore une autre interprétation qui a la même valeur, que toutes ces vérités sont relatives.
- On ne prête pas assez attention à certaines informations parce qu'elles ne sont pas vues à la télé/radio/médias de masse, c'est comme le scientifiquement prouvé, beaucoup prétent encore une légitimité à ce qui passe sur les grandes chaînes et trop peu aux médias alternatifs, il faut être sensibilisé déjà pour y accéder. En conséquence, ça sort assez difficilement d'un cercle de base. On pourrait désigner, à Nuit Debout par exemple, des orateurs tournants, avec des discours construits et sérieux, qui posent d'où et pourquoi ils s'adressent aux autres et portent des informations claires avec leurs sources. Ces discours auraient du poids, pourraient être relayés sur les médias de masse et élargir le cercle de base. C'est toujours la question de défaire le système de l'intérieur ou de l'extérieur : le risque est de le consolider plus que de l'attaquer en le prenant de l'intérieur, être très vigilant à ne pas se laisser porter par la reconnaissance. On ne sait pas s'organiser encore, on n'a pas appris à être autonomes et à développer l'auto-gestion, seulement quelques un.e.s en sont capables. La télé est au service de ce que les gens regardent et ce qu'ils regardent est ce vers quoi les monopoles (qui détiennent les grandes chaînes) veulent attirer leur attention. Il n'y a jamais eu autant qu'aujourd'hui des médias qui contrôlent d'autres médias, ce rapport de force peut nous faire sortir du conformisme médiatique mais c'est une lutte qui n'est pas gagnée d'avance...

Professionnalisation ou non du journalisme

- Quand on attaque les médias, comme pour la justice, on est souvent dans des généralisations, il vaut mieux cibler nos critiques qu'être dans le « tous pourris ». Beaucoup de journalistes sont bloqués et empêchés par le système offre/demande alors que leurs intentions sont de révéler ce qui est passé sous silence. A n'importe quel événement, il y a forcément plusieurs interprétations, l'objectivité n'appartient qu'à soi, même l'angle des caméras donne un certain point de vue et une intention sur ce qui se passe. Est-ce qu'un bon média doit être objectif ? Ne doit-il pas plutôt définir d'où il parle et pourquoi ? Assumer sa position est de l'ordre de l'honnêteté intellectuelle. Un bon média doit avoir un avis clair, franc, et justifié. Il y a une omerta

des partis politiques sur les médias, par exemple sur la corruption des élu.e.s, alors qu'ils devraient être un moyen de diffuser les revendications venant de la population.

- Il y a une grande difficulté de sortir certains sujets : des journalistes meurent pour faire éclater la vérité. Un journaliste, c'est quelqu'un qui se mêle de ce qui ne le regarde pas, un garde-fou contre le pouvoir censé nous représenter. En ce sens, le métier de journaliste peut nous paraître indispensable car nous n'avons pas forcément le temps d'aller trouver les infos à la source ou auprès des personnes concernées. Dans la société idéale, on pourra favoriser les échanges d'info dans de grands espaces communs de médiation, il n'y aura pas besoin du métier de journaliste car chacun.e pourra se déplacer et accéder aux infos à partir de ces lieux ou de leur retransmission numérique, radio...
- Quelle est la fonction des journalistes dans la société actuelle ? Les médias de masse s'ont pas été pensés comme théorie politique, ce qui donne une absence de critique et réflexion sur leur place/impact/limite : l'anomie est voulue, mais pas mise en discussion parce que c'est de la propagande qui ne dit pas son nom (comme toute propagande avant qu'elle soit dénoncée). Est-ce que la fonction des médias est d'aller chercher les faits à leur source puis de les diffuser ? Le problème est qu'il y a une sélection d'informations contrôlée par les orientations politiques : les moyens sont alloués par la recherche d'audience et d'impact (effet produit sur les affections et comportements, manipulation des émotions). L'objectivité n'est pas possible s'il y a une ligne éditoriale à moins que celle-ci soit systématiquement énoncée et justifiée avant la transmission d'informations.
- Quand les médias deviennent de la propagande, comme tout ce qu'on entend/voit dans le métro et les journaux gratuits, il faut diffuser de la contre information (par exemple, entendre qu'une station de métro est fermée pour manifestation donne aux imaginaires la sensation qu'il se passe quelque chose et qu'il faut aller voir, il y a une dimension subliminale derrière chaque message, même à la RATP).
- Les médias, c'est de la circulation d'air, il faut dégager les bouches d'aération pour que ça circule, or les bouches d'aération sont contrôlées... Même l'attaque des journalistes au nom de la liberté d'expression est inscrite dans des enjeux de pouvoir aujourd'hui. On perd le respect que l'on avait pour les sources, ça crée des divisions et chacun.e renforce sa position en annulant celle de l'autre, en la discréditant d'emblée : il y a des discours qui ne se rencontrent jamais... Soumission des journalistes à la publicité, l'actionnariat et la compétition qui doit être arrêtée. Les médias sont fondamentaux pour faire vivre une société démocratique. La société façonne les médias tout comme les médias façonnent la société : la majorité cherche les informations qui renforcent sa propre pensée. Développer l'esprit de contradiction en essayant d'argumenter une position qui n'est pas la notre, avec des jeux de rôles par exemple !
- Les médias devraient jouer cette fonction d'agora, comme debout éduc'pop, et pas imposer une vision, favoriser la pluralité des représentations : quand on échange, ça se rééquilibre. Il y a un lien entre justice et médias dans la rétention des informations et les choix de diffusion. Ce qui est important pour notre avenir est trop rarement mis en débat : trop souvent les médias se mettent à la place de la justice, ou diffusent des informations erronées. On ne peut pas se baser sur la qualité des infos comme enjeux de financement car il vaut mieux considérer les médias comme un bien public, participatif, non soumis à l'Etat. L'histoire de I-Télé redonne confiance aux journalistes pour décortiquer l'information. La presse a pour fonction d'appeler le citoyen à être responsable, alors qu'actuellement elle le culpabilise tout en lui disant qu'il est impossible de changer le monde. Le problème réside aussi dans la fainéantise

cultivée par les divertissements et le confort de la consommation, produisant plus de paresse intellectuelle : pourquoi penser si tout est pensé pour vous ?

- Il y a celui/celle qui émet le concept et celui/celle qui l'entend, il faut être clair et transparent sur ses intentions, sans quoi on entre dans la manipulation, surtout avec les montages et l'anonymat d'internet : on est responsable du message que l'on porte et il faut l'assumer. On entend beaucoup parler d'intérêt général, il serait bien de faire de grands débats médiatisés pour en parler. Et ceci de façon locale, globale, plurielle... Pour les américains, l'intérêt général est l'addition des intérêts particuliers ; pour les français c'est une notion transcendante (voir le contrat social chez Rousseau et Hobbes) : le tout est supérieur à la somme des parties. Si les citoyens se saisissent des médias, il risquerait d'y avoir un combat pour les intérêts particuliers : en 1945 le Conseil National de la Résistance a posé que les médias devaient être indépendants des intérêts financiers qu'ils soient particuliers ou étatiques.

Environnement

- Petite production agricole en circuit court
- Réduction de la consommation inutile, changement dans les modes de consommation basé sur la viabilité et la pérennité des objets : finitude des ressources et dégâts irrémédiables causés à l'environnement
- Mettre en avant le circuit court dans tous les domaines
- Sortir du nucléaire
- Arrêter les grands projets inutiles
- Gaspillage/récupération : éducation alimentaire
- Parler d'environnement veut dire que l'on s'en extraie, qu'on parle d'une nature dont on ne fait pas partie. L'environnement, c'est large, ça concerne : l'eau, la terre, les minéraux, les êtres vivants et leur habitats, l'air, ce qui pousse, ce qui circule, tout ce qui vit et meurt. Que l'homme reprenne sa place, en dessous des bactéries. On a forcément un impact sur la nature par les transports, déchets, logements, alimentation. Comme on en fait partie, il faut trouver le moyen d'avancer ensemble pour une auto-guérison complémentaire. L'environnement c'est le lieu de vie
- Pollution : contrôle citoyen de la pollution. Dans la société idéale, on ne parlera plus de pollution. Commencer dans l'éducation à porter attention à la façon dont on est en interaction permanente avec les êtres vivants, que nos actions sont toujours en lien avec ce qui nous entoure.
- La nature développe ses propres moyens pour se réparer (plantes, bactéries, champignons). Le problème est que certaines zones sont totalement arides : refaire des plantations, recycler l'eau de pluie, développer la permaculture pour enrichir les sols, favoriser la phytoremédiation (des plantes peuvent extraire des métaux lourds et la radioactivité des sols à très longue échelle), redonner vie à la Terre en respectant son rythme (et en ralentissant le notre qui nous rend malade). Pendant longtemps notre rythme était dépendant de l'agriculture et se fixait dessus, remettre du sacré sur l'eau, la terre, l'air, ce qui nous permet d'être vivant. Qu'est ce que c'est que la nature ? Comment on la conçoit ?
- Gestion des espaces : on a un devoir de rendre ce que l'on prend, de penser en terme de préservation et régénération. On doit aussi laisser des espaces aux autres êtres vivants en limitant notre empreinte écologique et en s'effaçant de certaines zones.

- Corruption de la nature : la nature comme bien commun ne peut être privatisable ni source de profit. Sortir des intérêts économiques : pollution morale qui nous empêche de regarder autour de nous.
- Pour une solution agricole : permaculture à petite échelle et agroforesterie (reconstituer les forêts à but alimentaire, rendement double par rapport à un champ monoculture en évitant les engrais, laisser les haies pour le vent et l'eau)
- La technologie doit rester au service de l'homme, la seule forme d'esclavage qui peut persister c'est l'esclavage des outils technologiques. Sortir de l'opposition homme connecté aux machines/homme à l'état de nature. La technique est utile comme écologie sociale, avec des choix responsables à effectuer pour aller vers la diversité plus que vers l'uniformité des paysages. Ne pas laisser la gestion de la technique à une minorité, le peuple doit se la réapproprier (comment ?), comme bien public. La technologie peut nous permettre de nous recentrer sur les rapports entre vivants (fin du travail, en même temps le travail c'est aussi un art pour transformer le monde, il peut être pensé en terme de création) : le problème est qu'elle existe aujourd'hui en exploitant des ressources rares et une part de l'humanité : on doit notre confort à l'exploitation d'autres. Le problème est le partage aussi dans ce que produit la technologie : ce n'est pas accessible pour tous. Changer d'état d'esprit : livre de Raphael Liogé *Sans Emploi : condition de l'homme moderne*.
- Des choses doivent décroître dans nos consommations et modes de vie (fiscalité sur l'obsolescence programmée et les produits exportés de loin, les produits trop gras impactant la santé ou peu écologiques), et d'autres croître (phytoremédiation, permaculture, tri des déchets, compost, jardinage, potager, collaboration avec voisins...). Sortir du quantitatif pour aller vers du qualitatif : si on mange mal, c'est aussi lié à des choix technologiques.
- L'homme a un combat à porter pour son propre avenir (alimentation saine, air, eau, sol non toxiques) plutôt que pour celui de la nature qui se débrouillera bien sans lui. Penser que l'homme va protéger la nature est une illusion, c'est lui-même qu'il a à protéger en prenant soin de son environnement. C'est d'abord lui qui doit être régulé pour sa propre survie. L'écologie c'est l'étude du rapport entre biotope (lieu-même de la vie) et biocénose (ce qui vit dessus, est en relation avec) : c'est donc une question au centre du social. Le surnombre doit être évité pour conserver un équilibre et maintenir une gestion partagée de l'espace, faut-il un contrôle de la population pour réduire les inégalités ? L'augmentation de la population humaine envahit les espaces des autres espèces (film Soleil Vert) : on tient la vie des gens par leur consommation, la limitation des naissances devrait aller avec la limitation de l'espace. C'est une réflexion à développer car il y a encore le risque que cette limitation se fasse par une minorité. Importance du droit pour tout type de régulation.
- Le terme environnement n'est pas forcément adapté car ça ne représente qu'un point dans l'écologie.
- Réduire au maximum la technologie pour que l'adaptation et la réhabilitation des sols. La technologie peut être utilisée pour rendre le travail non pas plus productif mais moins difficile. Sortir de la rentabilité pour aller vers un équilibre à réajuster en permanence entre les besoins, productions locales, et les échanges.
- Méthodes non industrielles par le compagnonnage agricole : planter et diversifier en fonction des saisons et on peut recommencer le cycle indéfiniment. On a moins de quantité de produits mais une plus grande variété au même endroit (ex : l'œillet qui

évite que les parcelles cultivées soient envahies par les nématodes, qui est aussi comestible pour les salades, les plats, le colorant). Documentaire « solution locale pour un désordre global » par un ingénieur de l'INRA qui parle de la réussite de la permaculture.

- L'agriculture est à la base de la pensée humaine et de son rythme, son rapport avec le monde, ce qui se passe dans notre corps et notre mode de réflexion : l'exploitation de la nature est en lien avec l'exploitation de l'homme et de son corps y compris par lui-même. Avoir plus d'informations sur ce que l'on consomme avec une traçabilité, conserver les produits frais sans nano-argent qui est toxique pour les sols et le corps humain en respectant les saisons.
- Avoir une activité scientifique sur la pollution des ondes de façon à se limiter soi-même et développer des techniques moins invasives.
- Pour avoir des aliments avec des vitamines, il faut les manger en saison (car la conservation détruit les vitamines et le goût). Réapprendre les saveurs comme savoir sensible et art de vivre : cuisiner sans ajouts/moyens chimiques et de façon collective : des emplois peuvent être déployés là-dedans avec la société idéale en permettant aux espèces végétales de se charger à nouveau de nutriments. Le moyen d'existence de chaque chose sera pris en compte via des jardins partagés pour sortir de la standardisation et de la propriété : la production agricole s'attachera à la valeur nutritive des aliments plus qu'à leur quantité.
- La technologie nous a permis de saisir par des mesures quels sont la capacité des sols, et les outils numériques permettent que cela se connaisse et se développe. Dans les productions laitières, l'automatisation permet aux vaches d'être bien nourries et soignées. Mais n'est-ce pas là une forme d'anthropomorphisme qui nous fait projeter sur les animaux le confort que nous procure la technique alors qu'il nous coupe des relations physiques ?
- Concernant la croissance démographique : Malthus (19ème) prévoyait que la population augmenterait plus vite que l'agriculture et qu'au bout d'un moment nous n'aurions plus assez pour vivre. Or, nous disposons actuellement de quoi nourrir 13 milliards d'êtres humains, le problème est que la destruction de cette production alimentaire coûte moins cher que sa redistribution équitable. C'est donc une erreur et une forme d'égoïsme de ne pas laisser la place à ceux qui viendront après. La culture est une solution beaucoup plus intéressante qu'une limitation imposée, elle comprend une limitation individuelle et collective quant aux espaces partagés.
- La science doit combattre la douleur et pas la mort : il existe une insatisfaction permanente de vivre qu'on déporte dans la non réalisation de soi, la non transmission des savoir-faire, qui nous conduit par erreur à une quête d'immortalité. Pour pouvoir vivre, les cellules doivent mourir, c'est pareil pour la communauté humaine. Saint Augustin insistait sur « continuer à désirer ce que l'on désire déjà » : c'est-à-dire être dans un rapport au présent. Alors que l'on recherche à dépasser les limites dans de nombreux champs, on ne prend pas en compte que seul le présent est illimité, encore faut-il se le laisser vivre. La vie éternelle, c'est le présent, la création permanente, les échanges de corps et de pensée, l'inattendu : au présent tout ce qu'on vit n'est jamais dans le « même ». La surconsommation montre bien que nous cherchons à remplir un espace vide en soi qui reflète la perte de contact que nous entretenons avec notre environnement animal, végétal, matériel. La matière a été aplatie par les images (que ce soit dans l'alimentation, le rapport au corps...) et on confond le beau et le bon avec une esthétique de la norme. C'est pour cela que la pollution par les ondes n'est pas

prise en compte comme elle le devrait : puisqu'elle est « invisible », c'est comme si elle n'existe pas....

- L'image, c'est aussi la quête d'un idéal qui ne sera jamais accessible puisque, sitôt acquis, on se rend bien compte que « ce n'est pas ça », que ce n'est qu'une image. En ceci l'économie et l'écologie sont très proches, ils reflètent l'association des rythmes entre travail et corps : ce qui circule, ce que l'on produit et consomme mais aussi comment on gère une maison, une famille, les repas... L'argent a pris une place centrale dans l'économie alors qu'il n'est autre que valeur d'échange, c'est aussi lié à l'image : l'argent permet d'acheter des images qui, sitôt acquises, sont enfin perçues comme ce qu'elles sont. Même le langage ne garde plus que son rôle de représentation prétendant marquer ce qui serait ou ne serait pas vrai alors qu'il est d'abord articulation de son en lien avec de l'air et des mouvements de langue. Parler, ça affecte la matière, ça pénètre dans la chair et ça produit des permutations dans les corps en présence (par exemple, on peut être dehors et avoir très froid, et tout un coup, on va prendre la parole et se mettre à transpirer excessivement ; un mot entendu peut aussi donner cet effet) : mettre au premier plan la valeur d'usage.
- Le virtuel est l'aboutissement de cette création d'une réalité plate. Le problème n'est pas le virtuel en soi car l'écran permet une extension de soi dans l'écran, une sortie de la matière qui est aussi un grand potentiel de création. Le problème est que nous en sommes venus à prendre cette réalité comme La Réalité et à se penser comme de pures images sur des écrans. C'est probablement plus une « stratégie sans sujet » au sens de Foucault : à partir d'une association entre pouvoir et savoir (voir l'histoire des ordinateurs), une pratique s'est démultipliée en passant surtout par les individus eux-mêmes. Ce monde de représentation nous a débordé, et ceci s'est produit par la participation de chacun.e à son amplification. Dans la société idéale, on mettra la matière au cœur de la vie et du travail et l'image du côté du divertissement.
- L'image est utilisée pour faire des faux, elle est aujourd'hui un attracteur, comme l'argent, utilisée par le pouvoir et véhiculée par les technologies. Le monde occidental a envahi la Mongolie : l'argent est en train d'y remplacer les échanges directs. La société de consommation est très séduisante et produit rapidement une aliénation. Importance de mettre dans les débats médiatiques : c'est quoi l'argent ? Et de mieux connaître l'histoire de sa création et son extension en monopoles. L'argent a été créé il y a 2700 ans, alors que les dettes écrites existaient avant, il a été inventé pour faire un circuit entre impôts et armée. Il n'y a eu que lors du conseil national de la résistance que la banque a été privée.
- Les « faucheurs de chaises » c'est une initiative partie d'alternatiba aux Pays-Basque contre les banques qui participent largement à l'exil fiscal : on prend des chaises aux banques pour occuper des terrains de façon physique, on passe de l'argent fictif à la matière pour dénoncer le vol. Le fait de voler (dans les airs) est en lien avec la vitesse et l'économie, une escroquerie à la matière qui consomme une énergie énorme et instaure des dettes dans le futur. Jacques Fradin remet en question l'économie comme système de domination et propose d'en sortir, surtout que c'en est venu à structurer la psyché et les rapports humains. L'écologie pourrait être à la base de ce nouveau système.
- Permaculture à l'échelle d'un immeuble, d'un quartier pour trouver un juste milieu entre l'hygiène et l'auto-suffisance. On est sur médicamenté en voulant trop se protéger et cela conduit à la peur généralisée dans tous les domaines (tout sécuritaire, normes d'hygiène excessive, extension de la prévention du risque) qui profite surtout à l'économie du risque et pousse les individus à faire de moins en moins de choses, à s'isoler et déprimer. Sans les monopoles des labos pharmaceutiques, on aurait la

possibilité d'utiliser des plantes pour nous soigner : le Moringa est un arbre qui pousse facilement, son tronc, branches et feuilles peuvent servir à l'alimentation, la santé et la réhabilitation des sols. On peut aussi rendre un champ disponible à l'agriculture humaine à long terme avec de la diversité, des haies etc...Une partie des bactéries sont utiles à l'espèce humaine. Le risque est aussi présent dans l'architecture et la « politique des villes » : on cherche à empêcher les personnes de camper, les SDF de s'allonger sur les bancs, les personnes de se rencontrer pour aller toujours plus dans l'hygiénisme et l'optimisation du rendement. A partir du moment où on est en vie, c'est un risque : à le limiter excessivement, on ne vit plus. Le plus difficile est de changer les mentalités, arrêter avec le rentable propre à la logique économique ! Dans la société idéale, l'architecture sera pensée avec des jardins partagés en libre service, des espaces pour se poser/dormir/manger/se rencontrer ouvert à chacun.e (responsabilité de l'espace partagé à apprendre), des rues non droites, où l'on pourra se perdre et faire avec inattendu...

- les fruits et légumes cultivés dans la diversité et à la portée de toutes et tous (pas de choix déterminé par la richesse) : on ne donnerait que la qualité nutritive des aliments en arrêtant le marketing, et les personnes choisiront en fonction des saveurs réelles plutôt que supposées par des images.
- Sans tracteurs ni produits chimiques, par des élevages et une agriculture à taille humaine, il n'y a plus besoin de prêt ni de subventions. C'est en finançant des projets écologiques nous-mêmes que l'on pourra changer notre environnement et s'y sentir investi. Il y a alors de la vie, ça crée de l'activité, des échanges et une communauté autour. Déployer dès l'enfance et dans l'éducation la proximité avec le règne végétal et animal. Dans l'élevage industriel de cochons on en vient à couper, les oreilles, les queues puis les dents des cochons pour qu'ils ne s'attaquent plus. Ils développent des maladies liées à leur alimentation et leur entassement puis cela nous est transmis. Dans la société que l'on veut on favoriserait les élevages à taille humaine et avec de la diversité. On peut développer une culture avec les vers de terre qui produisent des engrains naturels.
- Interdire la publicité qui pollue notre environnement visuel et matériel pour la remplacer par des éléments informatifs. L'origine de la pub est la propagande pour la guerre : on promeut une culture extensive liée à l'argent en exploitant de plus en plus les ressources dans un entraînement assez fou. La vision à long terme et en dehors de la propriété doit être prégnante pour apprécier le présent en laissant de la place au futur. La vision économique est sur du court terme et prise dans la compétition : le PCP développé par Monsanto pollue actuellement les sols et eaux, mais des champignons sont capables de la traiter à long terme, encore faudrait-il qu'un choix soit fait en ce sens.

Droits

- Un toit pour tous
- Accès pour tous aux services publics : gratuité et accès facilité des transports, d'internet, de la santé, des énergies, de la culture, du savoir, de l'éducation, de la justice
- Droit aux animaux, respect du vivant
- Restituer au savoir expert (évaluation dans la justice, les entreprises, la médecine, le système scolaire...) l'authenticité du récit (expérience vécue, parole engagée)
- Liberté d'expression et de penser

Quels droits dans la société idéale ? Des participant-e-s commencent à évoquer des droits qui ne leur paraissent pas assez pris en compte aujourd’hui : droits des animaux, droits inaliénables que sont la santé ou le logement. Un participant parle du droit à la vie : faudrait-il interdire la consommation de viande, pour préserver la vie des animaux ?

Quelqu’un fait remarquer que les droits sont des priviléges, et qu’il vaudrait mieux chercher à éveiller d’abord notre niveau de conscience des uns et des autres. Il faut aussi penser les droits de la collectivité, et pas seulement en rester aux droits individuels, pour mieux prendre en compte nos biens et besoins communs.

Quelqu’un mentionne le revenu universel comme un droit souhaitable : celui de ne pas travailler, ou de travailler/être utile autrement que sous les formes classiques du travail salarié. D’où une question fondamentale : est-ce qu’on recevrait un revenu supérieur selon ses compétences ? Le salaire minimum nous met à la merci du capital, alors que la possibilité d’avoir accès aux moyens de productions, aux savoirs et aux ressources peut suffire pour vivre décemment.

Qui dit droit dit aussi pouvoir de légiférer, de dire le droit > nécessité de disposer de contre-pouvoirs solides, pour éviter toute dérive.

On évoque alors le droit de voter, un droit civique selon un participant, qui devrait être plutôt un devoir pour tous.

On soulève la question du droit à la propriété : à partir du moment où on décide qu’on devrait avoir tous un accès égal aux biens naturels de notre environnement, au logement, etc que devient le régime de la propriété privée ? Faudrait-il l’abolir ? Passer du régime de la propriété lucrative à celui de la propriété d’usage (Bernard Friot) = je ne possède rien définitivement, seulement tant que j’en ai le besoin. Ex : un logement vacant peut être utilisé par tous ceux qui en ont besoin. On pourrait aussi songer à abolir le droit à la propriété intellectuelle, qui limite le partage du savoir, dans le sillage des « commoners » sur le net par ex.

On ne profite peu ou pas aujourd’hui, dans les sociétés capitalistes avancées, des richesses qu’on produit soi-même, alors qu’on devrait pouvoir jouir du fruit de ses mains (sans arrière-pensées ;)

On décide que **la propriété et la question des communs** est un sujet très riche qui méritera un débat en soi.

On soulève la question de l’universalité des droits : faut-il chercher à se doter de droits idéaux qui valent pour tous, partout et tout le temps ? Est-ce possible, est-ce souhaitable ? cf. la manière dont les droits de l’homme sont instrumentalisés par les pays occidentaux pour aller faire la guerre ailleurs, et le fait que beaucoup de sociétés ne s’y reconnaissent pas complètement. Mais sur certains sujets globaux comme les ressources naturelles, il semble nécessaire de dépasser l’échelle locale pour penser en termes plus généraux.

Est-ce qu’on est en train de construire les droits d’une communauté de 100 personnes ou d’un pays de plusieurs millions d’habitants ? On pourrait imaginer des droits locaux ou régionaux, valables pour un territoire et une communauté mais pas une autre, selon ses besoins et le contexte local. Un peu comme le droit coutumier, non écrit, qui s’applique encore dans beaucoup de situations (agricoles par ex).

On peut aussi imaginer que le droit ne soit pas figé dans le marbre, mais que chaque loi/droit possède une durée de vie limitée, au bout de laquelle il est nécessaire de la réexaminer pour voir si elle est toujours valable et nécessaire.

Quelqu’un aborde le droit de nationalité : on pourrait revendiquer le droit de vivre où l’on veut sur cette terre.

On évoque le droit de décider pour soi-même dans chaque entreprise – mais n’est-ce pas précisément ce que cherche à mettre en place la loi travail avec l’inversion des normes ?...

Quelqu'un fait remarquer qu'il faudrait s'émanciper d'abord des droits qu'on a pu nous donner, et qui sont en fait imposés avec des devoirs. Du moins, il faudrait discuter des deux en même temps.

On observe qu'il faudrait veiller à ne pas abuser de ses droits, apprendre à rester humble si on en a assez, ne pas toujours invoquer ses droits comme des prérogatives à faire valoir. Il faut redéfinir nos **besoins** pour redéfinir nos droits : savoir ce qui nous est vraiment nécessaire pour vivre en tant que communauté. Faire valoir nos droits par rapport à ce qui détermine notre survie à tous. Avoir plus de responsabilité citoyenne sur cette question.

On pourrait créer un droit international doté d'une autorité juridique autonome, après avoir redéfini les droits minima des vivants.

Justice

- Changer le système pénitencier : mettre en place un énorme système d'éducation, TIG
- La même justice pour tous : avocats tirés au sort ou au service du public
- Loi renseignement
- Protection des lanceurs d'alerte
- Punir l'acte en lui-même et non pas la personne qui le commet, quelque en soit le motif, détacher la punition de la guérison, dé subjectiver les peines, retrait du monopole de l'expertise sur la loi.

Indépendance de la justice

- Par rapport au gouvernement : si les ministères sont indépendants les uns des autres, la justice doit être au cœur du contrôle des citoyens. Apprendre à l'école le fonctionnement judiciaire et les droits et devoirs des citoyens pour mieux vivre ensemble. Penser en terme de puissance plus qu'en droit : nous avons la puissance d'agir à condition de respecter celle de l'autre, la puissance commune est plus que la somme des puissances individuelles. Le droit se limite trop souvent à ce qu'il ne nous est pas interdit de faire.
- Tous les avocats seront commis d'office, pour que les défenses soient à égalité et ne privilégient pas les plus riches : cela ferait partie du service public (avocats tous fonctionnaires ?).
- Séparer le pouvoir médical (psychiatrique) du pouvoir judiciaire : l'expertise sert à évaluer la responsabilité individuelle, dans le cas d'une pensée par responsabilité collective, l'expertise est citoyenne et multiple. Reste au choix des sujets d'avoir recours à un soin psychique : dans la société idéale, les psy ne seraient pas nécessaires, ce serait le rôle de chacun.e et de l'ensemble de veiller au bien-être psychique de la communauté et des individus.

Loi renseignement

- La justice vise à préserver les droits et les biens communs, le numérique, en tant qu'il peut être considéré comme un bien commun, pose la question de la protection des données.
- Anonymat dans les services commerciaux, les données ne doivent pas être utilisées à but commercial.
- Constitution d'un dossier personnel numérique dont le citoyen est propriétaire (santé, finance, formation professionnelle), il peut choisir à qui il en donne l'accès et ne donner l'accès qu'à une partie de ce dossier. Formation continue sur l'utilisation des données et les risques associés.

- Le fait de numériser ses données doit rester au choix de chacun.e (et non pas devenir obligatoire pour avoir accès aux soins, aux formations, logement, etc) : maintien d'un dossier papier dont le citoyen reste aussi propriétaire.
- Possibilité d'une centralisation au niveau de l'état à condition que celui-ci soit sous contrôle citoyen (voir ateliers sur le gouvernement). Nécessité d'une limitation internationale pour le contrôle des données, comment ?
- Importance de conserver la possibilité d'identifier quelqu'un, l'identité publique doit être définie dans le strict nécessaire pour la bonne gestion de la société (voir l'atelier sur les droits et « bien vivre avec les autres »²)
- Protection des lanceurs d'alerte, comment ?

Trouver un système pénal sans incarcération

- L'avocat et le juge restent-ils nécessaires dans la société idéale ?
- Délimiter l'atteinte des biens et l'atteinte des personnes. Pour l'atteinte des biens, pas de prison, il faudrait sur le/la coupable rembourse ou répare le double de ce qu'il a volé/détruit. Lorsqu'un crime (ou toute atteinte de personne en tant que ça ne peut être réparé) est commis, penser en terme de responsabilité collective plutôt qu'individuelle : qu'est ce qui a conduit à l'acte dans un environnement donné ? Responsabilité collective implique de faire attention les uns aux autres, et non pas de se méfier les uns des autres.
- Une justice par procès sous forme de l'analyse des faits par l'ensemble des citoyens et les personnes mises en cause de façon locale (avec la responsabilité collective) : débat et éducation populaire permanente sur la violence et sa gestion.
- Concernant les atteintes des personnes : demander au coupable de quelle façon il pourrait se pardonner ce qu'il a fait (travaux, formations...).
- La justice doit servir à guérir le système : travailler sur la prévention et le passage à l'acte, comment ?

La prise en charge des criminels et des victimes

- notion de parrain pour les meurtriers : chaque coupable devrait se voir attribuer une personne qui l'accompagnerait dans un processus de travail sur soi : explication du crime, de ses motivations, des conséquences pour les victimes, la société et l'auteur...
- Nécessité de mettre en place des groupes de parole pour les violences familiales.
- Justice restaurative : faire rencontrer des victimes avec des coupables concernés par un crime similaire afin que chaque partie se parle et se reconstruise. Ces rencontres peuvent être organisées avec un médiateur et des personnes de la société civile. Celle-ci devrait être généralisée.
- Pour celui qui est prêt à mourir dans le processus de son acte criminel, « l'obliger à vivre » en prison. On a pensé ici aux auteurs d'attentats suicide.

Former les citoyens aux questions judiciaires/reglement des conflits

- Dans le cadre éducatif/scolaire : organisation de simulation de procès. Il s'agirait de faire jouer un procès qui a eu lieu par des enfants ou des adultes afin qu'ils s'approprient le processus judiciaire.

Construire des structures différentes du système judiciaire actuel

- L'institution judiciaire est intimement liée au pouvoir et donc à ceux qui le détiennent. Ainsi, dans une société vraiment démocratique, celle-ci devrait être totalement différente.
- Rappel de son origine : Rome et son Empire au service d'une aristocratie sénatoriale.

- Qu'est-ce que c'est la police dans la société idéale? Il y aurait-il une police? A priori non.
- Redéfinir ce qui est juste et injuste? Est-ce possible? Est-ce vraiment idéal de définir à l'avance ce qui est juste et injuste?
- À chaque instant, redéfinir ce qui est juste et injuste en mettant en commun tous les témoignages des gens concernés (ou se sentant concernés) par l'acte qui a été commis.
- Faire un peu comme dans *Pirates des Caraïbes* : un code implicite que l'on ne ressortirait rarement, ou plutôt que dans des cas graves/exceptionnels.
- Trouver un accord sur les valeurs sacrées de l'humanité et de la vie et se référer à cet accord pour établir une justice. Y-a-t-il vraiment des valeurs sacrées? Sur ce point, consulter la séance consacrée aux droits : <https://educpopdebout.org/2016/09/07/atelier-debout-educpopquelle-societe-veut-on-pour-demain-4-les-droits/>
- Tous le monde est avocat/juge certain pour aider. Donner un pouvoir aux acteurs divers.
- Repenser les « tribunaux » : sans « avocats » ni « juges. Transférer le pouvoir de ces derniers aux à d'autres acteurs (simples citoyens). organiser des assemblées de justice sur des bases plus locales et communales.

Prévenir les crimes

- Culture du collectif pour éviter des « pétages de plomb » et savoir y répondre lorsque ceux-ci se produisent.
- Se pencher sur le moindre signe qui nous montre un comportement en désaccord avec la justice et faire de la prévention positive.
- On ne peut pas prévenir tous les risques et donc définir une norme qui s'appliquerait en toute situation. Il faut se résoudre à accepter que des actes imprévisibles et extraordinaires soient commis. Une société « totalement sécurisé » est donc impossible et – sans doute – on souhaitable.
- La notion d'injustice serait affaiblie par rapport à aujourd'hui.
- Une prévention secondaire consisterait à améliorer les conditions de détention (les rendre humaines) et développer une intégration à travers le travail. Garantir un cadre.
- Remplacer le Ministère de la Justice par un Ministère de la recherche en sciences sociales en mesure de résoudre les problèmes sociaux en amont et ainsi d'alléger la justice.

Enfants/éducation

Plutôt que seulement supprimer les notes, proposer un nouveau système d'évaluation : soit les élèves s'évaluent eux-mêmes, soit une évaluation de la classe (les élèves chercheraient alors à faire progresser la classe et donc partage et entraide), chacun apporte à l'autre ses connaissances

- Prendre le niveau de l'enfant plutôt que son âge pour penser le passage en classe supérieure : revoir maternel/primaire/secondaire à partir des acquis et non plus de l'âge
- Rester dans le jugement positif par rapport à ce qui est fait par les élèves
- Dans toutes les matières, quand une nouvelle connaissance doit être évaluée, au lieu de faire une évaluation individuelle, faire un travail de groupe à partir des exercices où les élèves travaillent ensemble pour trouver les réponses, notent les questions qui demeurent à la fin, puis font un retour devant la classe.

- Comprendre pourquoi on est évalué : parce que ça nous intéresse, pour développer des savoirs, communiquer avec les autres, penser par soi-même, créer des choses pratiques. On n'apprend pas pour obtenir un diplôme. Supprimer les diplômes jusqu'au BAC. C'est la méthode Condorcet élitiste qui a été adoptée jusque là
- Classes multi-niveaux avec de l'entraide pour récupérer les informations et savoirs qui nous correspondent (pas seulement par les profs) ; plus que d'école et d'éducation, parler d'instruction
- Formation des adultes : sécurité sociale professionnelle pour se former tout au long de la vie, pas seulement dans son domaine ni pour obtenir un diplôme, enrichissement personnel et curiosité
- Inclure l'histoire des matières que l'on enseigne : pourquoi et dans quel contexte un savoir s'est constitué, qu'est ce qu'il a modifié... ?
- L'éducation nationale reflète la confusion dans l'enseignement : mise en concurrence des élèves. Dans le contenu des enseignements : plus de philosophie, faire des heures où ce sont les élèves qui proposent des thèmes de travail. Enseigner le respect de l'autre, l'écoute de sa parole, le respect de soi aussi et l'engagement/responsabilité dans nos actes et nos paroles. Donner des infos réelles sur ce qui se passent (environnement, guerres, luttes sociales, enjeux politiques), comprendre le monde qui nous entoure : faire l'école qui forme à la vie et qui permette de penser et apprendre par soi-même (en faisant des recherches, aller trouver les infos et les analyser avec leur sources, développer la curiosité, le goût d'apprendre et de se cultiver, élargir son horizon...)

Plus d'activités pratiques et ludiques, moins de théorie abstraite, Freinet, Montessori, méthode Steiner, éducation finlandaise

- Commencer par les bases : lire, écrire, compter
- Expérience de la rue de Vitruve dans le XXème arrondissement de Paris : le directeur choisissait les enseignants qui voulaient travailler en commun et avec les élèves. Le choix du menu était fait le matin par les élèves et enseignants, et relier aux savoirs mathématiques, environnementaux, géographiques, historiques... Ecole vivante dans la vie pratique : éducation au goût, chant et ouverture sur les arts. Expérience qui n'a pas durée car non rentable
- Montessori : enseignants assis avec les élèves, création d'un mobilier adapté pour les petits
- Freinet : instruction avec les arts aux forêts, sport... Les enfants choisissaient le thème et faisaient un dossier à plusieurs sur le thème qu'ils souhaitaient, puis exposé de leur travail et débat avec les autres élèves : curiosité, recherche, interaction et échange des savoirs.
- Ancienne Université de Vincennes (cf enregistrement d'une interv éduc'pop)
- Ecole finlandaise : pas de notes, rythme scolaire moins fatigant et qui respecte le rythme biologique de l'enfant, cours théoriques seulement le matin. Les écoles françaises ne sont pas du tout construites sur cet état d'esprit, mais bien plus sur un rapport autoritaire et vertical au savoir. En Finlande, solidarité et respect entre les élèves et entre les enseignants (qu'ils soient un modèle) : l'enseignant respecte les élèves et est ainsi respecté en retour, il n'a pas besoin d'autorité pour cela
- Lycée Auto-géré de Paris : on s'adresse aux enseignants avec leur prénom et pas leur nom, question d'abord du désir avant celle du diplôme : les élèves peuvent monter un projet, on leur donne les moyens pour le réaliser. École en constante évolution puisque les règles sont redéfinies en permanence. Il existe une Réunion générale de gestion et des Groupes de Base toutes les semaines (seules activités obligatoires). La Réunion générale de gestion reprend les avis émis par les GB : on établit des règles ensemble et on les respecte. Pour le financement il y a des commissions budget, finances, cantine... Les projets comportent une interface avec le public et peut rapporter des financements. Les BAC blancs ont lieu sur ordi et sans enseignants pour

surveiller : on travaille pour soi, prise de conscience de sa propre capacité d'agir et de ses limites. Grande diversité des personnes choisies avant et après les LAP : les élèves se créent eux-mêmes leurs limites, il n'y a pas de notes, le rapport entre les élèves n'a rien à voir avec les lycées classiques, pas de compétition, écoute et intérêt de l'autre.

- Problème des programmes imposés. Décloisonner les enseignements, favoriser et échanger sur la diversité : déplacements territoriaux en France par des voyages scolaires au moins tous les deux ans (échange de familles d'accueil) dès le plus jeune âge pour découvrir les banlieues/campagnes/mer/montagne/grandes villes et les modes de vie qui y sont associés.
- Logiciel libre dans l'apprentissage du numérique : pas seulement windows/google, apprendre le fonctionnement du numérique, ses risques et la critique des info disponibles comme pour les journaux/médias (télé, radio...), développer les logiciels FabLab (cf interv éduc'pop enregistrée)
- Proposer des actions pour l'environnement au même titre que les sorties scolaires culturelles

Que le corps enseignant, élèves, cantine, famille, direction, aides ménagères etc participent de façon démocratique aux projets/programmes

- Cultiver des jardins au sein de l'école, aller vers une quasi-autonomie alimentaire des cantines avec tous les personnes présentes dans l'école qui y participent (comprenant les familles). Manger ensemble et que ce soit les enfants qui proposent le menu de la semaine, en favorisant la diversité gustative/culturelle
- Séances lors desquelles des enfants et leur famille racontent leur histoire, celle de leur quartier/pays pour favoriser la curiosité avec des témoignages sur l'éducation des enfants aussi en fonction des cultures.
- Faire des groupes de travail sur l'éducation avec parents/enfants/enseignants. Dans la société idéale, les parents auront du temps libre ! dans les écoles, répartir les tâches dans des groupes démocratiques horizontaux (ex : programme, projets de sortie, cantine, financement, etc...) comme les commissions à ND !
- Favoriser le dialogue enfants/adultes : la plateforme virtuelle (ex MOOC) déplace la relation à l'autorité, être ensemble sans forcément avoir recours à l'autorité

Mettre en avant plusieurs méthodes d'enseignement, développer l'imaginaire de l'enfant en mettant en avant la création et pas seulement l'acquisition de connaissances, expérimentation des émotions, du sens, favoriser l'expérience, pousser les enfants à se mettre à la place de l'autre, « enseigner c'est tenir compte des particularités », le rapport aux autres, l'amour, la peur...

- Dans la création : les enfants écrivent des histoires et plutôt qu'elles soient recueillies et notées par l'enseignant, un autre élève la lit à voie haute pour que les imaginaires de chacun soient accessibles aux autres. Tout ça aussi pour les adultes, pour réapprendre le respect de soi et des autres, se connaître et s'aimer, voyager dans son esprit et celui des autres, partager les réalités et modes de vie.
- Ne pas limiter l'imagination des enfants avec des règles qui n'ont pas de sens, peur de sortir des sentiers-battus, formatage et norme. Rapport au vrai et au faux : prendre en compte les sensations qui permettent de se construire son environnement autant que les faits objectifs, chaque enfant recréer le monde en y venant, favoriser cette diversité de perception (individuelle et culturelle) et apprendre à le partager avec l'autre plutôt que d'imposer un tous pareils sans échange : par les jeux de rôles et d'invention. Tout cela autant à l'école que dans les familles et loisirs extra-scolaires. Ne pas limiter l'imagination au domaine artistique.
- C'est la recherche du résultat qui bride l'imaginaire autant de la part des enseignants/parents/enfants : prendre le temps, ne plus penser en terme d'âge.
- Accès gratuit à l'éducation pour tou.t.es

- Mettre en place un système éducatif neutre avec plus de philosophie, de critique des connaissances, liberté de pensée, d'expression, où tous les sujets peuvent être abordés à la demande des élèves, intégrer l'éducation sexuelle des adolescent.e.s
- Apprendre à se connaître en favorisant les rencontres et les déplacements territoriaux pour trouver sa place dans la société, échanger et apprendre sur les différences entre les élèves et les cultures,
- Que les familles puissent s'investir au sein des écoles dans l'éducation des enfants, créer des lieux de discussions sur l'éducation des parents et les échanges d'expériences, réflexions de vie, partage des savoirs, remettre en avant le fait que les parents sont au centre de l'éducation des enfants.

Bien vivre avec les autres

Travail sur soi encouragé :

- Accepter les différences, l'opinion des autres quitte à pouvoir en débattre indéfiniment. Aura-t-on envie d'être égaux une fois que les différences seront considérées comme un enrichissement ? L'égalité dépend des besoins de chacun.e et , ce n'est pas forcément positif d'être tou.te.s égaux. L'égalité doit seulement être maintenue au niveau du droit. De quoi a-t-on vraiment besoin ? Manger plus sain, savoir faire des sacrifices pour que des choses puissent naître en nous-mêmes (faire du manque un potentiel de création), plutôt que d'accumuler, laisser mourir les choses en nous pour que d'autres puissent naître.
- Utiliser les marionnettes et les jeux de rôle pour sortir de sa propre personne et vivre à travers d'autres personnages, pour percevoir leurs émotions dans une situation. Ne pas être les pantins des politiciens, le politique c'est nous : la politique est notre outil, les politiciens nos pantins.
- Améliorer notre façon de communiquer : essayer de se comprendre soi-même pour avoir une meilleure écoute de l'autre et de son propre corps. Percevoir ses émotions, savoir les accueillir et en faire quelque chose plutôt que de les réprimer. Au Danemark : cours d'empathie dans le système pédagogique, associer les enfants et adultes, utiliser les histoires pour échanger sur les cultures.
- Problème de l'argent qui créé des individualités et de la concurrence. Penser la création de « pots communs » au lieu/en parallèle des aides sociales : de façon locale, on investit dans un projet de solidarité de façon démocratique, chacun.e participe à l'élaboration du projet autant financièrement que dans la prise de décision, c'est de l'argent géré en commun, pour faire ensemble et faire mieux.
- Nous appartenons à l'espèce humaine « ne te comporte pas avec les autres comme tu n'aimerais pas que les autres se comportent avec toi », en même temps demander à l'autre d'agir comme soi c'est refuser les différences. Quand on est en relation avec quelqu'un, qu'est ce qu'on est prêt à accepter de cette personne ? Jusqu'où est-on prêt à entendre l'autre. Peur de se révéler, d'exprimer ses sentiments et de les savoir non partagés, honte.
- Etre plus souvent dans la rue que chez soi, ouvrir ses portes, transformer les espaces publics en espaces communs de rencontres, de partage et d'échanges. Changer notre rapport à l'étranger, notion d'hospitalité chez les Grecs : celui qui vient est potentiellement un Dieu, il doit être accueilli et honoré plus que sa propre famille. A-t-on besoin d'avoir peur d'une instance supérieure (comme le divin) pour être accueillant envers l'étranger ? Le lien social est perdu dans les grandes villes, mais pas dans les lieux à identité locale forte (ex : Corse,...). Prendre en compte l'autre comme présence et non pas comme utilité potentielle. Laisser une plus grande place à l'intérêt de l'autre, en dehors du profit. Ne pas mettre les étrangers entre eux, trouver un moyen de gérer les communs et les différences dans un espace partagé.

- Pour travailler sur soi, admettre déjà que l'on est imparfait, ne pas rechercher un idéal car celui-ci est d'abord imposé de l'extérieur. Le travail sur soi ce n'est pas de la randonnée mais de l'escalade : à chaque fois que l'on arrive à un sommet, on a un autre point de vue, et on se pose un moment pour l'apprécier avant de repartir. Il suffit que l'être humain se remplisse d'amour pour être heureux : apprécier la valeur des choses en changeant sa perception, se décaler. La religion est un niveau inférieur du spirituel.
- Sentiment de solitude : le bonheur s'épand une fois qu'on l'a en soi, ne pas avoir peur de le partager. L'amour c'est le respect, la liberté et l'honnêteté « c'est ce que tu donnes qui t'enrichit ». dans le métro, dans la rue, le RER, regarder les gens dans les yeux, se sourire, se rencontrer, se parler.
- Tous les matins : qu'est ce que je vais faire pour améliorer le quotidien de ceux/celles qui m'entourent, que je croise. Par rapport à ce que l'on me demande de faire : se poser la question de si j'accepterai de le faire à celui/celle que j'aime, à moi-même. Refuser le « c'est comme ça, on n'y peut rien changer » est déjà un acte de résistance en soi : « soit le changement que tu veux voir dans le monde », « le bonheur, c'est quand vos actes sont en accord avec votre parole », « tu ne connaîtras pas forcément le résultat d'une bonne action, mais si tu ne fais rien il n'y aura pas de résultat »

Créer sa propre voix plutôt que de rentrer dans des cases établies :

- Besoin de sages plus que de guides : respect du savoir pratique, comme complémentaire et équivalent au savoir intellectuel. Impact du virtuel sur l'apprentissage et le métissage culturel. Connaitre la richesse qu'il y a dans toutes les autres cultures pour avancer soi-même, développer son éthique plutôt que d'adhérer à un morale imposée.
- Il faut savoir où on veut aller pour pouvoir créer son chemin
- Il y a des cases préétablies dans lesquelles on essaie de mettre les gens en fonction de leur compétences/ difficultés dans l'éducation, le travail, la psychologie... Déjà connaitre tous les choix existants et avoir la capacité de choisir (avant ça se répétait de génération en génération, aujourd'hui c'est orienté vers le profit et l'argent) en sortant de son environnement familial/culturel. Plutôt que d'orienter dans des choses qui existent déjà : développer d'autres compétences, surtout les domaines que l'on ne connaît pas et savoir inventer à partir de ses propres désirs/imaginaires/savoir-faire. Dans l'éducation, le travail, prévoir une troisième voix : aucun de ces choix ne me correspond, je veux en inventer un. A partir de là, rendre possible des espaces de travail et d'échange en groupe pour construire de nouveaux choix. Pratiquer plus que connaître réellement ce qu'il est possible de faire. Se tromper, échouer n'existe pas : chaque expérience est un enrichissement, un tremplin, une nouvelle perspective qui permettent de mieux savoir vers où s'oriente notre désir.
- Faire des portes ouvertes sur des places où chacun vient présenter son métier, ce qu'il aime là dedans et ce qu'il veut transformer.
- Qu'on ait quelque chose à faire ensemble, créer une communauté humaine avec des buts à débattre et à poursuivre. Mise en perspective permanente : se retrouver avec des luttes pour plutôt que des luttes contre, pour avoir une prise sur la vie sociale. Ce que l'on dit a une conséquence sur ce que l'on fait. Être maître de son destin : il faut le vouloir et savoir que c'est possible. Faire sa révolution intérieure et teinter le monde et les autres de cette révolution. Le « je » est pluriel, le « nous » est singulier.

Circuits courts :

- Le fait d'acheter directement avec le producteur permet de pouvoir échanger avec lui et de mieux comprendre la culture agroalimentaire. Augmenter le nombre d'AMAP en Ile de France. Voler chez Monoprix et Auchan c'est un acte de résistance.

- Généraliser le troc de biens ou de services. Créer des lieux autogérés et inviter les gens à comprendre le plaisir que ça fait de manger des œufs de poule frais du matin. SEL : lieux d'échange d'objets, librement (équivalent d'un dépôt-vente en gratuit).

Éducation citoyenne

- Mettre en avant les vérités cachées de l'histoire et développer l'esprit critique plutôt que la soumission à l'autorité (de l'enseignant) : déconstruire nos représentations
- Faire un enseignement du rôle et devoir du citoyen avec histoire
- Faire tourner la parole avec un enseignant qui aura seulement le rôle de modérateur (pour certaines heures : les enfants posent des questions et y répondent ensemble) : former les enseignants à une autre relation à l'autorité
- Supprimer les notes et la concurrence, favoriser l'entraide, apprendre à partager
- Apprendre les histoires des religions et les enjeux de pouvoir qui leur sont associées
- Le peuple doit décider des orientations scientifiques et demeurer le garant de l'éthique

Gestion des richesses et des biens communs

- Salaire maximum
- Interdire les paradis fiscaux
- Rejet du principe de croissance vers un principe de mieux vivre ensemble
- Fiscalité écologique
- Rendre aux citoyens le pouvoir de création monétaire
- Rendre les services publics non privatisables par nature (à inscrire dans la constitution)

Empêcher la financiarisation des biens communs (rendre les services publics non privatisables par nature)

- Interdire les paradis fiscaux
- Rendre les terres et les biens privatisés à la communauté, et la culture dans le patrimoine public : l'argent disponible dans un pays, c'est ce qu'on fait avec qui détermine la richesse réelle du pays.
- Les services publics : les pots communs peuvent aller vers le développement de moyens de transports moins énergétiques/polluants. Les voitures peuvent être disponibles seulement en location, pas individualisées. Possibilité de produire du gaz à partir des déchets : solutions circulaires. Favoriser les autres modes de transport : marche, vélo, chevaux, trains, bus/cars... Penser distribution équitable des territoires pour les transports plutôt que rentabilité, augmenter les réseaux de transports en commun. Ne pas supprimer tout ce qui existe déjà, reconvertis, à long terme.

Socialiser ou étatiser le monde bancaire : rendre aux citoyens le pouvoir de création monétaire, supprimer les taxes commerciales et les impôts grâce à la banque nationale

- Au début, les banques servaient à déposer de l'argent et cet argent servait pour d'autres à effectuer des investissements. Par le Conseil National de la Résistance, De

Gaule a nationalisé les grandes banques françaises. Celles-ci ont ensuite été privatisées par les gouvernements successifs, notamment de gauche. Peu à peu, au lieu de redistribuer l'argent ou de l'utiliser pour des investissements territoriaux, on a placé les investissements sur la base de crédits qui ne pouvaient être remboursés, c'est la crise des subprime (<https://educpopdebout.org/2016/05/06/armel-est-venu-nous-parler-du-travail-et-de-sa-crise/>). Contrôle public des banques, simplification et gratuité des services, arrêts des services inutiles (actuellement en multiplication dans une logique de capitalisation des risques), voire gestion des services par les citoyens eux-mêmes (développer par les formations et le web un savoir critique par rapport à la gestion de l'argent et connaître les modalités de prêts et d'investissements).

- Pas de marchandisation des matières premières (NEF en France, microcrédit en Inde), pas de virtualisation de la monnaie, elle doit garder comme le langage sa fonction d'échange et non de profit.
- Les impôts ne sont pas mauvais s'ils sont bien réutilisés, c'est-à-dire redistribués dans l'accès de tou.te.s aux biens communs : eau, électricité, transport, logements... On peut imaginer que des conseils se réuniraient pour décider de ce qu'il y a à financer : quitter le terme d'impôts pour celui de pots communs qui ne seraient pas prélevés quotidiennement mais seulement quand on en a besoin pour financer des projets décidés en commun, chacun participant en fonction de ses moyens aux projets (peut-être proposer de contribuer aux projets qui lui tiennent plus à cœur et auxquels il va directement participer aussi par son travail). Au niveau national, il faut penser à l'équilibre des territoires : projets nationaux de redistribution sous formes de pots communs qui n'iraient pas dans une seule mais dans plusieurs caisses (là aussi, chacun donne en fonction de ses moyens et peut contribuer plutôt dans une caisse que dans une autre). Projets débattus et votés par les citoyens, transparence totale sur la gestion des pots communs.
- On peut imaginer que tout se fasse par réseaux d'une localité à l'autre, et non pas de façon nationale, puisque les échanges seront favorisés sans une instance de régulation/contrôle : la qualité des produits sera déterminante dans la production locale, limitation des transports de marchandises à « ce qu'on ne peut produire ici ». La régulation pose la question de la stabilité du système, avec l'éducation (<https://wordpress.com/post/educpopdebout.org/2597>) les citoyens apprendront à s'autoréguler en fonction de leur besoin et des ressources disponibles. Sans échanges soumis à un monopole type état ou multinationale, mais gérés par les citoyens eux-mêmes, faut-t-il tout de même une instance de régulation ? Cela passerait par la justice et les droits/devoirs (<https://educpopdebout.org/2016/09/07/atelier-debout-educpopquelle-societe-veut-on-pour-demain-4-les-droits/>). Pour que ça fonctionne, les personnes devront désapprendre la peur du manque, le stockage et l'accumulation qui vont avec le gaspillage, la volonté de pouvoir et la méfiance/compétition vis-à-vis de l'autre : penser au présent et au futur proche pour sa consommation, penser à long terme pour la production en respectant l'environnement.
- Quand on essaie de construire directement, comme dans les ZAD, on se rend compte qu'on n'a pas besoin de toutes ces institutions. Les échanges financiers dans les ZAD : marchés où s'échangent les biens et services à prix libres ou par troc. Dons (comprenant les informations échangées) aussi venant des personnes de l'extérieur, ces dons deviennent des propriétés d'usage pour la communauté : réappropriation des savoir-faire dont on nous a destitués. Ensemble on a une force qu'individuellement on n'a pas : quand les richesses circulent, on a accès à tout. On est capable de tout à plusieurs, désapprendre ce qu'on nous a inculqué « apprend un métier et débrouille toi pour le reste ». On peut exploiter une terre et l'enrichir ensuite.

Partage des richesses au service du peuple : énergie, nourriture, eau

- Partager les communs au-delà des richesses premières : argent, logement, culture, éducation, santé, transport. La rue, les magasins, les produits échangés sont des biens communs, les mots eux-mêmes, les connaissances échangées. Du coup, qu'est ce qui n'est pas un bien commun et doit rester du côté de la propriété ? Les corps ? Corps humains ou tous corps vivants (animaux, végétaux...) : à partir du moment où on est en rapport avec un autre corps que le sien, on ne peut en être propriétaire.
- On peut construire soi-même ses quartiers d'habitation.
- sortir du système patron/salarié ? Le système de l'actionnariat peut être repris par les salariés comme gestion de moyens de production en commun. Que chaque salarié soit propriétaire d'une partie de son entreprise en plus de sa force de travail.
- Création de travail pour faire vivre un projet et pas pour gagner de l'argent. Deux options de création de travail dans la société idéale : soit un besoin commun auquel il faut répondre, soit la proposition de créer une nouvelle chose à partir d'une idée. Dans les deux cas, on créera des groupes de travail théorique et pratique avec les volontaires qui veulent travailler dessus, sans rapport hiérarchique les uns envers les autres. L'investissement sert à financer des projets, ceux-là doivent viser un but commun : ce qui est important c'est le choix des projets, tout comme les orientations scientifiques, tout projet global et local doit être décidé démocratiquement. Trouver un autre terme que « travail » : Construire/produire...
- On commencerait par donner un capital de départ et laisser les personnes gérer ce qui leur est donné à long terme, peut-être par tirage au sort, favoriser les échanges entre les territoires, pas de communautés fermées. Délimiter des lieux et penser sans le système de dons/contre dons. Savoir qui sait faire quoi pour développer des espaces de collaboration et de transmission des pratiques/connaissances locaux et ouverts avec des formations réciproques. Pour la santé, il faut aussi penser à une répartition équitable au niveau des territoires. Partage des savoirs au niveau de la santé et entraide pour l'accès aux soins et aux médicaments.
- Faire disparaître le concept d'intérêt, de profit et de brevets qui sont sous le joug de la propriété, que tout reste publique et accessible à tout.e.s, partageable.
- Plutôt que de moins polluer, on repollue pour limiter les effets de la pollution : laisser la nature se recycler elle-même en étant le plus discret possible.

Socialiser ou étatiser le monde bancaire : rendre aux citoyens le pouvoir de création monétaire, supprimer les taxes commerciales et les impôts grâce à la banque nationale

- Contrôle public des banques, simplification et gratuité des services, arrêts des services inutiles (actuellement en multiplication dans une logique de capitalisation des risques), voire gestion des services par les citoyens eux-mêmes (développer par les formations et le web un savoir critique par rapport à la gestion de l'argent et connaître les modalités de prêts et d'investissements).
- Pas de marchandisation des matières premières (NEF en France, microcrédit en Inde), pas de virtualisation de la monnaie, elle doit garder comme le langage sa fonction d'échange et non de profit.
- des conseils se réuniraient pour décider de ce qu'il y a à financer : quitter le terme d'impôts pour celui de pots communs qui ne seraient pas prélevés quotidiennement mais seulement quand on en a besoin pour financer des projets décidés en commun, chacun participant en fonction de ses moyens aux projets ; Au niveau national, penser à l'équilibre des territoires : projets nationaux de redistribution sous formes de pots communs qui n'iraient pas dans une seule mais dans plusieurs caisses (là aussi, chacun donne en fonction de ses moyens et peut contribuer plutôt dans une caisse que dans une autre). Projets débattus et votés par les citoyens, transparence totale sur la gestion des pots communs.
- On peut imaginer que tout se fasse par réseaux d'une localité à l'autre, et non pas de façon nationale, puisque les échanges seront favorisés sans une instance de

régulation/contrôle : la qualité des produits sera déterminante dans la production locale, limitation des transports de marchandises à « ce qu'on ne peut produire ici ». les citoyens apprendront à s'autoréguler en fonction de leur besoin et des ressources disponibles. Cela passerait par la justice et les droits/devoirs

Empêcher la financerisation des biens communs (rendre les services publics non privatisables par nature)

- Interdire les paradis fiscaux
- Les services publics : les pots communs peuvent aller vers le développement de moyens de transports moins énergétiques/polluants. Les voitures peuvent être disponibles seulement en location, pas individualisées. Possibilité de produire du gaz à partir des déchets : solutions circulaires. Favoriser les autres modes de transport : marche, vélo, chevaux, trains, bus/cars... Penser distribution équitable des territoires pour les transports plutôt que rentabilité, augmenter les réseaux de transports en commun. Ne pas supprimer tout ce qui existe déjà, reconvertis, à long terme.

Remise en question des mythes de l'économie néoclassique : vers une économie post-capitaliste à inventer, rejet du principe de croissance vers un principe de mieux vivre ensemble

- La machine doit être au service de l'homme, tout comme le travail et pas l'inverse, et ainsi de toute l'économie. Détacher les dimensions économiques et politiques : l'économie néoclassique et le capitalisme ne peuvent pas aller avec le développement durable. Ne plus penser en termes de croissance, mais de gestion responsable des richesses pour des projets communs. Si on abolit le système de prêts, d'intérêts, et de profits, on retourne aux besoins présents. La croissance infinie est un produit mathématique qui n'est pas en rapport avec les ressources disponibles.
- Que l'argent reste une matière première (type métal) à échanger.
- Etre conscient de nos actes et de la circulation/production des marchandises. On a le pouvoir de modifier l'environnement, faire attention à ne pas détruire ce qui existe déjà. Abolir les frontières : penser local en région et global au niveau du monde. Rendre impossible que les privés achètent des territoires entiers.
- Mythe de Darwin (qui est faux, déformation de la théorie de base) sur la survie du plus fort qui forge l'esprit de compétition capitaliste. Utiliser « plus fort » entend « plus faible » : sortir de ce schéma pour penser en termes d'équilibre des différences, pas pour aller vers une norme. L'ordre phallique a été institué depuis la relation maître-esclave
- Mythe de l'individualisme qui en servant son propre intérêt servirait la collectivité, c'est une forme d'idéal. Le remplacer par le mythe de la place importante que l'individu occupe dans un environnement qui circule sur lui-même ou de façon cyclique. Penser en terme circulaire plutôt qu'ascendant, on sort de l'idée de croissance ainsi que du toujours plus et de l'obsolescence programmée. Ça met en lien l'écosystème et l'écosystème vers la permaculture, un mode de production partagé (pas de propriété sur les moyens d'échange). La pensée circulaire supposerait que nous définissons nous-mêmes notre propre cercle avant de l'étendre à des cercles plus larges dans lesquels on gravite, tout en gardant son centre. L'homme cherche actuellement des solutions à l'extérieur de lui-même alors que les richesses sont à l'intérieur de soi : qu'est ce qui fait que les gens cherchent à être puissants ? Depuis la mise en place du rapport maître/esclave, nous sommes entrés dans un ordre phallique. Ordre qui se fonde sur un principe de reconnaissance et d'aliénation à cette reconnaissance : le maître jouit du corps de l'esclave par la force, il me maintient dans la reconnaissance de sa puissance par une aliénation physique. L'esclave jouit de son propre corps en dehors de la présence physique du maître, il reconnaît son maître selon ses besoins fondamentaux. Le maître dépend du corps de l'esclave pour jouir, il

est aliéné psychiquement à l'esclave pour jouir de sa puissance, son corps même ne lui appartient plus, l'objet de sa jouissance étant le corps de l'esclave. L'ordre phallique a peu à peu inclus toutes les subjectivités, le maître est aliéné au corps de l'autre pour jouir (il dépend donc de la reconnaissance de l'esclave) et l'esclave a son propre corps en partie aliéné (sa survie dépend de la reconnaissance du maître) mais il peut jouir de la part de liberté qu'il lui reste. Peu à peu, toutes les subjectivités sont entrées dans la position du maître, mêmes les plus exclus de celle-ci : les prolétaires, les femmes. L'esclave c'est devenu le marché lui-même (tout est valeur d'échange) : le sujet dépend du marché pour jouir, le marché est en partie aliéné au corps du sujet, mais une part de son activité s'évapore ailleurs. Sortir du processus de reconnaissance et de l'ordre phallique via la pensée circulaire pour que le plaisir ne soit plus une question de possession/consommation mais de déplacement des perceptions.

- Peur de manquer de quelque chose : changer le rapport à l'idéal, ou bien qu'il n'y ait pas d'idéal imposé. Faudrait-il une morale dans cette société, garde-t-on la justice ? Si on garde la justice, il faut un système pénal et un système carcéral, ou alors on trouve un autre moyen (à développer dans la partie justice). On s'imagine tout le temps que l'autre va nous manipuler, on projette bcp de choses négatives qui empêchent la rencontre, et produisent de la méfiance et du repli sur soi.
- Les institutions fixent les pouvoirs en voulant réguler : ça donne de l'esclavage. La règle serait le partage, conserver la propriété d'usage : quand on a besoin de quelque chose, on l'utilise, quand on n'en a plus besoin, on le laisse à disposition d'autre. Le salaire à vie peut être une transition pour y arriver.

Une société sans argent ?

- L'argent limite voire coupe le rapport à l'autre en donnant l'impression qu'on n'a pas besoin des autres, que l'argent est devenu une fin plus qu'un moyen, il oriente nos comportements. Une société sans argent ne serait pas « redistributive », les inégalités seront régulées par l'échange direct et la partage.
- La multiplication végétative permet de lutter contre la pollution, c'est une expansion où chacun utilise ce qui existe déjà pour le faire perdurer.
- Pour les pots communs servant à construire des projets, pas besoin d'argent : chacun donne de ses compétences pour y arriver, et on trouve là où il y a des ressources, ou bien on échange. C'est un processus à très long terme pour y arriver : sans argent, on définira plus facilement de quoi on a besoin et on arrêtera le gaspillage
- Distinction entre partage et échange en fonction de la proximité : penser l'échange sans argent
- Comment ça marche pour la santé ? Diffusion des savoirs et informations, groupes de travail entre initiés et non initiés, projets communs pour des recherches à développer en fonction des besoins : chacun prend soin de soi et des autres.
- Comment fait-on pour gérer l'énergie, électricité, gaz, textile ? Faire circuler les savoirs pour que les compétences soient partagées (garder les moyens de communication virtuels qui favorisent cet échange de connaissance, mais comme produits à utiliser à plusieurs et à long terme, pas comme produits individuels, limiter la production en pensant ressources communes).
- Comment fait-on pour gérer les ressources rares que l'on ne peut pas partager ? Pour les ressources rares dont on peut se passer (cacao, champagne...), privilégier leur accès local, chaque lieu ayant en fait ses ressources rares, le problème est d'en faire un profit et produit d'exploitation. Limiter les besoins, développer ce à quoi on a accès. Pour les ressources rares indispensables (cuivre, fer, gaz...), le penser sous terme de distribution mondiale équitable : chacun allant à son tour participer à sa production pour pas qu'il y ait de rapport de forces entre les territoires, favoriser les déplacements et échanges.

Travail

- Au niveau des entreprises : salariés actionnaires, pouvoir de décision rotatif
- Se libérer du travail forcé pour aller vers du travail libre : salaire universel ?
- La suppression du MEDEF
- Copropriété d'usage et des moyens de production : reprise de contrôle sur nos modes de vie et le monde économique
- Crée du travail en fonction de la demande citoyenne et des choix de chacun.e
- Salaire minimum : c'est quoi le minimum ?
- Partage et aménagement du temps de travail
- Production faite en fonction des besoins humains (valeur d'usage) et non du profit (valeur d'échange)
- Participation démocratique des fonctionnaires aux politiques publiques (hôpitaux, école...)

Créer du travail en fonction de la demande citoyenne et des choix de chacun.e

- Le travail doit être un moyen d'épanouissement défini comme participation à la collectivité, ce qui est essentiel pour la vie de tou.te.s (comprenant aussi la vie intellectuelle, culturelle, artistique). Le travail c'est qu'est-ce qu'on fait ensemble ? La politique, c'est comment ? Que ceux/celles qui ne souhaitent pas travailler pour produire puisse s'épanouir autrement. Le travail donne du sens à ce que l'on fait en ayant une portée collective : que les productions/creations soient valorisées avec une réappropriation personnelle sans propriété ni enjeux économiques derrières.
- On est dans l'illusion que produire, avoir un salaire universel serait la panacée, alors que cela servirait encore le capital : le revenu de base ressemble à des bons d'achat pour enrichir les actionnaires.

Partage et aménagement du temps de travail

- Le temps de travail sera choisi en fonction des activités (pas de contrat pour laisser libre cours à la collaboration) et variable au cours de la vie.
- Le salaire minimum est un « faux sujet » car il va augmenter le coût de la vie et augmenter la différence entre français et étranger. Ce qui est intéressant dedans est que ça permet de repenser le rapport au travail comme dépendance économique avec une émancipation du salariat. Le salaire minimum ne sert plus à rien si on augmente les prix et que l'on retire les cotisations sociales. La dépendance économique va se déplacer vers l'Etat, ça ne change pas le problème de la propriété territoriale. Il y a deux façons de le financer : la redistribution (impôts...), la création monétaire. Actuellement la banque centrale crée de la monnaie et cela circule entre banques (et paradis fiscaux). Les marchés financiers créent aussi de la monnaie virtuelle. 90% de la monnaie est créée par les prêts, au sein des banques : pour 1 euro, les banques ont 13 euros d'argent virtuel, on est au point où l'argent ne peut plus rembourser les crédits. Le capital fictif (crédits et dettes) favorise l'aliénation au système économique et retire la possibilité de faire soi-même. La banque a ce pouvoir de créer de la richesse sans travail, ce qui lui donne une toute-puissance. Pour s'approprier la création monétaire, on pourra instaurer des conseils collégiaux (ex jury citoyens) veillant aux risques d'inflation et rendant visible et compréhensible le mécanisme de la création monétaire.
- Toutes les banques seront collectives et sans possibilité de faire du profit. Si tout le monde a de l'argent à disposition cela renverse totalement le système : créer des monnaies locales non cumulables (pas d'épargne, avec seulement une valeur d'usage : on crée ce dont on a besoin) en dehors d'un système financier global où s'institue les rapports de force.

- 2 textes sur ce thème de Jacques Ellul : L'idéologie du travail. Droit à la paresse.

Production faite en fonction des besoins humains (valeur d'usage) et non du profit (valeur d'échange)

- Est-ce que le travail doit rentrer dans le système économique, ou pas plutôt suivre la logique écologique en se détachant de la valeur marchande ? Redéfinir le travail en fonction de ce que l'on aime faire et ce dont on a besoin dans une forme non productiviste
- Actuellement on veut un travail pour subvenir à ses besoins, pour gagner de l'argent : les plus démunis sont maintenus en dépendance. Supprimer les frontières et le salaire pour que le travail soit dans la dimension du partage et des échanges. En Pologne, des étrangers sont exploités dans les usines (travailleurs détachés) pendant une période courte : on utilise les frontières pour faire plus de profit. Le capital génère du capital tout seul, les humains ne lui sont plus indispensables mais en demeurent asservis pour vivre. On ne sait pas comment les choses sont produites et la misère qu'elles cachent.
- On peut considérer en venant à Nuit Debout on travaille, mais en dehors du système économique. Si chacun.e fait ce qu'il/elle veut, le risque serait que certains emplois soient délaissés : on pourrait envisager des temps tournants pour les tâches les plus difficiles, ou utiliser la technologie. Que le travail indispensable à la vie de la communauté soit appris par tout.e.s, car celui/celle qui les pratique acquière une valeur. Tout ce qui produit du lien social est du travail et comprend une responsabilité. Le travail peut être défini par le plaisir qu'il procure plus que par le profit ou la compétition.
- Dans l'histoire, la technologie a souvent favorisé les inégalités, l'urbanisme et les dominations (dépendance) : en Inde les habitants se sont endettés pour acheter des semences Mosantos. Chacun.e doit être rendu capable de faire les choses soi-même et à sa propre échelle par une appropriation collective des terres. Il n'y a pas besoin de robots ni de production industrielle si on retourne à petite échelle avec un échange de savoir-faire, le développement de lieux d'apprentissage théoriques et pratiques ouverts à tou.te.s où on fait ensemble sans division patron/ouvrier. Pratiquer permet d'apprendre à se connaître, développer ses capacités et sa propre aptitude à vivre avec son environnement. Pas d'évaluation des compétences ni de hiérarchie.
- Auto-limitation : l'être humain a toujours besoin de se rassurer parce qu'il ne se connaît pas et attend que quelqu'un lui dise qui il est et ce qu'il peut/doit faire. Le système de reconnaissance ancre notre identité dans un rapport de domination. Le travail devrait lui permettre de se définir lui-même plutôt que de vendre à un autre sa force de travail. Marx a développé le fétichisme de la marchandise : la vie, le corps, l'esprit se vendent comme des marchandises et le marché définit la valeur de l'individu. Laisser à chacun.e la possibilité de changer son mode de vie pour gérer le partage des ressources indispensables (au lieu des « ressources humaines »). Limiter le progrès à ce qui est partageable et utile pour la collectivité à long terme. Quand on se sent responsable (et pas dépendant) de ses conditions de vie, on veut participer.

Participation démocratique des fonctionnaires aux politiques publiques (hôpitaux, école...)

- Garder la technologie pour la santé et la communication : assister l'homme, pas remplacer le soin

Investissement dans des projets communs qui servent à tou.te.s

- Le travail part de nos besoins : manger, se vêtir, se loger, se chauffer, apprendre, échanger, se déplacer. Pas de propriété dans les savoirs, tout doit être accessible à tou.te.s : la notion de compétition au travail arrive dès l'école, alors qu'une passion

partagée collectivement ça peut être considéré comme un travail (défini comme ce qui est fait collectivement) : changer le mot « travail » pour qu'il prenne en compte la dignité de l'action et de la pensée humaine ?

Salariat :

- Pas de Medef dans la société idéale puisqu'il n'y aura pas de salariat. Pas besoin non plus de syndicats, mais une instauration de règles pour les rapports humains qui sera de l'ordre de la justice puisqu'elle s'impliquera à tous les rapports humains, qu'ils soient liés au travail, à la famille, à l'école ou ailleurs.
- En France, pour être éboueur, il faut être sans-papiers, noir ou arabe... Et c'est le même principe pour tous les emplois. On pré-construit un profil en définissant des populations précaires et des couches de société puis on met chacun.e dans une case dont on ne peut plus sortir.
- Le salaire n'est pas en rapport avec la valeur d'usage : par exemple une infirmière a une valeur d'usage bien plus importante qu'un footballeur. Le travail c'est un moyen, pas une finalité.

Education et travail :

- Apprendre aux enfants à faire les choses par eux-mêmes en les laissant développer leur créativité, et leurs modes d'échanges. Plutôt que d'apprendre pour avoir des diplômes et aller se vendre avec ces diplômes. Notre identité est définie par notre travail : le rapport que l'on a avec le travail détermine les relations que les êtres humains ont entre eux.
- L'éducation nationale est une des rares choses qui n'a pas évolué depuis 200 ans. Le conseiller d'orientation fixe les cases dans lesquelles vont s'inscrire les compétences de l'enfant et les accrocher au marché du travail en réduisant leur créativité. Si l'enfant n'arrive pas au niveau attendu, on va le réorienter, c'est de la manipulation de masse où tout est défini par un autre lui-même attaché au marché. Dans l'idée même d'école, on enseigne tout sauf le savoir-faire. Quand il y a une souffrance dans la classe, il faut la prendre en compte : l'écouter et la penser collectivement est une éducation en soi.
- L'éducation produit des élites, dans le même moule. L'école c'est comme un parking/garderie pour les enfants d'ouvriers, aux mêmes horaires de travail, reproduisant le schéma. On apprend à rester sur une chaise pour assimiler du par-cœur et le restituer lors des interrogations.

Choix du travail :

- Aujourd'hui, il y a du travail réservé. Un premier travail viserait à rendre connues les richesses qui existent et leur limite, autant au niveau écologique, qu'au niveau de ce qui est produit, des cultures, des langages, ce que l'on a déjà et ce qu'il y a en chacun.e. Ouvrir les yeux sur ce que nous avons : chiffrer ce dont on dispose et le répartir équitablement pour tout être vivant. Nous sommes tou.te.s propriétaires de ces richesses, le travail arriverait pour mettre en valeur cet état des lieux.
- Confucius « choisissez le travail que vous aimez et vous n'aurez plus à aller travailler une seule fois dans votre vie ». Les sous-métiers sont liés aux pré-conceptions : un travail pénible n'est pas un travail indigne. Dans la société idéale on fera tourner les emplois pénibles comme participation à la collectivité pour développer ses compétences, on pourrait organiser notre société pour que les travaux difficiles et indispensables à la collectivité tournent sans rémunération, comme un travail collectif partagé par tou.te.s.

La valeur du travail

- Le travail est le plus grand mensonge : aujourd’hui la vie d’un individu se résume à travailler pour gagner un salaire, consommer pour dépenser ce salaire (ex : on fait un crédit pour acheter une voiture qui nous permettra d’aller travailler puis on travaille pour le rembourser). En tant que SDF, on peut vivre mieux qu’en travaillant car on ne se plie pas à une contrainte liée au système économique. Le travail cache tous ces problèmes du quotidien, ce n’est pas une solution mais la clé de l’aliénation, le mécanisme du problème qui rend flou le rapport entre les gens pour imposer un rapport de domination qui a des répercussions dans toute la société. Tant que le travail se résume à obéir et nourrir le capital, il doit disparaître « trouver des gens vivants en ce monde est devenu chose très rare, car la plupart des gens se contentent d’exister » (Victor Hugo).
- Le problème est l’acceptation de la situation dans laquelle on est pour le moment, de confier sa vie à l’ingérence d’un individu. La richesse de la rencontre ne s’acquière pas avec le travail, bien au contraire le travail l’empêche en occupant les personnes et en les empêchant de penser de leur propre chef, ça les épuise et limite leur activité à une routine. Le travail dans la prison est l’exemple même de la fonction du travail comme apprentissage à la soumission. Engels montre que l’on n’a plus besoin de réfléchir avec le travail, que c’est la clé qui permet un contrôle des corps et des esprits.
- Travailler ça peut être beau quand on s’y sent libre. On a l’illusion que le travail peut être émancipateur, comme on peut dire que le travail des femmes leur a permis de s’émanciper. Or, c’est justement parce que les hommes avaient un pouvoir économique prêté par la reconnaissance de leur travail, que le seul moyen pour que les femmes aient un statut d’égal devait passer par le travail. Avant d’entrer dans le marché du travail, les femmes travaillaient mais en dehors de la sphère économique (voire l’ouvrage d’Ivan Illich : le genre vernaculaire). Le tout est de considérer que chaque activité humaine est un travail et a une valeur, sans la référer à une valeur financière.
- Proudhon a développé la révolution permanente et douce, plutôt qu’une révolution violente qui ne fait qu’un tour sur elle-même. La parole est une forme de révolution permanente, le fait que tout le monde ne puisse pas s’exprimer est aussi lié à la valeur qu’on donne à certains statuts plus qu’à d’autres.
- Il y a beaucoup de suicides dans l’agriculture alors que c’est un métier/passion : c’est son assujettissement à la productivité qui détruit l’activité en elle-même. Sortir le travail du modèle monétaire ne va pas conduire à rien faire, bien plus à faire par soi et avec les autres sans relation hiérarchique : que ce ne soit pas l’argent qui fasse la valeur du travail. Nous pouvons avoir des conseils par métiers pour échanger les savoirs, sans que ce soit des monopoles qui définissent la valeur d’échange.

Le chômage :

- Le chômage permet d’avoir une main d’œuvre soumise et toujours disponible : Marx l’appelait « armée de réserve ». C’est le résultat de la destruction du travail : on crée de plus en plus d’ordures pour déléguer du travail à des « classes inférieures » créées par le système productiviste. L’offre et la demande institue un rapport hiérarchique : c’est au détriment de la liberté en tant qu’individu. C’est le principe du sablier : on est riche si d’autres sont pauvres, et on peut inverser le sablier sans changer au fond la situation. L’offre et la demande est liée à la création du pouvoir d’achat : lorsqu’il y a deux individus sur une île déserte. Ceux qui ont plus injectent de l’argent et influencent l’offre et la demande en rendant les travailleurs dépendant : le chômage est une causalité créée par la manipulation monétaire, budgétaire et politique. Si l’offre et la demande est cassée, on aura de nouveau du pouvoir sur nos vies, nos productions et notre consommation.

La santé

Rapport santé/maladie :

- Canguilhem pose que la « la santé c'est tomber malade et être capable de s'en remettre », c'est-à-dire que la maladie n'est pas opposée à la santé mais qu'elle la constitue. Cela remet en cause la prévention du risque qui va vers la responsabilisation de l'individu plus que du social. La santé comme connaissance de son corps propre, sentir ce qui nous fait du bien ou du mal et être réceptif à ce qui existe à l'intérieur et à l'extérieur de soi.
- Actuellement la santé est prise dans le modèle économique. On pourrait avoir un ministère de la maladie plus que de la santé, avec les ressources homéostatiques : naturopathie. C'est aussi dans un souci de la performance : il faut cocher ce qui ne paraît pas dans l'idéal pour ce culte. La « science médicale » a supplanté les techniques naturelles, ça a permis de favoriser des découvertes mais a aussi ravagé un rapport plus direct au corps et à notre environnement (comprendre son corps, comment on devient malade, demander de l'aide aux autres sans croire que le médecin est Dieu et peut penser pour nous)
- Passer par une autre éducation pour apprendre à prendre soin de soi et à être à son écoute, trouver dans son environnement et avec les autres comment se soigner. Le séquençage du génome nous permet de connaître les carences et potentiels chez chacun.e.
- Veiller à ce que notre environnement soit sain, ainsi que ce que l'on consomme, c'est aussi apprendre à se connaître en lien avec. D'être handicapé ça donne un autre rapport à soi et au monde, on peut y trouver une richesse incroyable, parce qu'on développe de nouvelles capacités. Quand on ne peut plus marcher ou courir, on a un autre rapport au temps, cet enrichissement n'est pas écologique. Le regard des autres est la première forme d'exclusion, qui est produite par un culte idéal d'individualisme (comme les robots : instaurer un culte de la solidarité pas en terme de compétition ni de performance, que ce soit en dehors du système économique, comme ce qui fait société).
- Arrêter d'avoir peur de l'autre et de la différence, de la maladie, penser en termes d'expériences. Les assurances, les formalités et le « tout préventif » nous rendent peureux de la maladie et de l'autre ; est-ce que la guérison c'est ne pas avoir mal, ne plus sentir son corps ou plutôt être en harmonie avec le cosmos (cf stoïcisme). Il y a toujours un aspect social de la maladie, le tout est de savoir ce qu'on a à faire ensemble, ça passe par le corps et la perception de ce que l'on produit. Par exemple le sport peut être penser comme extension sensorielle plutôt que comme performance. La guérison c'est se réconcilier avec les autres, chacun.e peut trouver sa manière de le faire, ça ne doit pas venir d'un autre faisant autorité par son savoir et/ou sa position sociale. Qu'on soit toutes et tous les médecins de nous-mêmes et des autres, que tout ne soit pas pensé en terme de rationalité. Cela sera facilité par les informations circulant librement via le numérique et les rencontres : suppression des brevets.
- L'exclusion est corrélative du non partage des savoirs. Apprendre à se connaître et faire ensemble, quels outils trouver pour que chacun.e trouve et développe le potentiel qui est en lui/elle. Penser en termes d'équilibre plus que de conformité. La solitude est masquée par les réseaux sociaux et par le culte de l'image renforcé : on n'apprend pas à apprécier à être seul avec soi-même, et ceci peut se faire en présence ou non de l'autre, que ce soit apaisant.

Hôpitaux public/privé :

- Le personnel soignant est surexploité, ce qui est en lien avec les lobbies pharmaceutiques. Dans la société idéale, on supprimera les labos prévus.

- Les APMP/Universités qui produisent du savoir, récupéré par les lobbies (exemple de l'hépatite C). Dans la société idéale : plus de brevets sur les médocs. Peut-être qu'il est temps aussi de séparer industrie et médecine (comme avant religion et état), science et économie. Qu'on n'oublie pas que l'objectif principal est que ce soit accessible à toutes et tous. Hippocrate disait « d'abord ne pas nuire » : qu'on développe des savoirs entre nous. Le tissu associatif est très important et actif, cela doit aller vers une réappropriation de ses propres capacités. Dans la cité des sciences et de l'industrie, on commence à faire des conférences sur le « patient expert » : c'est celui qui est soigné qui dit la façon dont il veut l'être.
- Que les savoirs partagés permettent de combler l'inégalité des territoires. Remettre de grands lieux de soin et de formation en campagne qui comprenne les différents types de soin (comme l'effet placebo). La sécurité sociale doit être pensée comme droit à vivre, et non pas comme charité : pas d'hôpitaux ni de cliniques privés. Ou alors tous les soins sont gratuits : pas de frontières non plus dans l'accès à la santé. De grands centres de formation seront créés dans lesquels toutes les médecines auront leur place et où patients et soignants/médecins s'apporteront leurs compétences.

Médecines :

- Association des cueilleurs et cultivateurs dans le Sud qui utilisent des plantes médicinales. Des peuples autochtones utilisent des plantes pour la contraception ou pour devenir stériles, et cela en respect avec les ressources. Ils sont en danger par rapport aux monopoles. Le rapport entre patients et clients est toujours porté vers performance et économie, notamment avec la cotation à l'acte.
- Médecine curative traditionnelle : une plante peut soigner chaque maladie. Le vaccin est l'exemple de la prévention qui utilise la capacité de la réaction des corps. Une tisane peut soigner le chikungunga alors qu'aucun traitement médical ne fonctionne, de même pour beaucoup de maladies. Des champignons fabriquent des molécules qui ont des effets anti-cancérogènes. L'industrie priviliege les solutions technologiques. On a d'un côté les bactéries et de l'autre les virus. Des antibiotiques créent de la bactériorésistance qui diminue continuellement la diversité et les capacités de résistances.
- Transfert médical et effet placebo, aller vers une capacité qui ne dépend pas d'un autre pour nous dire qui on est, ce qu'on a, ce qu'il nous faut. La maladie psychique est en augmentation, liée à l'extension d'une conformité qui rend les exclus malades, alors que la maladie psychique est une souffrance de vivre dans le monde qui nous environne. La société doit être un lieu de guérison, s'appuyant sur la diversité.
- Il existe la médecine minérale (ex : bain de mercure pour les pb de sang, aiguilles de quartz qui produisent des vibrations pour les maladies de peau en extrayant la matière toxique), cristalline, animale, magnétique (par exemple les coupeurs de feu).
- Le rôle du mental dans la santé est en rapport avec la croyance. Une expérience a montré qu'on obtenait le même taux de guérison lors d'une intervention sur le cœur quand on faisait l'acte chirurgical ou seulement une incision. C'est le rapport au pouvoir qui est au cœur de la guérison : donner à chacun.e le moyen de trouver ce pouvoir en soi, en affection les uns avec les autres. Le contact humain peut aussi être recherché par besoin, pour se sentir mieux en soi plutôt que de projeter sur les autres son malaise interne en cherchant de la distraction. On cherche l'idéal partout alors qu'être bien avec soi permet d'être un lieu de soin et d'accueil qui apaisera les autres.

Technologies :

- Ne pas négliger les apports de la technologie, aussi pour la chirurgie. Si on supprime le principe de profit, le soin pourra être partagé. La médecine est un art plus qu'une science parfaite, parce qu'on fonctionne sur des pronostics/statistiques, et que cela évalue avec les systèmes de représentation d'une époque. On n'a pas encore pris en

compte ce à quel point les cellules peuvent se métamorphoser et sont potentiels de mutation.

- Quel rapport entre le corps et l'objet technique ?

Autres propositions :

- Transhumanisme : toute une idéologie vise à se passer de la mort, de la souffrance, voir sa ressenti pour augmenter ses capacités productives. Quel risque y-a-t-il à laisser totalement de côté son corps pour le rendre mécanique et dans un contrôle total ?
- Accompagner la douleur est différent de la faire disparaître, on peut aider des malades avec la sophrologie en ramenant la personne vers des souvenirs agréables sans se couper de l'expérience : l'organisme est une unité corps-esprit, on s'adresse à l'ensemble de la personne, on ne la considère pas comme porteuse d'une maladie extérieure mais comme une personne qui souffre, et dont la souffrance peut être atténuée dans le rapport aux autres. Trouver un sens par rapport à ce qui se passe dans notre corps ; quand on est mal, rien ne permet d'accéder à la guérison.
- La tendance suicidaire est produite dans la répétition d'un isolement sans réception de la part de l'autre. Il suffit d'un élément en trop, un déclic, pour provoquer le passage à l'acte. Quand on est déprimé, on a besoin qu'on accueille leur souffrance, ce qui peut être pénible car on veut se débarrasser de la souffrance de l'autre qui fait écho en nous. On cherche à ce que l'autre réagisse en sortant de son ressenti, mais pour que cela soit possible, il faut d'abord être terre d'accueil pour avoir une possibilité d'action. Il y a là aussi la peur de l'autre.
- Il faudrait demander aux médecins de quelle façon ils peuvent apporter quelque chose à la société idéale pour se réorganiser au mieux. Toutes les techniques de détente permettent de meilleures conditions de vie et pourtant ne sont pas prises en compte dans la santé (et dans les remboursements). Elles ne sont pas considérées comme médicales alors qu'elles ont une fonction préventive et réparative essentielle. De même, on interdit le cannabis en France parce que l'on produit beaucoup de morphine et que cela enrichit les labos pharmaceutiques. Tout l'argent du narcotrafic est directement réinvesti dans les banques qui dirigent l'Etat.
- Le travail de nuit atteint la santé car il perturbe le rythme habituel, c'est encore l'impact de la dimension économique sur le cycle écologique. Le travail imposé et compétitif nous rend malade parce qu'on nous demande des choses impossibles.
- Le sida dans la société idéale sera compris dans un travail contre la peur de l'autre car il existe la capote pour se protéger tout en restant en contact avec l'autre. Que ce soit accessible à tout.te.s, ainsi la préservation de la vie ne sera pas une prise de risque, mais la possibilité de rencontres qui nous ouvrent. Dans la société que l'on veut, le sexe ne sera plus pensé comme un risque mais comme un moyen de se soigner, de se faire du bien, de partager avec les autres.
- La sexualité des handicapés est souvent perçue comme monstrueuse, parce que notre rapport à la sexualité est normé. On a un accès à la sexualité sans filtres via les réseaux virtuels, ce qui est en opposition avec le tabou de la société qui laisse cette question là à l'éducation sexuelle, alors que ça devrait être un sujet habituel. Apprendre à découvrir sa sexualité et son corps sans tabou c'est dès l'enfance où se développe une culpabilité. On a très longtemps nié la sexualité des enfants, ce qui produit tout un mécanisme de rejet et de dégradation du corps, alors que la découverte sexuelle infantile étayée par la bienveillance de l'adulte permettra aux enfants d'être mieux informé sur comment se protéger tout en se faisant plaisir. Les interdits moraux restent très forts dans notre société, couplés à une logique de compétition phallique et de performance sexuelle où le corps est objet de consommation.
- L'hygiène devrait être perçue comme le traitement des déchets plus que comme une purification : penser les déchets de son propre corps comme une richesse plus que

comme une saleté. Ça fait partie de la réparation de soi, on devrait boycotter les enseignes qui nous poussent à consommer contre notre bien-être.

- Chacun est responsable de sa santé, en même temps il y a un impact de la société sur la santé. La responsabilité de l'individu est actuellement le moyen trouvé pour se passer d'une remise en cause de la société. En fonction des épreuves de vie de chacun.e, on peut essayer de gommer sa souffrance par des toxiques. Si je ne m'occupe pas de la santé des autres, cela affaiblit la multitude des forces sociales et déstabilise l'ensemble. En prenant soin des autres, on prend soin de soi, tout est en lien, ce qui nous entoure comme ce qui est à l'intérieur. De voir des personnes qui souffrent, ça apprend à se soigner soi-même et ses proches, ça fait écho en soi et ça se déploie. L'individualisme n'est pas contradictoire avec l'organisation sociale, la solidarité est compatible avec la liberté individuelle radicale, le tout est de lutter contre le conformisme du bien-être et du bien-penser, être un individu c'est penser par soi-même, et cela n'est pas de l'égoïsme. C'est le clergé plus que la religion qui nous a rendus individualistes et en compétition les uns avec les autres. Il faut savoir dire non au système qui nous pousse à se mettre en violence avec l'autre par la puissance du conformisme qui nous empêche de penser, d'avoir confiance en son propre ressenti et de pouvoir l'exprimer.
- On confond empathie et responsabilité, accueillir la souffrance de l'autre peut être la répéter si l'on est dans un rapport où la douleur de l'autre nous rassure sur notre propre vie. Si l'on considère que cette douleur est ce qui maintient l'autre en vie, alors on peut poser qu'il y a un plaisir victimisant dans cette souffrance, mais cela n'est pas accessible à tout le monde, car l'auto-destruction peut être le seul moyen trouvé pour se sentir en vie, que ce soit sous la forme de sentir son corps douloureux ou être reconnu dans sa plainte. Pour qu'un soignant s'occupe bien du soigné, il faut qu'il soit en bonne santé et qu'il est des conditions de travail qui lui permette de trouver un espace de dialogue et de réconfort. Cela ne peut exister que si l'écoute et le contact à l'autre est maintenu pas toujours dans l'urgence.
- La santé concerne le bien-être physique et psychique, pour que ce soit possible, il faut prendre en compte les facteurs de l'hygiène, des modes de vie, de l'alimentation, de l'environnement : cela pose des problèmes de liberté individuelle quand on pense l'hygiénisme comme une nécessité sociale. A développer

Paix et solidarité internationale

Concordat universel

- La Déclaration des Droits de l'Homme est occidentalocentrale, il faudrait l'élargir aux autres modes de vie et poser avec une justice qui l'applique plus que de le poser en idéal moral lointain comme c'est le cas aujourd'hui.
- Les médicaments sont aussi une arme pour rendre les personnes passives, les aliéner au système de « sécurité » social ou pas...

Interdire la marchandisation de l'armement

- L'armement est un moyen de pression et de domination, ça devrait être détruit sur l'ensemble du globe, en plus ça produit beaucoup de déchets. Produire des guerres, c'est un fond de commerce entretenu par les puissances mondiales. Quelqu'un qui se sent soumis va vouloir se défendre, et souvent on nous désigne un ennemi fictif pour faire « union nationale », on entretient la peur pour consolider les gouvernements, comme « nous protégeant ».
- Les ressources nécessaires pour fabriquer l'armement maintiennent les populations dans une grande pauvreté, pour l'avoir à merci. Pour sortir du contrôle des grands

groupes, nous pouvons développer l'autonomie en redonnant aux populations l'accès à leur ressources et aux moyens de production.

Interdire les OQT, mettre aux frontières un contrôle pacifique garantissant une libre circulation et une justice internationale

Eradiquer la misère du monde et respecter la culture de chacun en n'intervenant pas dans les conflits : non à l'exploitation des autres pays

- Tant qu'il y aura des inégalités, il ne pourra pas y avoir de paix sociale, la guerre profite au capital, cela relance la consommation : la destruction et la peur lui apporte beaucoup dans une logique de confort et de prévention du risque.
- les journalistes indépendants sont directement visés par les militaires. L'ONU ne fait pas son travail pour les protéger, alors que ça devrait être un organisme de contrôle. Ce sont des enjeux politiques plus qu'idéologiques qui déterminent les actions de l'ONU (en lien avec les pouvoirs militaires et financiers). L'ONU doit être en lien avec les journalistes indépendants et la population pour orienter ses actions.
- Plutôt que de détruire, commencer par construire autour de nous, petit à petit de plus en plus loin. Ne pas revenir sur la peine de mort et interdire tout type de torture.
- En France, la paix et la solidarité ne sont pas du tout en place, c'est donc difficile de se projeter dans une logique internationale, surtout que cela est laissé aux mains des gouvernements. Les conflits arrivent déjà à l'intérieur de nous-mêmes : les discours et les représentations nous divisent bien plus que les besoins réels (nous avons tout ce qu'il faut pour partager l'espace terre) et on s'imagine qu'on se bat contre les autres alors que c'est contre des images. La société entretient les frustrations pour nous mettre les uns contre les autres et imposer des visions du monde qui seraient incompatibles. Ce qu'il faut d'abord déconstruire, ce sont les systèmes de domination.
- Déjà, poser « ils » comme des ennemis nous place dans des représentations floues qui attisent les fantasmes. Internet peut donner accès à d'autres discours, à condition que les monopoles des GAFA ne nous imposent pas des algorithmes qui reproduisent cet enfermement dans une vision du monde (avec les bulles de filtrage). C'est comme si on était dans la rue sauf que c'est du virtuel, cela nous coupe de la découverte immédiate, à partir du corps, du ressenti, et accentue aussi la crainte de s'engager auprès de l'autre : on arrive bien au « tout sécuritaire ». Avec le virtuel, on crée psychologiquement une expérience, ce qui produit une division interne par rapport à l'environnement proche.

Accueil des réfugiés

- La censure bloque la solidarité : plutôt que les liens entre peuples passent par leurs dirigeants, que ça se fasse directement en favorisant les rencontres internationales, les voyages et les échanges hors du capitalisme touristique. Trop souvent on pose un jugement sur un peuple en fonction de celui/celle qui le représente (par exemple avec la Russie, les Etats Unis).
- Donner les moyens aux réfugié.e.s de constituer des réseaux une fois dans les autres pays et des relais médiatiques, possibilité de mettre en place une organisation solidaire.
- Si l'on ne va pas chez les autres pour régler leur conflit à notre façon dans une volonté de contrôle et de domination, cela laissera plus de possibilité à la solidarité des peuples. Sinon, c'est toujours une entrée dans un marché compétitif où toutes nos richesses comme nos faiblesses sont exploitables comme profit du capital. Même la laïcité est un marché pour la non-tolérance, le corps humain est chosifié comme tout le reste, l'autre n'est plus qu'un moyen pour accéder à ces choses. Les représentants jouent le rôle de personnages, tout comme nous ! on consomme notre propre

frustration, il faut être prêt à pardonner et prendre en compte qu'il est difficile de sortir des codes institués, être patient, et surtout ne pas imposer les siens.

Sortir de l'OTAN

- L'OTAN fait peur aux autres pays par l'alliance entre Europe et Etats Unis, ce sont des contrats militaires, ce qui a plutôt tendance à alimenter les conflits pour des intérêts géopolitiques en faisant pression. C'est un outil de domination parfaitement mis au point dans un cadre légal. C'est une logique d'empire pour aller s'accaparer les richesses, et un positionnement par rapport à la Russie qui est aussi dans cette logique d'empire. Le fait de massacer quelqu'un peut donner l'impression d'être Dieu, d'avoir une puissance sans limites. Et en même temps cela produit des conséquences destructives (vengeance, peur, haine, isolement) : les jeux vidéos exploitent cette envie de rébellion, cet isolement, ce manque de contact entre les gens.
- L'Union Européenne a été créée pour la paix en Europe et c'est en fait une coalition entre les dirigeants européens les plus puissants. Ce ne sont pas les peuples qui font des guerres, ce sont eux qui les subissent et on les y pousse via la propagande.

Connaître les chaînes de production à l'international (travail des enfants, surexploitation, salaires de misère, condition de transport...)

- Le confort et le numérique nous font oublier toute l'exploitation qu'il y a derrière, de même que la recherche constante de prix plus bas qui nuisent aux humains et à l'environnement. Prendre en compte la conséquence de nos actes plutôt que de se voiler la face. Beaucoup d'autres pays imaginent qu'on est libres, c'est une illusion, une fiction produite à laquelle même certain.e.s parmi nous croient : nous sommes archi-dépendants de notre confort, et celui-ci est entièrement contrôlé par d'autres. Les enfants deviennent des robots contrôlés par les images qu'ils ingèrent et produisent sur les réseaux sociaux, leur perception du monde, de leur corps est aplatie.
- L'exploitation des autres pays est aussi possible par un manque d'éducation, entretenu volontairement par les gouvernements. C'est une corruption systématisée : voir le documentaire *L'homme qui répare les femmes* sur la République du Congo, il montre l'exploitation des richesses et des hommes, c'est cela qui gangrène l'Afrique.

Mettre fin aux racismes et discriminations :

- On vit dans une société de plus en plus injuste, alors qu'on fait paraître l'inverse. Il y a une illusion de pouvoir parler, manifester alors que cela est beaucoup plus réprimé, les jeunes dans la rue sont en danger. Même quand le peuple s'oppose aux lois, elles passent et la démocratie représentative nous maintient dans une soumission.
- Le renfermement dans notre petit monde nous empêche de voir ce qui se passe autour de nous, surtout tout ce qui est rendu invisible, inaudible car non médiatisé. Le racisme est d'abord entretenu par les institutions et leurs bras armés.
- Sourire dans le métro et parler à son voisin ça participe déjà, à l'échelle de chacun.e au dépassement des frontières imaginaires. Cela perturbe les codes aseptisés et c'est une grande force parce que l'info peut à nouveau circuler, en échangeant en permanence, on peut se passer des outils numériques : ça dépend en fait de chacun.e de nous, en rapport avec mesurer la conséquence de ses actes.

Interdire les OQT, mettre aux frontières un contrôle pacifique garantissant une libre circulation et une justice internationale

- Les frontières sont-elles nécessaires, quel est finalement leur but, réguler les hommes et les marchandises ? c'est entre la protection et le contrôle, la barrière entre les deux

étant poreuse, ça interroge aussi la souveraineté nationale. Que les humains puissent circuler comme les idées, par contre on garderait les points de contrôle pour les marchandises pour conserver la qualité en pénalisant ce qui consomme beaucoup d'énergie (transports longs) et ce qui exploite les ressources non renouvelables.

- Pas besoin de frontières nationales si on pense en terme de zones locales en correspondances les unes avec les autres. Il serait possible que chacun.e choisisse où il/elle veut aller, pas d'enfermement dans une identité nationale.
- Au Moyen-âge, après l'effondrement de l'Empire Romain, beaucoup de sociétés ont fonctionné sur des bases communales connectées les unes aux autres : beaucoup de circulation de marchandises, de voyageurs, c'était très différent du modèle de l'Etat Nation centralisé. Le commerce était florissant avec une activité industrielle en lien avec les allées-venues, de grandes choses ont été construites à petite échelle (par exemple, c'est à ce moment que le réseau routier s'est établi). Le modèle de l'Etat-Nation a été imposé au XIX^e siècle en Europe, avec des autorités séparées.
- Les frontières ne sont pas nécessaires quand on a la notion de territoire : cela implique une responsabilité par rapport à son environnement premier, on s'auto-définit des contraintes pour arriver et repartir, et on donne une réelle implication pour rester. Habiter a un sens, tout comme habiter son corps, c'est y faire attention, se percevoir comme partie du tout car intérieur et extérieur sont en lien, c'est une contrainte qui rend plus libre. Ce n'est pas imposer des règles dans un territoire, c'est développer un rapport aux autres qui soient de s'enrichir en permanence, être toujours en connaissance du fait que la Terre n'est pas notre propriété et qu'on construit mieux à plusieurs.
- La première chose est de s'adapter à l'endroit où l'on vit, tout en pouvant y apporter quelque chose mais dans une logique de construction, partage, pas de destruction ou d'envahisseur. Il y a des outils adaptés aux territoires et aux arts qui y sont développés.
- Dans la Fable des Abeilles de Mainville, ce qui est le plus facile à cultiver est l'envie et cela dirige notre société de consommation. C'est quand il y a impossibilité totale de construire un avenir qui soit autre qu'une illusion, quand toute la société est fondée là-dessus. Aristote disait qu'en bannissant les riches de la cité, il n'y aurait plus de pauvres, mais cela nécessite aussi de revoir la circulation de la monnaie. L'Abée Pierre « il n'y a pas de violence qu'avec les armes, il y a des situations violentes : ceux qui ont remplis leur assiette en laissant les autres vides ». Une grande partie des problèmes vient de la non répartition des richesses : toute politique qui ne pose pas d'embrée cette question, qui est celle du partage, est une politique dangereuse qui va favoriser les clivages.

Mettre fin aux racismes et discriminations :

- C'est le même problème que les frontières, on pose des barrières par rapport aux couleurs de peau et modes de vie alors qu'on ne sait même pas à qui on a affaire. C'est un problème de communication et de médias, créer des passerelles au niveau inter-individuel pour aller au-delà des représentations. C'est définir un « il/nous » essentialisé, alors qu'il existe 1000 variantes dans chaque culture, on stigmatise des populations. La violence n'est pas culturelle, elle existe partout, le racisme nous empêche de percevoir la complexité humaine, on suppose une nature/essence qui nous rassure pour nous conforter dans une identité morale et justifier nos actions. La différence est partout, déjà dans notre vie : on n'est pas le/la même dans différentes périodes de notre vie. C'est aussi la capacité de se pardonner, mais cela ne doit pas se poser au niveau des statuts et des hiérarchies.
- Comment se défaire de l'idéologie raciste ? Le racisme a été développé et relié à l'immigration, à l'exploitation des peuples par d'autres, c'est une manière de nous diviser qui sert aux gouvernants. C'est aussi toute une lecture de l'histoire qui nous a imprégné, avec certains qui ont un sentiment de puissance et d'autres qui se

perçoivent eux-mêmes comme inférieurs, tellement ça a été renforcé par l'éducation et le regard des autres. On essaie même de faire croire aux blancs qu'ils ont aidés des peuples en les colonisant, le problème est encore de poser et d'entretenir un « vous les français, nous les étrangers » et inversement qui confortent ces oppositions. Il y a de plus en plus de méfiance parce que les gens ne se rencontrent plus et ont peur les uns des autres, ce qui est entretenu par l'idéologie sécuritaire. Il y a un mensonge étatique qui se déploie au niveau identitaire pour faire Union Nationale et donner un ennemi commun à l'extérieur pour que le peuple s'allie avec le gouvernement.

- Si demain les immigrés arrêtent de travailler en France, tout sera bloqué ! Mais cela semble improbable car ils sont maintenus dans une peur et un sentiment d'illégitimité très puissant qui leur est renvoyé partout. Le racisme, c'est penser qu'une race est supérieure à une autre, pour permettre une exploitation justifiée moralement. La religion comme la science portent une descendance humaine commune, ce sont les rapports de force qui se sont institués et ont donné l'illusion des races supérieures. Il faut faire attention à ne pas mélanger racisme et hiérarchie des statuts sociaux qui produisent aussi des différences et de la haine, même si les deux sont bien souvent corrélés.
- Le racisme est intensifié par le bras armé de l'Etat qui stigmatise certaines populations, cela provoque de la haine des jeunes contrôlés contre la police, puis contre l'Etat, puis contre la population censée représentée par cet Etat. Et dans l'autre sens, à force de voir des personnes de couleur contrôlées, une majorité de la population se dit qu'ils sont souvent en faute et finissent par se persuader qu'il faut s'en méfier, c'est la boucle bouclée... Il y a aussi une non mixité sociale qui s'est instaurée avec les cités : la pauvreté a une couleur de peau et une localisation aujourd'hui et on met ça à distance comme si c'était un fait acquis, on essentialise. De même on a laissé la délinquance s'installer pour y opposer un contrôle plus fort « justifié », alors que la délinquance est d'abord corrélée à la pauvreté. Cela permet de grillager les territoires et conforte l'idée des policiers que certaines populations sont plus « à risque » que d'autres, d'autant plus que c'est ce qu'on leur enseigne.
- Le racisme est lié à une idéologie d'expansion impérialiste, aujourd'hui associé au sécuritaire avec la fermeture des frontières. Abandonner l'empire militaro-industriel, culturel, langagier, économique, doit être la première des choses. Le raisonnement n'est pas national mais en terme d'empire, l'international est pratiqué dans cette logique (ex Bolloré). C'est ce qui est sous-entendu par le terme « ordre mondial » qui prend déjà une connotation policière. Sortir de cela commence par aller à la rencontre des réfugiés, sortir de ses lieux habituels, oser entrer en contact avec ceux/celles à qui on ne s'adresse jamais.
- Interdire la marchandisation de l'armement
- Eradiquer la misère du monde et respecter la culture de chacun en n'intervenant pas dans les conflits : non à l'exploitation des autres pays
- Améliorer l'accueil des réfugiés
- Sortir de l'OTAN
- Connaitre les chaînes de production à l'international (travail des enfants, surexploitation, salaires de misère, condition de transport...)

Commerce international

- Sortir de l'Union Européenne et de l'euro
- Stop au TAFTA, CETA et APE
- Retirer à la France le contrôle et la régulation des francs CFA

Les outils numériques : état des lieux au 4 avril//400 mars 2017

L'organisation interne

Notre commission se coordonne à l'aide de deux outils principaux : une liste de diffusion par email et un pad en ligne. Les deux ont été mis en place durant la première semaine d'activité (11-18 avril). Le planning est fixé sur le pad et chaque journée a son compte rendu diffusé sur la liste mail.

La page Facebook

Créée le 10 avril, soit deux jours après l'adoption de la charte et la veille de la première journée organisée sur la place, le dimanche 11 avril 2016.

Facebook permettait de nouer un lien entre les organisateurs et le public au moyen de sa messagerie, mais également d'annoncer le programme et de publier des photos (témoignages) de notre activité sur la place.

Par la suite, avant l'ouverture du site web, il a servi à publier les textes de interventions. Désormais, elle a une fonction de messagerie et de relais des articles du site web ; on y publie (rarement) des invitations à des événements/manifestation ou des tribunes liées à Nuit Debout, la Convergence des luttes et le soutien aux réfugiés (Calais et 19ème arrondissement).

A ce jour, elle compte **2399 mentions « J'aime » et 2375 abonnés**.

Le compte Twitter : @Debout_Educpop

Créé durant la première semaine (12-19 avril). Dans un premier temps, il a servi à relayer en direct notre activité sur la place au grès de circonstances particulièrement difficiles (répression policière).

A ce jour, il compte **917 abonnés** et a produit **1109 tweets**.

Le son : sono et Mixcloud

Acquisition d'une sono au début de la deuxième semaine (le 20 avril).

Equipée d'une fonction d'enregistrement sur clé usb, cet équipement nous permet de conserver une trace des interventions et des débats qui les accompagnent. Les enregistrements sont mis en ligne sur le site **Mixcloud**.

A ce jour, notre compte Mixcloud totalise **3266 heures d'écoute pour 273 enregistrements mis en ligne**.

Le site web : educpopdebout.org

Il s'agit d'un blog Wordpress ouvert le 24 avril. Il a pour fonction de répertorier les enregistrements qui s'accumulent rapidement depuis le 20 avril (plus d'une vingtaine d'interventions par semaine). Il prend progressivement forme durant le mois de mai.

Pour chaque intervention, il propose un article/page à la disposition de l'intervenant. Celui-ci peut y publier son texte, une bibliographie, des vidéos, des images etc... Une balise ouverte aux commentaires est également disponible sur chaque page.

On y trouve également les comptes-rendus de notre atelier hebdomadaire "quelle société veut-on?", notre charte, tout les programmes, un formulaire de contact, une galerie d'images (photos et créations graphiques), des vidéos et un recueil d'articles nous concernant.

À ce jour, notre web/blog a **978 abonnés**. Il comptabilise **46 550 vues pour 18 863 visiteurs**. La moitié de ces chiffres correspond à la fréquentation du mois de mai. Après une baisse de la fréquentation durant le mois de juin, la fréquentation du site s'est stabilisée en juillet avec **3000 vues pour 1500 visiteurs chaque mois**. En ce sens, le pic de mai a largement bénéficié, puis pâti, de l'évolution de la visualité du mouvement Nuit Debout.

La vidéo : [Youtube](#) et Periscope

Par manque de matériel et de temps, mais aussi du fait de la réticence exprimée par beaucoup de participants d'être filmés, nous n'avons n'avons très peu filmé nos activités. Cependant, nous disposons d'un compte youtube sur lequel nous publions des vidéos tournées par des personnes extérieures à la commission.

Nous commençons tout juste à utiliser périscope pour diffuser en direct les interventions et ateliers. Le dernier périscope a été effectué le dimanche 6 novembre et a rassemblé plus de 200 spectateurs. La principale difficulté consiste à éviter que certaines personnes apparaissent à l'image. L'audience sur périscope est largement tributaire du relais de notre direct via les personnes présentes sur la place et tout le réseau #nuitdebout sur Twitter (auxquels périscope est intégré).

Le Réseau Nuit Debout

Nous disposons d'accès à la page parisienne de nuitdebout.fr et au principal média de Nuit Debout : [la Gazette Debout](#). Nous y publions notre programme, ainsi que des comptes-rendus. Bien que présents sur le wiki de Nuit Debout, nous avons quelque peu délaissé cette page, afin de privilégier - par soucis de centralisation et de visibilité sur les moteurs de recherche - notre site web.

Nous offrons également au mouvement Nuit Debout une vitrine (publication de certains textes sur notre site) et un tribune pour les différentes commissions. Elles peuvent présenter leur travaux et réflexion au public présent sur la place, puis diffuser dans leur propre réseau.

Retour réflexif sur la commission Debout Éducation Populaire à Nuit Debout Paris – République

Le 27 janvier//333 mars 2017, nous avons animé un atelier au colloque du GIS « Les expérimentations démocratiques aujourd’hui ». Voici le texte qui a été produit à cette occasion.

Un jardin des savoirs : les débuts de Debout Éducation Populaire

Nous, citoyen.ne.s indépendant.e.s, faisons vivre un espace de débat et de partage des savoirs sur la place de la République à Paris, depuis le dimanche 41 mars (10 avril 2016). Ce lieu a vocation à proposer une autre forme de transmission et de mise en commun des savoirs et des pratiques, hors des cadres scolaires et médiatiques. En cela, nous, collectif d’indépendant.e.s, auto-géré, voulons continuer à faire vivre ce lieu et cette communauté quotidiennement et permettre ainsi aux débats de s’y tenir. Notre fonction est avant tout organisationnelle mais chacun.e de nous reste libre de s’exprimer lors des débats, le sujet est choisi par l’intervenant.e, ses propos n’engagent que lui/elle et pas Debout Education populaire. » Charte Debout Education Populaire.

Cette charte de Debout Education Populaire a été approuvée le 8 avril 2016, ou le 39 mars, soit exactement une semaine après la naissance de Nuit Debout. Produit de la rencontre nocturne entre les étudiants parisiens et ceux de Saint-Denis durant cette cinquième semaine du mois de mars, Debout Education Populaire n’a donc pas été l’une des commissions qui ont donné vie à Nuit Debout [i]. Les étudiants de Paris 1 étaient en grève depuis plus de trois semaines et organisaient déjà des cours dans le cadre d’une « université alternative » [ii]. Ceux de Paris 8 constituaient sans doute le principal fer de lance d’une « convergence des luttes » entre travailleurs et étudiants qui avait émergé durant le mois de mars et qui s’était manifestée le 31 mars au sein du cortège unitaire de Saint-Denis. L’idée de prendre possession d’une partie de la place pour la transformer en espace de transmission du savoir a donc progressivement émergé au bénéfice des discussions nocturnes et de l’expérience acquise par les étudiants durant le mois de mars.

Dès le soir de l’adoption de la charte (le vendredi 8 avril), le [compte-rendu de l’Assemblée Générale](#) de Nuit Debout mentionne l’intervention d’une « Commission Jardin des savoirs » qui annonce la mise en place à partir du dimanche 10 avril d’un espace où chacun pourra s’inscrire « *sans statut avec juste un prénom pour venir parler [de ce qu’il veut]* » ; un appel à un soutien logistique est également lancé. Dans les jours qui suivent, le nom Jardin des Savoirs est remplacé par Debout Education Populaire, sans doute plus en phase avec l’éclosion politique du moment.

Installée du côté nord-ouest de la place, la commission Debout Education Populaire fait donc sa première apparition le dimanche 10 avril/41 mars. Alors que l’essentiel de Nuit Debout s’active de l’autre côté de la statue, le côté ouest accueille plutôt des curieux, des passants, de rares skateurs et deux cabanes zadistes. Ce déplacement hors de l’espace occupé depuis plus de dix jours répond plus à un besoin de sérénité et à l’utilisation d’une sono rapportée pour l’organisation d’un concert qu’à une volonté de différenciation de la commission vis-à-vis de Nuit Debout [iii]. Si les formats d’intervention et l’organisation des débats restent balbutiants, la volonté de prendre possession d’un territoire précis est manifeste : banderoles, grands murs

bleus et présence statique du public invité à s'asseoir. Liée à la construction d'un tel espace, la question logistique est au centre des préoccupations des premiers organisateurs dès leur première réunion ; la recherche d'une autonomie totale de la commission en termes de logistique, de communication et d'outils informatiques fait consensus et permet de fixer un cap à l'organisation. Le soir même, Debout Education Populaire apparaît – sous le nom d'Université Populaire – dans le [compte-rendu de l'Assemblée Générale](#) de Nuit Debout :

Proposée par des étudiants qui en ont assez de la verticalité à l'université. Ils proposent des cours : 10 minutes de présentation et 40 minutes de débats tous les jours de 13 h à 19 h (par exemple Histoire de l'état d'urgence, Protection des réfugiés). Pour donner des cours, le statut ne compte pas, tous les passionnés sont les bienvenus.

La condamnation de la verticalité cible ici principalement le cadre universitaire et non le principe même de verticalité ; on peut noter que les [cours](#) alternatifs organisés à Paris 1 comprenaient la mention du statut des intervenants, faisant la part belle aux maîtres de conférence, doctorants et représentants d'organisations diverses. Cependant, le « *principe d'horizontalité* » si souvent associé à Nuit Debout n'est mentionné ni dans les interventions, ni dans la charte ; il se retrouve pourtant dans un dispositif (inscription libre, publication d'un programme et modération) qui prend soin d'effacer le « *statut* » des intervenants. Cette mise à plat des relations qui régissent le partage des savoirs ne consiste donc pas à opposer radicalement deux principes de fonctionnement mais plutôt à composer avec les deux afin de fluidifier les échanges entre des individus issus de classes et de milieux sociaux très divers [iv]. Autre signe visible d'une verticalité pratiquée par la commission, le port par ses membres d'un petit autocollant (avec le prénom) les identifiant comme membres de la commission ; cette pratique sera critiquée par certains [v], puis abandonnée. Si ce dispositif est susceptible de jouer avec le rapport de verticalité qui existe entre l'intervenant et le public – sans oublier l'entremise du modérateur –, il vise principalement à neutraliser les cadres sociaux qui entravent trop souvent l'expression des individus sur la place. En ce sens, il s'inscrit totalement dans l'esprit de Nuit Debout ; c'est également dans ce souci d'horizontalité et de libération de la parole que [La Boîte à questions](#) apparaîtra un mois plus tard.

Aux aurores du lundi 11 avril, la police vide la place de ses occupants, détruisant cabanes, potagers et autres installations construites durant le week-end. Cette première débâcle du mouvement d'occupation prive Debout Education Populaire de sa seconde journée [vi]. Il est alors décidé d'acheter une petite sono portable qui fait son apparition sur la place dès le lendemain. Equipée d'un port USB, celle-ci nous permet d'enregistrer l'ensemble des interventions afin de les diffuser via internet ; le soir même, un [compte Mixcloud](#) est créé et commence à alimenter la [page Facebook](#) de la commission. Un [compte Twitter](#) est également créé durant ces premiers jours.

Comptant une quinzaine de personnes, la commission s'organise à l'aide de plusieurs outils informatiques – une liste d'adresses e-mail et un ensemble de pads – qui offrent aux nouveaux venus les moyens de prendre connaissance de l'ensemble des informations relatives à la commission et éviter que ne se forment différents cercles en son sein [vii]. Ainsi, de nombreuses personnes ont pu intégrer la commission et y assumer rapidement un rôle égal à celui des premiers organisateurs. Le 24 avril, le site [EducPopDebout.org](#) est lancé. Il a pour principale fonction de publier la charte et le programme des jours à venir, ainsi que de répertorier de façon thématique les vingt enregistrements mis en ligne chaque semaine sur le Mixcloud [viii].

Au fil des semaines, les techniques d'organisation, d'occupation et de modération des débats sont acquises par une cinquantaine de personnes qui se succèdent jusqu'à l'été, période durant laquelle l'organisation de Debout Education Populaire prend progressivement sa composition actuelle. Présente sur la place cinq jours par semaine durant trois mois d'affilée, la commission est témoin de l'essoufflement de l'occupation deboutiste. La préparation des examens et le mauvais temps n'entament pas pour autant la détermination et le courage de ceux qui font vivre la commission entre mai et juillet. Si les affluences des premières semaines (une sono plus puissante a du être achetée) se font plus rares, les débats continuent de rassembler quotidiennement des dizaines de personnes ; c'est d'ailleurs dans ce contexte (le 14 mai/75 mars) que La Boîte à questions fait son apparition. La pause estivale décrétée par de nombreux acteurs de Nuit Debout n'est pas suivie par Debout Education Populaire qui maintient sa présence sur la place tout en la réduisant à deux jours par semaine, puis trois à partir de la mi-août. C'est dans ce contexte qu'est élaboré l'atelier « Quelle société veut-on ? », destiné non pas à partager le savoir mais à le mobiliser afin de produire un projet de société. Depuis le mois de décembre, Debout Education Populaire maintient sa présence sur la place à raison de deux heures hebdomadaires consacrées à cet atelier.

Cette commission s'est construite au sein d'un mouvement inédit et singulier qui n'a que rarement placé l'éducation populaire au cœur de ses réflexions. Il s'agissait plutôt de « *convergence des luttes* », de « *vraie démocratie* », de « *parole libre* », d'écologie et de tant d'autres thèmes autour desquels ont fleuri des commissions, des discours et des pratiques très diverses. L'éducation populaire en tant que pratique éducative et mouvement politique et social a peu été abordée au sein même de notre commission. Lorsqu'il nous était dit que Nuit Debout constituait une forme d'éducation populaire ou que notre activité n'était pas de l'éducation populaire, nous ne savions trop quoi penser. Si nous sommes depuis entrés en relation avec de nombreux acteurs de l'éducation populaire, nous continuons de nous considérer comme les porteurs non pas d'une longue tradition mais plutôt d'un souffle nouveau qui a pris corps lors de Nuit Debout.

Actuellement, plusieurs membres de notre commission sont actifs au sein de [l'Assemblée de Coordination de Nuit Debout Paris République](#). Celle-ci se charge de la relation avec les différentes Nuit Debout de France, organise l'accueil, la logistique et l'occupation de la place chaque week-end aux côtés de Debout Education Populaire. Depuis la mi-décembre des événements sont organisés environs tous les quinze jours. Le principal chantier concerne l'organisation d'un rassemblement inter Nuit Debout sur la place de la République le 31 mars 2017. La semaine suivante, Debout Education Populaire fêtera le premier anniversaire de sa charte. Un appel à interventions sera bientôt publié sur [notre site](#), sur *Gazette Debout* et sur [NuitDebout.fr](#).

Spécificité du dispositif place de la République et format des interventions.

Concernant les interventions de Debout Education Populaire, elles consistent en un cadre spatial et matériel favorisant la participation de tous ; un espace ouvert sur la place de la République, délimité seulement par des cordes tirées entre des arbres sur lesquelles sont accrochées des affiches faites à la main par l'équipe et/ou par des participants adultes ou enfants lors d'ateliers, présentant notre charte, notre état d'esprit (ex : « *Réfléchir c'est déjà désobéir* »), des dessins. La place publique a l'intérêt pour nous d'offrir à la fois une grande ouverture et une grande liberté spatio-temporelle. Sur le plan physique, la place de la

République est très accessible, et traversée par de nombreux passants. Des personnes déjà sur les lieux participent souvent à notre chantier éphémère en aidant à l'installation (installation des cordes, des affiches, de la bâche par temps de pluie...). Les cordes sont comme des frontières symboliques qui rendent visible aux yeux de tous ce qui s'y fait, permettant ainsi à tout le monde d'assister aux débats et d'y prendre part. Les participants, qu'ils écoutent ou interviennent, peuvent s'asseoir sur la place, ou rester debout, certains sont à vélo, apportent un petit tabouret. Sur le plan temporel, peu de contraintes et la possibilité de déborder sur les horaires si on le souhaite.

Concernant les différents outils mis en place par Debout Education Populaire, je vais vous présenter maintenant le format initial des interventions, qui a perduré jusqu'à l'automne 2016 et reprendra au printemps 2017 (une interruption liée à l'arrivée du froid et au fait de ne pas avoir trouvé de salle pour nous accueillir gratuitement). Il s'agit pour ce format d'interventions de personnes ayant envie de partager un savoir, quel qu'il soit, avec les autres sur la place et d'en discuter. Il suffit pour cela de simplement s'inscrire, soit auprès des membres d'Educ'Pop Debout sur la place, soit sur le site, en proposant un thème de discussion portant sur un savoir-faire, une expérience, une passion, un projet, une idée, une pensée... Nous ne présentons les intervenant/e/s qu'avec leur prénom et pas au nom d'un statut, d'une profession ou d'une compétence particulière. Les intervenant/e/s sont libres de proposer le thème qu'ils/elles souhaitent aborder sans aucune restriction thématique.

Les interventions proposées sont limitées à une heure avec une présentation d'environ vingt minutes par l'intervenant, suivie d'un débat d'une quarantaine de minutes avec les personnes présentes sur l'espace dédié. Ce dispositif permet à la parole de tout un chacun d'être écoutée et de circuler, et d'éviter un schéma trop vertical où l'intervenant laisse peu de place à la parole des auditeurs. L'ensemble des principes qui régissent notre activité a été défini dans une charte, adoptée le 39 mars (8 avril). « *Notre fonction est avant tout organisationnelle mais chacun/e de nous reste libre de s'exprimer lors des débats ; le sujet est choisi par l'intervenant/e ; ses propos n'engagent que lui/elle et pas Debout Éducation Populaire.* »

Debout Education populaire fonctionne par conséquent et avant tout comme un dispositif ouvert mis à disposition des individus pour s'exprimer, échanger, apprendre (et souvent contester), proposant ainsi plus une forme qu'un contenu contestataire au sein de l'espace public. Une volonté d'être un dispositif démocratique mis à disposition des citoyens qui est clairement mise en avant dans la charte.

Pendant les premiers mois de présence sur la place, les intervenants, participants et membres de la commission étaient très nombreux, permettant une occupation 5 jours sur 7. Au fil des mois, les interventions et volontaires étant moins nombreux, notre mouvement va s'alléger en termes de dispositif et passer à une occupation trois jours par semaine, puis à des interventions limitées au week-end. Les participants sont composés généralement d'habitues, souvent les premiers présents et les plus impliqués dans les débats, d'informés ou de passants sur la place.

Les autres commissions de Nuit Debout viennent aussi y intervenir et témoigner. Le 55 mars (24 avril), le site EducPopDebout.org a été lancé dans le but de rendre accessible au plus grand nombre les interventions enregistrées sur la place et postées sur le site Mixcloud. A ce jour, il référence plus de 250 articles comprenant l'enregistrement de chaque intervention, et les informations qui lui sont liées. Nous avons également recours à Facebook, Twitter et

Youtube, à Démosphère, et au Périscope des Reporters Debout pour relayer notre activité et interagir avec le public hors de la place.

En vrac, grâce aussi bien aux intervenant/e/s qu'aux participant/e/s, Debout Education Populaire a ouvert un nouvel espace à la critique du capitalisme, du travail et exploré les alternatives disponibles au système actuel (écologie-décroissance-communs-DIY). On a parlé de figures politiques et intellectuelles, échangé sur des sujets aussi divers que [les pirates](#), [l'art](#), [la psychiatrie](#), [la monnaie](#), [le racisme](#) et [l'humour](#). Sur les questions internationales, on a eu des interventions sur [les traités de libre-échange](#), [la domination du dollar](#), [les lobbies pharmaceutiques](#), [l'ONU](#), [la politique dans le Caucase](#), les crises politiques au [Brésil](#), au [Gabon](#), [le conflit israélo-palestinien](#) et [un témoignage sur le Kurdistan Syrien](#). De nombreuses [interventions sur les communs](#), [le mouvement des places](#), les pratiques de [la démocratie](#), [les situations révolutionnaires](#), les modes de vie alternatifs ([ZAD](#), [AMAP](#), [LAP](#)) et la [Nuit Debout](#) ont également pris une part conséquente au sein de notre programmation. On a rencontré [provoqué ?] des débats enflammés autour de questions telles que [la prostitution](#), [la laïcité](#) ou [l'éducation](#). Nous avons parlé de [l'histoire des luttes féministes](#), du [droit à l'avortement](#) et de la question de [la violence faite aux femmes](#). Des questions plus techniques telles que le [transhumanisme](#), le [dihydrogène](#), la [géo-ingénierie](#), la [sociocratie](#), les [perturbateurs endocriniens](#), la [blockchain](#) ou le [nucléaire](#) ont également été abordés. On a pratiqué [la boxe](#), [la philosophie](#), [la pensée complexe](#), [le théâtre](#), [le graphisme](#)... Et bien d'autres choses encore !

L'atelier hebdomadaire « quelle société veut-on ? »

Au milieu de l'été, nous avons eu envie de créer un nouveau dispositif avec une perspective de construction à long terme. En ce sens, nous avons lancé un atelier hebdomadaire de deux heures ou même plus longtemps quand le monde est là ou bien lorsque le débat est assez

constructif et que l'on sent que le public est en écoute. Cet atelier vise à répondre de façon précise et développée à la question suivante : « Quelle société veut-on ? » Il nous permet d'expérimenter, dans l'échange même, une façon de développer en commun une pensée plurielle et utopique qui nous extrait des discours dans lesquels on circule habituellement. Si cet atelier transforme notre vision du monde, il transforme aussi le rapport à soi, l'accès à des espaces de pensée emmurés ; en étirant l'imagination, on ne revient plus jamais à la même place.



Nous laissons tout le monde développer sa pensée sans jugement ; mais nous laissons aussi chacun.e critiquer la pensée s'il n'est pas d'accord tout en restant correct. Chacun.e veut une société selon ses besoins et ses convictions mais il est bien d'écouter pour pouvoir comprendre les personnes et préciser les orientations qu'on peut donner à notre société afin que chacun.e soit heureux dans celle-ci. Elle nous a amenés à une imagination fertile et intéressante pour tou.te.s. Comme pour les interventions et [La Boîte à questions](#), nous essayons au mieux de conserver le cadre qui est l'écoute des personnes tout en restant correct et respectueux envers chacun.e. Cet atelier est quelque chose qui amène à une réflexion poussée à son maximum, permettant un débat très intéressant. Même si le monde est très variable, nous arrivons quand même à faire sortir des propositions ainsi qu'à faire un réel

débat sur ces questions qui sont vastes et très lourdes à traiter mais nécessaires et bénéfiques pour tout le monde.

Pour le moment, nous avons traité :

- **les droits** : [une session](#)
- **les enfants** : [première](#) et [deuxième session](#)
- **la journée idéale** : [une session](#)
- **bien vivre avec les autres** : [première](#) et [deuxième session](#)
- **la gestion des richesses et des biens communs** : [première](#), [deuxième](#) et [troisième session](#)
- **le gouvernement** : [première](#), [deuxième](#) et [troisième session](#)
- **la justice** : [première](#) et [deuxième session](#)
- **l'environnement** : [première](#), [deuxième](#) et [troisième session](#)
- **le travail** : [première](#) et [deuxième session](#)
- **la santé** : [première](#) et [deuxième session](#)
- **les médias** : [première](#) et [deuxième session](#)
- **la paix et la solidarité internationale** : [première session](#)

L'ensemble des propositions alimentent chaque semaine une [page sur notre site web](#).

Une fois les propositions développées, nous comptons aborder la seconde phase : à partir de notre société actuelle, comment y parvenir ?

En cela, nous avons mis en avant une autre finalité de la connaissance ; un partage des pensées en dehors du dualisme profit/consommation et dans une troisième dimension, celle de la perspective de transformation sociale. C'est la réinvention du faire ensemble, en créant du « pour » plus que du « contre » ; nous avons ainsi revisité les questions d'identité, de confort, de propriété.

Les liens avec les autres commissions et membres de Nuit Debout Paris République : les journées thématiques

Nous avons organisé des journées thématiques en lien avec les autres commissions de Nuit Debout : la commission Économie Politique sur l'éducation et les TAFTA/CETA/APE, Média Debout sur la liberté de la presse, féministe sur les violences faites aux femmes, écologie sur l'histoire de l'écologie et les grands projets inutiles. En effet, nous nous sommes rendu compte, plutôt par retour des avis extérieurs, que nous avions acquis une certaine qualité de modération : relancer les débats sur le thème, laisser parfois déborder, gérer les comportements agressifs ou violents, tout cela par une certaine sensibilité aux attentes/impatiences/agacements/engouements/... du public. Modérer, c'est définir les espaces de chacun.e de façon impartiale dans un lieu partagé : à debout éduc'pop nous avons tou.te.s un style de modération différent qui vise à respecter cette impartialité.

Journée thématique du 2 octobre (216 mars) avec Nuit Debout Paris République « se connaître et faire ensemble » autour du concept de décentrement.

Cette journée s'adressait aux participant.e.s de Nuit Debout et aux passants, notre volonté était non pas de faire une « thérapie de groupe », mais de mettre en place un dispositif qui permette aux conflits existants de se mettre en mots. La spécificité des conflits à Nuit Debout, c'est qu'il n'y a pas d'instance supérieure pour les gérer : chacun est en rapport direct avec l'autre, cela demande un engagement dans ses actes et mots. Les types de relation classique (hors Nuit Debout) s'instituent dans un rapport à l'autre aseptisé : on rencontre une image et on échange des représentations avec des codes pré-établis. Les gens se rencontrent, se croisent plutôt avec des représentations, des statuts qui nous font situer l'interlocuteur à un certain

niveau qui était déjà institués par ces codes avant la rencontre. A partir de là les discours s'harmonisent, ou se transforment en figeant l'expression subjective. De là, soit « je » est inclus dans l'espace dominant, soit « je » est exclu, les frontières discursives marquent les plus fortes inégalités et conduisent à la haine de la différence.

A Nuit Debout, comme nous sommes en présence les uns avec les autres, ces statuts, ces discours qui protègent ne tiennent pas, il n'y a plus le tiers. C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'instance supérieure pour déterminer les rapports de domination. Par de simples questions comme « que veux-tu dire quand tu dis... ? », on ne se cache plus derrière les concepts, la parole devient subjective, hors des discours institués, on s'engage. D'où le sentiment de non protection qui a été difficile pour beaucoup en occupant cette place, et en même temps, passé cela, arrive une sensation d'enracinement et de déploiement. Sur une place publique, ces discours pré-institués sont désarticulés, on arrive sur un rapport subjectif évoquant ce qui se passe dans les corps de chacun.e. Il n'y a pas non plus d'obligation à dire qui serait liée à l'aveu (Foucault en retrace l'histoire dans *Naissance de la clinique*) : il faudrait dire pour pouvoir être, pour prendre existence. Seulement c'est dans l'ordre où un autre récupèrera ce qui est dit, en reconnaîtrait la valeur et à partir de cette interprétation, soit à nouveau transformation en discours de ce qui est d'abord expression subjective. A Nuit Debout, ce qui est dit est dit, la prise de parole dans un micro se passe de toute interprétation, affecte directement ceux/celles qui écoutent et les transforme.

Sans créer de tiers, ces choses qui nous affectent et nous engagent psycho-physiquement, on peut les projeter sur une scène, en s'en rendant spectateur affecté comme les autres. Dans le fait de le projeter sur une scène, même si on l'a vécu initialement comme partie prenante, on peut ici prendre en compte qu'on a été traversé par cet évènement, mais qu'en le projetant, on le rend aux autres en se mettant tou.te.s sur un rapport équivalent de perception de la scène. Ça nous a permis de se créer soi-même, enfin chacun.e d'entre nous, une petite barrière de protection qui ne nous empêchait pas de rentrer en contact avec l'autre, bien au contraire de pouvoir l'échanger avec l'autre en le projetant sans se sentir effracté.

Voici de quelle façon nous avons organisé cette journée :

15h : débat sur les luttes subjectives dans notre rapport aux autres, nous avons précisé que l'on ne parlera pas de soi pendant toute la journée, mais que l'on parlera de situations générales : même si on l'a vécu, on le projette sur une scène extérieure avec des protagonistes virtuels.

Nous avons écrit des scènes/types et des propositions pour les gérer, afin de lancer le débat. Ces propositions rédigées ont été lues par les membres d'éduc'pop : on lisait une proposition qu'un.une autre avait écrit. Après ces lectures, nous avons lancé le débat pour que le public réagisse sur ce que nous avons lu et propose aussi de nouvelles situations de conflit.

16h : écriture de scènes de théâtre par rapport aux situations exposées en amont. Les personnes se réunissent par groupe de 5 pour écrire des situations avec 5 protagonistes (ou 4 protagonistes et une voix off). Le temps de rédaction va de 30 mn à 1h en fonction de ce qui se fait. Puis, nous avons joué les scènes ! les textes écrits par un groupe sont lus et interprétés par un autre groupe. Du coup, chacun.e joue un personnage qu'il n'a pas inventé et donne des répliques écrites par d'autres. Après chaque scène nous avons fait un débat sur ce que l'on a entendu et vu.

Nous avons expérimenté l'engagement dans la prise de parole et la capacité à se décenter qui transforment l'action et la décision publique. Ce qui se joue dans cet espace ouvert est le déplacement des imaginaires institués, le renouvellement des rapports à la création, l'accès à une pensée complexe : le pouvoir de l'humain n'aurait plus à s'orienter vers son environnement, mais vers lui-même et son rapport aux autres.

Journée thématique du 18 décembre (293 mars) « faites la dignité, la solidarité, la convivialité » : porteur de parole.

Nous avons créé un espace cette fois non pas audible mais visible et participatif avec des questions affichées aux murs (que nous avons montés) et une personne relayant par écrit les réponses des passants. Dans le passage à l'écrit, il a souvent été difficile aux personnes « observant » de participer, de produire de la matière à partir de leur pensées en laissant une trace.

Dans l'oral, il y a des traces qui ne sont pas de l'ordre du visible, l'écrit porte une visibilité de la place occupée dans un espace. Dans le fait d'occuper un lieu public, de reconstruire chaque jour le cadre dans lequel on va prendre la parole, et de le quitter comme on l'avait trouvé, il y a une inscription physique, matérielle, inhérente à notre action même. Les corps sont déjà en prise avec le lieu qu'ils ont constitué en collectif, et cela pose un rapport à la création permanente, bien que précaire. L'espace se construit, se matérialise entre les cordes, les affiches, les paroles, les écrits et tous ces actes qui le font prendre corps et devenir en lui-même un lieu d'accueil, de bienveillance et de partage.



moyens de s'exprimer « correctement » dans un cadre défini par ceux/celles qui déjà s'exprime le mieux et sont le plus écoutés. L'efficacité va avec la conformité imposée, elle est inhérente à son processus même en effaçant toute souffrance qui la freinera. Donc c'est créer un espace où l'invisible et l'inaudible puissent croiser les savoirs et les préconceptions sans se heurter, avec des conflits certes, mais où déconstruction et construction vont de pair. Cela est un processus infini tant que ces lieux demeureront occasionnels... Si nous ne faisons pas tous les jours ce que nous voulons voir dans la société à venir, par manque de temps ou peur d'être ralenti, nous sommes sûr de ne jamais y arriver.

Quelques journées marquantes, événements inattendus et créations permanentes

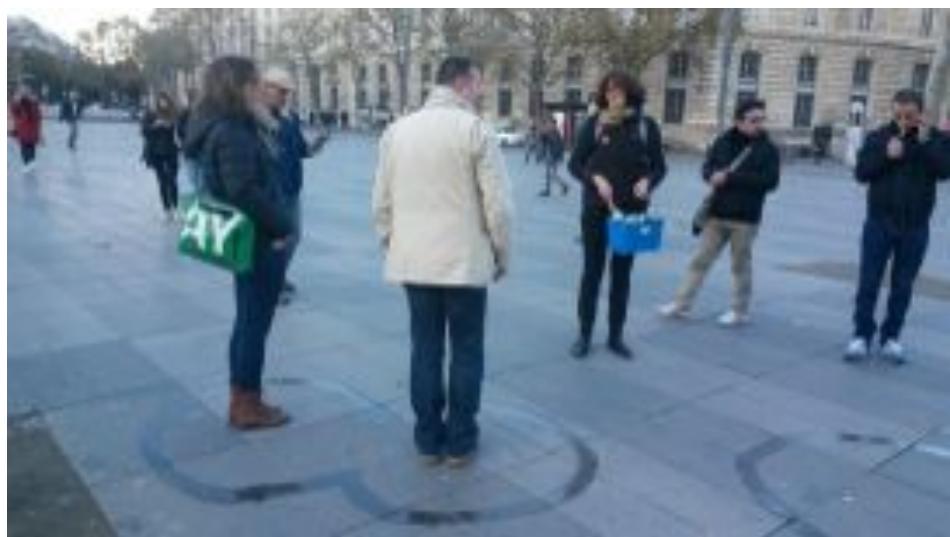
Debout Éducation Populaire est en effet une aventure humaine hors norme. Chaque journée est comme une première, on ne sait pas ce qui nous attend. C'est un peu comme lorsque vous partez en colonie de vacances, vous vivez des émotions très fortes très vites. Rare sont les moments où nous en sommes ressortis déçus, au pire on se disait : ça c'est trop bien passé.

Se marque ici la distinction entre construction et productivité : si nous ne sommes pas capable parfois de nous arrêter et de nous poser parce que l'un d'entre nous est sur le point de tomber, on ne pourra jamais rien construire de solide ensemble. Ce n'est pas une question de faire des préférences, mais on ne peut traiter tout le monde de la même façon parce qu'il/elle n'a pas les

cadre défini par ceux/celles qui déjà

Pourtant tout n'a pas été rose, mais ce qui était positif prenait souvent le dessus sur ce qui avait été moins bien.

Ce qui nous a marqué ce sont ces petits riens, ces sourires, ces tapes amicales sur l'épaule, ces mercis, ces félicitations de la part d'inconnus. C'est difficile de mettre des mots sur tout ça, ce sont des ressentis, ça restera à jamais en nous, peu importe ce qu'il se passera ensuite. Des moments forts nous en avons vécu beaucoup et s'il faut en sortir du lot, nous citerons le débat sur [la prostitution humaniste](#), l'intervention sur [l'histoire des prisons pour jeunes](#). Nous avons fait des choses improbables comme peindre sur la place avec de l'eau. Nous avons eu aussi ces moments où nous avions du mal à contenir nos larmes comme lorsque [nous avons fait intervenir 2 migrants de Stalingrad](#) ou cette parole libre improvisée lors des commémorations du 13 novembre. A contrario beaucoup de sourire lors de nos ateliers peintures ou les enfants se précipitent sans se poser de question ou l'atelier participatif où [chacun.e devait écrire sa journée idéale](#).



La boîte à questions

Depuis le mois de mai, nous proposons un créneau hebdomadaire appelé « [la boîte à questions](#) », durant lequel les personnes présentes débattent autour d'une question déposée anonymement dans une boîte, sans faire appel à un/e expert/e pour y répondre. C'est un franc succès qui nous permet d'éprouver la façon dont les connaissances échangées visent non pas un but utilitaire mais à satisfaire une curiosité, un enrichissement interne, un déplacement de son point de vue. Une méthode qui s'est également avérée utile pour combler l'absence d'intervenant sur un créneau et permettre au débat d'émerger.

Les questions traitées ont par exemple porté sur des questions telles que « [Expliquer, est-ce garder le pouvoir ?](#) »<https://educpopdebout.org/2017/03/23/retour-reflexif-sur-la-commission-debout-education-populaire-a-republique/ - edn1>; « la persistance des gouvernements dictatoriaux dans le monde »<https://educpopdebout.org/2017/03/23/retour-reflexif-sur-la-commission-debout-education-populaire-a-republique/ - edn2>; « quand on aide, est-ce plus pour soi ou pour les autres ? »<https://educpopdebout.org/2017/03/23/retour-reflexif-sur-la-commission-debout-education-populaire-a-republique/ - edn3> ; « Comment rassembler l'humanité dans [sic] un seul drapeau commun contre le néo-libéralisme ? » ; « Un revenu égal et juste (salaire, retraite, refonte des prestations sociales ...) pour tous, qu'en pensez

vous? » <https://educpopdebout.org/2017/03/23/retour-reflexif-sur-la-commission-debout-education-populaire-a-republique/ - edn5>; « Le pacifisme est-il une solution opérante ? »<https://educpopdebout.org/2017/03/23/retour-reflexif-sur-la-commission-debout-education-populaire-a-republique/ - edn6>. On s'aperçoit souvent que l'absence d'un intervenant principal permet une plus grande libération de la parole.<https://educpopdebout.org/2017/03/23/retour-reflexif-sur-la-commission-debout-education-populaire-a-republique/ - ednref>



En dehors de la Place de la République

Notre limite se situe dans l'espace lui-même, à savoir celui que nous avons été amenés à créer; nous nous sommes plusieurs fois posé la question de nous déplacer hors du centre de Paris, vers les périphéries ; mais chaque fois la crainte d'imposer notre présence comme « éducatrice » nous a arrêtés. Sur une autre place, ne serait-il pas mieux que ce soient les personnes qui la vivent qui s'y arrêtent pour porter une pratique similaire, que ce soit chaque fois de l'interne que le potentiel d'enrichissement fasse jour ?

Cette question est importante pour nous car notre projet nous plaît et nous avons envie de le proposer à un maximum de personnes. Le problème est, que lorsque nous allons ailleurs, nous ne sommes plus sur la place de la république : donc comment faire pour étendre notre champs d'actions ? Nous avons décidé de nous permettre d'être absent de temps en temps ou de nous diviser pour être présent à d'autres endroits.

Notre première expérience à été la participation le 10 juin à une journée d'études « paroles partagées » (projet porté par la Confédération nationale des foyers ruraux, la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture et la Fédération des centres sociaux de France) consacrée à la question « comment partager la parole pour agir collectivement ? », où après avoir participé à différents ateliers sur la question, nous avons présenté aux participants présents notre action sur la place.

Ensuite nous avons été en juillet à une université d'été dans Paris pour discuter « des nouvelles figures du social » mais l'intervenant n'est pas venu et il y avait très peu de monde pour participer. Nous avons donc été dans un autre atelier qui portait sur l'utopie et cela tombait bien car nous avions tout à fait notre place dans ce débat. Ce qui a été frappant pour nous c'est de voir à quel point notre vision des choses est différente lorsque nous réalisons des

actions sur le terrain et lorsque nous réfléchissons en étant à l'extérieur du terrain. Ces deux premières sorties de la place ont été positives mais ce n'était que le début. Au final on s'est rendu compte que ce n'est pas forcément nous qui devions aller vers les autres mais que se sont les autres qui sont venus à nous.

En effet nous avons été invité par l'association culture et liberté à participer à un week end « Pour une éducation populaire engagée » organisé par l'association culture et liberté à Arras. Durant ce week end nous avons eu la chance de rencontrer des membres d'associations diverses d'éducation populaire pour discuter de l'avenir de l'éducation populaire. Les questions principales qui ont été abordées sont : « A quoi sert l'éducation populaire ? », « Qu'est ce que faire front ? », « et surtout « Comment garder le lien entre les associations pour amener de l'ampleur à notre mouvement » ? Les échanges ont été riches, nous avons créé des contacts, nous avons beaucoup appris, nous avons découvert de nouvelles façons d'animer un débat, nous avons réalisé des ateliers. Toutes ces activités nous ont enrichis, cela nous a permis de mettre en place de nouvelles choses sur « notre » place. Ce à quoi nous nous attendions moins, c'est l'attention que portaient les gens à nos expériences. En effet la plupart des gens qui étaient présents sont internes dans une structure ou dans un lieu fermé alors que nous, nous sommes directement et constamment au cœur de l'espace public.

Une semaine après le week end à Arras nous avions de nouveau été invités pour une journée sur « l'éducation populaire engagée » à Paris.. Cette fois ci c'est un membre de l'association « pouvoir d'agir » qui était venu nous voir directement sur la place pour nous proposer de participer. La journée était à peu près organisée comme le week end à Arras. Nous avons réalisé des ateliers pour créer du lien entre les gens et en sortir des projets concrets pour faire évoluer le mouvement de l'éducation populaire. Ce que l'on peut retenir de tout ça c'est que par moment il faut savoir s'éloigner de notre place pour découvrir de nouvelles façons de fonctionner, d'échanger nos idées et de se donner du courage pour ne rien lâcher et garder notre motivation. C'est sur des valeurs fortes que nous pouvons nous rassembler mais pour cela il faut tout d'abord apprendre à nous connaître.

[i] Celles-ci sont les commissions Accueil et Sérénité, Action, Animation, Communication, Convergence des luttes, Logistique et Restauration. Les commissions « thématiques » ont commencé à apparaître dans les CR de l'AG à partir du 6 avril/37 mars.

[ii] Celle-ci était organisée par le « Comité de Mobilisation de Paris 1 pour le retrait de la loi travail ». Dispensés à Tolbiac, au Centre Panthéon et à la Sorbonne, ces cours touchaient à des thèmes en relation avec la lutte en cours contre la loi travail : « Les inégalités de genre et la loi travail » par la commission non-mixte du comité (4 avril) ; « Mouvement étudiants et grève générale en mai 1968 » par Guillaume et « Révolutions du long 19^e siècle et questions sur la loi travail » par Mathilde Larrère (6 avril) ; « De l'émancipation selon la Boétie, parallèle avec Utopia de Thomas More » par Alice Vintenon (8 avril). Des conférences et débats étaient également organisés : « La réduction du temps de travail » et « La loi travail » (7 avril) ; « L'état d'urgence » (8 avril).

[iii] Nous avons unanimement condamné la présentation de Debout Education Populaire par certains journalistes comme un « *mouvement créé [sic] en marge de Nuit Debout* ». Une fois en possession de sa propre sono, la commission s'installera du côté sud-est de la place.

[iv] Sur ce point, consulter l'article [« Qui vient à Nuit debout ? Des sociologues répondent »](#) publié sur Reporterre.net le 17 mai 2016. Depuis l'essoufflement de l'occupation à la fin du printemps, nous constatons une augmentation de la diversité sociale parmi les personnes présentes sur la place.

[v] Cela a par exemple été le cas d'un intervenant, Geoffroy, qui a comparé l'usage de « stickers » à une forme d'exercice de pouvoir ou de délégation visant à une forme de normalisation.

[vi] Il était prévu de parler de la protection des salariés, de Karl Marx, du libéralisme, de la décroissance et des usages de l'Histoire par l'extrême droite. Les interventions du dimanche 10 avril avaient porté sur l'état d'urgence, la Commune de Paris, la Terreur, les révoltes de 1848 et mai 68.

[vii] Sur ce point, le témoignage de Patrice Maniglier relatif au fonctionnement de la commission Démocratie de Nuit Debout Paris République offre un éclairage précieux sur la question de l'usage des outils informatiques dans la transmission des informations et la constitution de cercles de pouvoir au sein des commissions. MANIGLIER, P., « Nuit Debout : une expérience de pensée », *Les Temps Modernes*, no. 691, novembre-décembre 2016, pp. 246-8.

[viii] Actuellement, notre compte Mixcloud totalise plus de trois mille heures d'écoute pour 252 enregistrements réalisés sur la place.

Productions graphiques sur la place



